

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Changhai, avril 1927 - Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme** 1
- **Le tournant des Fronts populaires (II)** 17
- **La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III)** 39
- **Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit** 64

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Changhaï, avril 1927 - Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme

Le 22 mars 1927, *L'Humanité* titrait en première page : « *Les Rouges victorieux sont entrés à Changhaï !* ». « *Depuis un mois, commentait l'article, Changhaï ouvrier, dans l'allégresse et la sérénité, attendait ses libérateurs. Hier, elle les a reçus ! Elle a fêté sa délivrance par une reprise grandiose de la grève générale* ». Et le lendemain, toujours en première page, l'organe du PCF publiait, à côté d'un portrait du « libérateur » Tchang Kaï-cheh, le « télégramme » suivant : « *Les travailleurs parisiens [...] saluent avec enthousiasme la victoire de la Révolution chinoise, l'entrée triomphante des troupes cantonnaises à Changhaï. A 56 ans de la Commune de Paris, à 10 ans de la Commune russe, la Commune chinoise, victorieuse, ouvre une étape nouvelle de la révolution mondiale.* »

En réalité, les « troupes révolutionnaires » du Kuomintang n'étaient pas du tout entrées à Changhaï, et ce n'est certes pas à leur arrivée que l'on devait la naissance d'une « Commune chinoise ». Arrêtées à une quarantaine de kilomètres de la ville (comme les armées de Bismarck devant Paris en 1871 et comme l'Armée Rouge de Staline devant Varsovie en 1944), elles attendaient que les tueurs du « seigneur de la guerre » local aient achevé leur besogne et massacré le plus grand nombre possible d'ouvriers (en grève depuis déjà *deux jours*) ; elles n'entrèrent dans Changhaï que *trois jours* après que les prolétaires et les masses populaires, *seuls et sans armes*, mais fermement décidés à ne pas se laisser intimider par la féroce répression, se soient complètement emparés de la ville. Elles n'y entrèrent, bien entendu, qu'après s'être assurées au préalable que les insurgés, dûment convaincus par leurs chefs politiques et syndicaux que Tchang et ses troupes étaient « un des piliers de la révolution », *déposeraient effectivement les armes à leurs pieds et remettraient le pouvoir entre leurs mains.*

La veille, la *Pravda* était allée encore plus loin. « *Les clefs de Changhai ont été remises par les ouvriers victorieux à l'armée de Canton. Dans ce geste s'exprime l'acte héroïque du prolétariat de Changhai* », avait écrit l'éditorial du 22 mars. En réalité, depuis déjà deux ans, mais surtout depuis l'« Expédition du Nord » commencée en automne 1926, l'avance des troupes nationalistes dans les plaines de la Chine centrale et orientale, d'abord prudente et pénible, puis impétueuse, n'avait *jamais* été due à des victoires en campagne dont auraient pu se vanter ses généraux, au premier rang desquels le généralissime Tchang Kai-chek. C'était l'héroïsme des ouvriers et des paysans, qui s'étaient soulevés en armes pour occuper les villes et les bourgades, chasser les latifondistes, les marchands et les usuriers des terres fécondées par leur sueur, qui avait eu raison des troupes ennemies, provoqué leur déroute, ouvert la voie et donné des ailes aux troupes de Canton. Même les canonniers de Sa Majesté britannique n'avaient pu arrêter ces combattants incomparables. *Seuls et mal armés*, les ouvriers d'industrie, et avec eux un nombre important d'employés de boutiques artisanales ou de petites entreprises, avaient accompli le miracle de paralyser Hong Kong d'octobre 1925 à octobre 1926 grâce à une des grèves-boycott les plus longues et les plus massives de l'histoire. *Seuls et mal armés*, faisant preuve d'une audace inimaginable pour un bourgeois, les prolétaires et les masses populaires d'Hankow et de Kiukiang avaient occupé en janvier 1927 les concessions étrangères, à la grande stupéfaction de leurs arrogants gardiens. Grâce à cet héroïsme, l'Expédition du Nord avait été pour Tchang Kai-chek, non pas une véritable campagne militaire, mais plutôt une grande opération de ratisage et de police visant plus à freiner les « excès » des prolétaires et des paysans qu'à nettoyer les villes et les campagnes des débris d'armées en fuite, qui fondaient comme neige au soleil devant la ferme détermination des masses insurgées à extirper jusqu'à la racine l'odieux ancien régime.

Les portes de Changhai s'ouvrirent donc devant Tchang Kai-chek le 26 mars, et la gigantesque vague de grèves reflua en ramenant dans le lit de l'ordre établi ce qui s'était annoncé comme une possible « Commune chinoise ». Mais pour atteindre ce résultat inespéré, le Galiffet de Changhai n'avait eu besoin ni de ses canons, ni de la menace de ceux d'un Moltke. La victoire avait *déjà* été arrachée des mains des prolétaires par ceux qui, sur place ou à Moscou, avaient salué dans ses troupes « l'armée révolutionnaire nationale », l'expression armée du « bloc des quatre classes » ; et les prolétaires, soupçonnant peut-être le piège dans lequel ils allaient tomber (1), mais ne trouvant aucune confirmation de leur méfiance instinctive dans les actes et les déclarations de leurs dirigeants, ne lui avaient pas *seulement* remis les « clefs de la ville » : ils lui avaient *tout* remis.

(1) Sur ce point au moins, on peut se référer à la description de Malraux dans *La condition humaine*.

La contre-révolution n'eut donc aucune raison de déployer son « cannibalisme » avant l'heure. Quinze jours suffirent à Tchang Kaï-chek pour redonner confiance et courage aux industriels, aux banquiers, aux marchands et aux serviteurs locaux de l'impérialisme anglais, et pour obtenir d'autre part que les prolétaires et les masses populaires *déjà victorieux* se laissent convaincre qu'il fallait, comme le voulait le Komintern stalinisé, « éviter de livrer une bataille ouverte », ne pas compromettre « la tactique de collaboration de toutes les classes opprimées avec le gouvernement local » et, en « cachant ou enterrant les armes pour empêcher un conflit armé », céder l'une après l'autre les positions conquises au premier assaut et tenues avec une magnifique fermeté. *Ce n'est qu'après* le 13 avril que, sûr de lui et de ses adversaires, le bourreau abattit sa hache.

On ne sait pas, on ne saura jamais combien de milliers de prolétaires, de semi-prolétaires, de paysans sont tombés au cours de ces journées à Changhai et au cours des mois suivants dans toute la Chine « libérée », au fur et à mesure que les espoirs du Komintern et du PC chinois se déplaçaient vers le « nouveau centre de la révolution » (le gouvernement du Kuomintang « de gauche » à Wuhan) et que le drame se répétait avec d'autres personnages mais avec le même scénario monotone et sinistre. Comme « consolation », il ne restera aux rescapés de cette héroïque bataille que le cynique commentaire d'un porte-parole de Moscou : « *La trahison de Tchang Kaï-chek n'était pas inattendue* », ou celui de Staline lui-même déclarant que les événements « *avaient prouvé que la ligne qui avait été tracée était la seule correcte* » et que « *la suite des événements a corroboré la justesse de cette ligne* » (2). Certes, à long terme, Tchang Kaï-chek sera en fin de compte battu. Mais l'immense carnage de 1927 effacera de l'histoire pendant plus d'un demi-siècle la perspective d'une révolution démocratique-bourgeoise chinoise poussée *jusqu'au bout* par le prolétariat en tant que classe *hégémonique*, pour ne laisser que la perspective d'une révolution démocratique-nationale reposant sur des armées paysannes, et donc *arrêtée à mi-chemin*, au stade bourgeois et interclassiste : la perspective de Mao.

C'est pourquoi les victimes du féroce massacre de 1927 attendent encore d'être dignement vengées ; seul le prolétariat révolutionnaire chinois et international pouvait et pourra le faire.

(2) Désormais, pour le stalinisme, il n'y aura plus d'événement jugé « impossible » la veille qui ne devienne le lendemain « prévu d'avance ». Ce sera sa justification continuelle, qui impliquera en même temps la condamnation sans appel des boucs émissaires — masses ou dirigeants — appelés au banc des accusés pour ne pas avoir eu l'infailible prévoyance du Père des Peuples... Les citations faites dans cette partie sont tirées du livre de Harold Isaacs, *La tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*, Paris, Gallimard, 1967 (chap. IX à XI), dont nous recommandons la lecture à tous ceux qui ne connaissent pas les tragiques événements que nous ne pouvons qu'évoquer dans le cadre de cet article.

Cinquante ans après, on ne peut se contenter de commémorer la tragédie chinoise de 1927, qui est en même temps celle des mineurs de Grande-Bretagne, du parti bolchévique en Russie, et du mouvement ouvrier et communiste dans le monde entier. Il ne s'agit pas non plus de se demander si la victoire aurait été *effectivement* possible. Il y aura toujours un Boukharine pour justifier le fait accompli en répondant à ses contradicteurs que « ce qui devait arriver est arrivé », que la Chine de 1927 dépassait en arriération économique et sociale la Russie de 1905, que le prolétariat local était trop jeune, inexpérimenté et organisé depuis trop peu de temps, que le parti sortait à peine de ses langes et qu'il avait des origines impures, que les Soviets, même s'ils avaient pu naître, n'auraient pas eu de guide — toutes choses *partiellement* vraies, mais qui ne *justifient* rien. Il y aura toujours un Trotsky — dont les arguments avaient évidemment un autre poids que ceux d'un Boukharine — pour répondre que dans certaines situations historiques, un jour vaut plus pour le parti que des années et des décennies, car comme en 1905 en Russie les masses prolétariennes et les masses paysannes à leur suite acquièrent alors une expérience et une « éducation politique » qui leur ont été refusées par des cycles entiers de « paix sociale », et ce d'autant plus que la diffusion mondiale de l'impérialisme capitaliste réduit les distances dans l'espace et dans le temps. Sur ce plan, la polémique, qui prolonge les débats enflammés de l'époque, peut durer éternellement ; mais l'histoire ne se fait pas avec des *si* et des *mais*.

Une répétition d'Octobre 1917 était difficilement envisageable en Chine, non pas tant en raison du contexte de l'année 1927 elle-même, qu'en raison des événements qui avaient précédé à l'échelle *internationale* depuis quatre ans. Ceci étant, le problème *n'est pas* de chercher à savoir si, à défaut d'un Octobre, il n'aurait pas pu y avoir au moins une répétition de la Commune de Paris, ou plutôt de la révolution de 1905, comme Lénine l'avait envisagé précisément pour l'Extrême-Orient. Le problème est avant tout de savoir pourquoi le 1927 chinois n'a pas pu être une de ces défaites qui équivalent, dans une perspective non étriquée, à une gigantesque *victoire*, comme cela avait été le cas sur le plan international pour la Commune de Paris, comme cela avait été le cas sur le plan international et même sur le plan national pour la première Commune de St-Petersbourg. La réponse à cette question est contenue dans la réplique de Trotsky à Molotov au plenum d'Août 1927 : « *Le Parti, vous l'avez étranglé !* » (3), si on fait référence non seulement au parti russe mais aussi à l'Internationale, et si on recule dans le temps — ce que Trotsky n'aurait pas accepté — jusqu'aux racines historiques de la débâcle finale. On avait tué le Parti non seulement en tant que *guide* du prolétariat et des paysans pauvres qui s'étaient insurgés avec un courage magnifique, on l'avait tué en tant qu'organe

(3) Discours au plenum du CC et de la CCC du PCUS, 1^{er} août 1927, reproduit dans *La révolution défigurée*, Paris, 1929, p. 162.

qui, parce qu'il n'a pas été responsable de la défaite, *survit à celle-ci*, et qui est donc en mesure de voir ses thèses *confirmées*, d'en tirer des leçons *universelles et durables*, et d'en faire ainsi le prélude de futures victoires, la « répétition générale » de la révolution triomphante de demain, comme Marx avait pu le faire en 1871 et Lénine en 1906-1907.

Quand le léninisme, c'est-à-dire tout simplement le marxisme, affirme (nous citons d'après nos *Thèses de Lyon* écrites un an plus tôt en polémique directe avec l'Internationale en cours de stalinisation) que « dans les pays coloniaux et dans certains pays exceptionnellement arriérés [où] le développement économique interne ou l'expansion du capitalisme étranger n'ont pas encore fourni les bases de la lutte de classe moderne [...], la satisfaction des revendications qui se posent exige une lutte insurrectionnelle et la défaite de l'impérialisme mondial », et que « à l'époque de la lutte pour la révolution prolétarienne dans les métropoles, la réalisation complète de ces deux conditions permet le déchaînement dans ces pays d'un combat qui, toutefois, prendra localement l'aspect d'un conflit non pas de classes mais de races et de nationalités », cette considération d'ordre général est *inséparable* des deux idées *fondamentales* suivantes : premièrement, « la lutte mondiale doit être *dirigée* par les organes du prolétariat révolutionnaire » ; deuxièmement, « la lutte de classe dans les zones indigènes, ainsi que *la constitution et le développement indépendant des partis communistes locaux*, doivent être *encouragés, et jamais retardés ou étouffés* » (4). Dans cette optique, *la seule qui soit véritablement marxiste*, la pierre angulaire de la stratégie et de la tactique prolétarienne et communiste dans les révolutions doubles, telle qu'elle est codifiée par Lénine dans *Deux tactiques...* (1905) et précisée plus tard dans les *Thèses sur la question nationale et coloniale* du II^e Congrès de l'Internationale communiste (1920), est tout entière projetée en avant, *jamais en arrière*. Elle est d'avant-garde, *jamais d'arrière-garde*. Elle est d'attaque en tête, *jamais en retrait* par rapport à une bourgeoisie à laquelle on laisserait la direction des opérations ; elle est d'autonomie, *jamais de suivisme*. Elle a pour point de repère non pas le premier terme de la « révolution en permanence » de Marx, le prolétariat qui lutte contre les « ennemis de ses ennemis » aux côtés de ces derniers, mais le second, le prolétariat qui lutte *pour lui* contre « ses alliés d'hier » ; elle s'y tient avec une fidélité rigoureuse, et ne se contente pas de lui célébrer des messes quotidiennes mais se prépare *dès le début* à en appliquer les règles, quelle que soit l'issue de « l'assaut du ciel » final. Cela implique que dès le début le parti prolétarien surveille avec une froide « méfiance « léninienne », sans jamais lui faire confiance, le compagnon de route bourgeois *provisoire* (à plus forte raison si c'est un allié), qu'il dénonce *sans cesse* ses oscillations et ses reculs, qu'il arrache *jour après jour*

(4) Projet de Thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926), reproduit dans *Défense de la continuité du programme communiste*, Éditions Programme Communiste, Paris, 1973, pp. 128-129.

à la bourgeoisie les positions avancées que celle-ci considère comme définitives, qu'il la dépasse dans *chaque* initiative, qu'il élargisse à ses dépens sa propre influence sur les paysans et qu'ainsi il agisse pour pousser la révolution démocratique-bourgeoise à son extrême limite et pour jeter *en même temps* les bases de son dépassement dans le cadre de la révolution prolétarienne mondiale.

Dans la vision du stalinisme désormais triomphant, cette gigantesque perspective est *renversée*. *L'hégémonie du prolétariat et l'indépendance et la direction du Parti* (5) n'ont pas disparu du vocabulaire (ces termes sont au contraire repris à satiété), mais en fait ils sont *niés sur le plan doctrinal et détruits dans la pratique*, aussi bien dans les pays de capitalisme avancé et pourrissant, que dans le seul pays où la révolution ait vaincu, ou encore dans l'immense Chine secouée par un puissant réveil. Ainsi au cours de la grève générale en Angleterre en 1926 et de la longue grève des mineurs poursuivie jusqu'au début de 1927 (6), le « parti mondial unique du prolétariat » est à la remorque du conseil général des Trade Unions, ce repaire de jaunes et de traîtres, dans lequel il voit « *le représentant légitime de la classe ouvrière britannique* », ou bien il attend des bons offices de fantomatiques « gauches » syndicales la grande réconciliation avec l'Internationale jaune d'Amsterdam. Ainsi en Russie où le pouvoir dictatorial bolchévik isolé avait pour tâche de *diriger et de contrôler* le développement du marché national capitaliste et du mode de production qui lui correspond, *mais sans jamais s'y subordonner et sans jamais cesser d'agir comme « détachement avancé de la révolution mondiale »*, l'hégémonie de la classe ouvrière sur les classes moyennes et la bourgeoisie inévitablement renaissante est transformée en subordination à *leurs diktats* sur le plan économique, dans les rapports sociaux, dans la superstructure politique

(5) A propos de l'indépendance politique du Parti, rappelons aux jeunes militants ce qu'écrivit Lénine : la social-démocratie peut garder « *son « indépendance » formelle et sa physionomie propre comme organisation* » et pourtant « *apparaître en pratique dépendante* » si elle ne réussit pas à « *marquer les événements de l'empreinte de son indépendance prolétarienne* » (*Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, Œuvres, tome 9, p. 49). Quant à *l'hégémonie du prolétariat*, Lénine réagit violemment en 1907 contre la tentative des menchéviks d'affaiblir le rôle du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise en le désignant comme « *moteur principal* » au lieu de le désigner comme *guide* de la révolution : « *C'est là que se trouve, peut-on dire, la principale différence entre les tactiques opportuniste et révolutionnaire de la social-démocratie dans la révolution bourgeoise, la première acceptant pour le prolétariat le rôle de moteur principal, la seconde s'orientant vers la réalisation de son rôle de guide, et nullement de « moteur » seulement* » (*Attitude envers les partis bourgeois*, Œuvres, tome 12, pp. 505-506).

(6) En 1926, les deux « conditions » indiquées dans nos *Thèses de Lyon* en étroite conformité avec les Thèses de 1920 de l'Internationale étaient réunies : luttes de classe pleinement en cours dans la métropole impérialiste la plus directement engagée en Chine, qui était en même temps la clef de voûte de l'ordre impérialiste mondial ; lutte à caractère national et même racial en Extrême-Orient. On mesure à cet exceptionnel concours de situations la profondeur de la trahison stalinienne.

et juridique. Ainsi en Chine, le stalinisme découvre que « les particularités » de ce pays semi-colonial empêchent l'application non seulement des *Deux tactiques* de la révolution russe, mais même des Thèses de 1920, qui avaient été explicitement rédigées pour ces pays dominés par l'impérialisme, et qui étaient universellement valables et donc *contraignantes pour tous*. Au centre de la théorie marxiste des révolutions doubles, le stalinisme découvre qu'il y a le soutien *en soi et pour soi* aux mouvements démocratiques bourgeois révolutionnaires, et il conçoit ce soutien non comme la revendication de l'hégémonie du prolétariat révolutionnaire à la tête des paysans en révolte, mais comme la *subordination* à l'hégémonie de la bourgeoisie nationale. Il conçoit l'éventuelle alliance avec des partis révolutionnaires bourgeois — qui selon les thèses du II^e Congrès de l'Internationale devait être limitée à « certains cas » — non comme *exceptionnelle et transitoire* (et soumise à la condition préalable de l'autonomie politique et organisationnelle du parti), mais comme une alliance *normale et durable* pendant au moins deux étapes successives, et impliquant au contraire *l'abandon* de toute autonomie politique et organisationnelle du Parti de classe.

Bref, le stalinisme découvre qu'un parti jeune et inexpérimenté — c'est-à-dire un parti qui a besoin de se former à la dure école de *l'isolement par rapport* à la classe dominante et à son parti, et de *la liaison étroite avec* la classe opprimée qui se développe rapidement et se révolte avec audace — doit en somme être jeté dans la gueule de l'ennemi. On poussera les militants du PC chinois à adhérer individuellement au parti de la classe dominante, à respecter sa discipline, pire, à « *faire un travail de coolies pour le Kuomintang* », comme dira Borodine, c'est-à-dire à donner au Kuomintang cette organisation politique et militaire qu'il aurait été *incapable* de se donner par lui-même. On canaliserà dans ses rangs les grandes masses en pratiquant de façon répétée ces « transfusions de sang ouvrier et paysan » qui lui font défaut et qu'il ne peut acquérir par lui-même. On invitera à ne pas critiquer son idéologie à la Sun Yat-sen pour ne pas « le repousser dans le camp de l'impérialisme ». De même, le stalinisme découvre que si le prolétariat a bien pour perspective l'« hégémonie dans la révolution national-démocratique », c'est uniquement *au terme* d'une série d'étapes ; avant la *dernière* de ces étapes (si lointaine qu'elle se dissout dans le néant), non seulement il n'est pas classe hégémonique (ce qui peut arriver pour des raisons objectives) *mais il refuse par principe de le devenir* parce que, selon le calendrier scolastique du stalinisme, c'est à la bourgeoisie nationale et à elle seule qu'il incombe de porter ces étapes à leur terme. Ce refus se traduit, au sommet, par l'entrée du parti prolétarien dans un « bloc des quatre classes » dont le parti sait et dit pourtant qu'il est « dirigé par la bourgeoisie libérale » (7).

(7) Voir la polémique voilée de Boukharine avec Martynov au VIII^e Exécutif élargi de l'Internationale en mai 1927 (*Die chinesische Frage*, Hamburg, 1928, pp. 11-12).

Pendant et après le coup de Changhai, ce refus mène à l'adhésion au gouvernement « de gauche » du Kuomintang considéré comme un « *embryon du futur gouvernement révolutionnaire chinois* », voire comme un gouvernement révolutionnaire tout court (du reste pour Staline, en 1925 déjà, le Kuomintang était un « *parti ouvrier et paysan* » !), tandis qu'à la base ce même refus se traduit par la limitation à leur plus simple expression (toujours pour ne pas remettre en cause le bloc fatidique) des revendications ouvrières, des exigences du programme agraire (pour ne pas s'aliéner la petite bourgeoisie !) et surtout de l'armement du prolétariat et de la paysannerie (pour ne pas semer la terreur parmi les bien-pensants !). De façon tout à fait cohérente, loin de sauvegarder sa propre indépendance, le parti accepte non seulement de *dépendre* du parti nationaliste-bourgeois, mais de « *s'efforcer de faire du Kuomintang un véritable parti du peuple* » (8) ; après la rupture avec Tchang et l'alliance avec Wang, il accepte même de se fixer comme « *tâche principale* » le « *recrutement plus énergique, dans les villes comme dans les campagnes, des masses travailleuses dans le Kuomintang, qui doit aussi vite que possible être transformé en une large organisation de masse* » (9). Bref il travaille pour que l'organisation centralisée et unitaire des classes dominantes, rendue *plus forte et plus solide*, rende aux prolétaires et aux paysans pauvres le service tout à fait désintéressé de préparer les conditions de *leur* victoire sur la bourgeoisie grande et petite et sur les propriétaires fonciers absentéistes, et donc sur le Kuomintang lui-même qu'il soit de droite, du centre ou de gauche !

Le coup terrible du 13 avril 1927 s'abattit donc sur un prolétariat politiquement, organisationnellement et militairement *désarmé* contre son propre instinct de classe, et auquel on avait l'impudence de faire entrevoir une possible « *voie chinoise au socialisme* » au moment précis où l'on détruisait les bases mêmes, *qui sont et qui ne peuvent être qu'internationales*, d'une telle perspective (10) ; il s'abattit sur un parti incité à se sacrifier pour renforcer son adversaire de classe en lui *cédant jusqu'au secret de la centralisation organisationnelle et de l'unité de direction politique* — un Parti *suicide*. Mais loin de sombrer après la tragédie de Changhai, l'illusion qu'on pouvait « *pousser à gauche* » la bourgeoisie et son parti pour obtenir d'eux la construction des

(8) Thèses du VII^e Exécutif élargi de l'Internationale, décembre 1926, reproduites dans : P. Broué, *La question chinoise dans l'Internationale Communiste*, Paris, 1976, p. 78.

(9) Résolution sur la question chinoise du VIII^e Exécutif élargi de l'Internationale, mai-juin 1927, *ibid.*, p. 355.

(10) Il faut dire que Trotsky — et c'est tout à son honneur — fut le seul à ne pas se laisser prendre à la tentation de proposer au prolétariat chinois *hic et nunc* une « *voie socialiste* » calquée sur le modèle russe du « *socialisme dans un seul pays* », mais qu'il la repoussa comme purement démagogique. Cf. en particulier la lettre à Alsky du 29 mars 1927 reproduite dans : Trotsky, *On China*, New York, Monad Press, 1976, pp. 128-132. Dans cette lettre Trotsky soutient bien avec force l'idée d'un « *gouvernement ouvrier et paysan* » comme forme de

maillons successifs de la victoire prolétarienne, fut renforcée par la constitution à Wuhan d'un « gouvernement alternatif » dont les ministères de l'Agriculture et du Travail furent confiés à des communistes, ce qui ne fit qu'*aggraver* et *achever* le *désarmement complet* du parti et du prolétariat. Il fallut de nouveaux massacres pires que ceux d'avril, et plus cuisants parce que perpétrés par les idoles les plus récentes du camp nationaliste, pour qu'on reconnaisse enfin — *mais parce que l'ennemi l'imposait* — que la rupture nette et résolue était inévitable ; mais ce fut pour se retrouver *encore plus désarmés*, avant d'être jetés dans le putsch absurde et *définitivement catastrophique* de Canton à la fin de l'année.

Faut-il s'étonner que dans ces conditions le Parti de classe n'ait pas survécu pour tirer les leçons du passé et préparer les bases d'un avenir moins sombre ? Faut-il s'étonner que le parti petit-bourgeois - paysan de Mao n'ait eu à combattre que l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie nationale, et n'ait jamais eu en revanche à affronter un ennemi *prolétarien*, ni donc à s'allier avec la bourgeoisie contre cet adversaire commun ?

C'est ainsi que le stalinisme célébrait l'année de son triomphe avec une des plus terribles défaites prolétariennes, la première d'une longue série.

**

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, ou plus exactement le Politburo du PCUS, avait donné des ordres. Le comité central du PCC, tout en exprimant des réserves, les avait exécutés. La non-indépendance du Parti de classe n'avait été que l'autre volet de la direction non communiste, ou mieux, de la direction menchévique des organes mondiaux du prolétariat révolutionnaire.

« *Comprenez bien*, dira Trotsky au terme de sa lutte désespérée pour libérer le prolétariat chinois et son parti du piège fatal dans lequel on les avait poussés à mettre la tête, *comprenez bien* : *Il ne s'agit nullement de trahisons individuelles de militants chinois du Kuomintang, de condottières chinois de droite ou de gauche, de fonctionnaires syndicaux anglais, de communistes chinois ou anglais. Quand on voyage en*

dictature révolutionnaire des deux seules classes vraiment intéressées à pousser à fond la révolution démocratique-nationale, mais il met en garde contre toute confusion entre le problème de la lutte pour cet objectif, et le problème d'une « *voie non capitaliste* » de développement de la Chine. « Ce dernier problème, écrit-il, ne peut être posé qu'au conditionnel et dans la perspective du développement de la révolution mondiale. Seul un analphabète de l'espèce social-réactionnaire peut croire que la Chine *d'aujourd'hui*, avec ses bases techniques et économiques *actuelles*, peut, par ses *propres* forces, sauter par-dessus la phase capitaliste ». De façon caractéristique, au contraire, tant Radek que Zinoviev (de même que Staline et Boukharine, mais ceux-ci par *pure démagogie*) se berçaient d'une perspective immédiate de ce genre. Trotsky retombera par la suite dans cette illusion.

chemin de fer, il semble que c'est le paysage qui se déplace. Tout le malheur consiste en ce que vous avez eu confiance en ceux qui n'auraient jamais dû vous l'inspirer, que vous avez sous-estimé l'éducation révolutionnaire des masses, qui exige avant tout qu'on inocule la méfiance envers les réformistes et les vagues centristes de « gauche », ainsi qu'envers tout esprit de juste milieu en général. La vertu cardinale du bolchévisme est de posséder cette méfiance à un degré suprême. Les Partis jeunes doivent encore, pour le moment, l'acquérir et se l'assimiler. Tandis que vous, vous avez agi et vous agissez dans un sens diamétralement opposé. Vous inculquez aux jeunes Partis l'espoir que la bourgeoisie libérale évoluera plus à gauche, et la confiance dans les politiciens libéraux ouvriers des Trade Unions. Vous entravez l'éducation des bolchéviks anglais et chinois. Voilà d'où viennent des « trahisons » qui chaque fois vous prennent à l'improviste » (11).

Ce fut une bataille gigantesque pour reconquérir au communisme révolutionnaire et rendre au prolétariat de tous les pays son Internationale, son Parti mondial unique, une bataille que le centre stalinien garda jalousement à huis-clos de peur qu'elle ne contamine la voie glorieuse du « socialisme dans un seul pays ». Ce n'est qu'aujourd'hui que l'on peut en connaître presque tous les textes, les discours, les articles, les lettres et les télégrammes dont le Comité Exécutif du Komintern ou le Politburo du PCUS furent bombardés, de la deuxième moitié de 1926 à l'automne 1927, surtout (mais pas uniquement) par Trotsky. En dépit de ses incertitudes et de ses lacunes, cette bataille fut la seule dans la Russie d'alors à laisser aux militants prolétariens et communistes de l'avenir un patrimoine de principes réaffirmés, de grandes leçons générales opposées à l'empirisme vulgaire des « communistes pratiques », de rappels constants de la théorie contre la trahison du « tacticisme » éclectique pratiqué par les « constructeurs » d'une réalité tournant le dos à toute doctrine.

Mais c'était, il faut bien le souligner, une *bataille perdue* dès le premier jour, car l'infection menchévique du Parti russe et de l'Internationale avait désormais fait trop de chemin. L'opposition unifiée eut beau se débattre avec toute l'ardeur des grands militants révolutionnaires, elle était condamnée à l'échec dans sa tentative pour rompre les mailles d'un filet qu'elle avait elle-même, bien qu'involontairement, contribué à tisser.

« *Nous avons déjà pris trop de retard* » : telle est la phrase pleine d'angoisse qui revient constamment dans les textes de Trotsky consacrés au cours de ces quelques mois à rappeler la nécessité urgente de restituer au Parti son « *autonomie complète* » et au prolétariat mondial sa direction bolchévique. Mais *ce retard tragique n'était autre que le retard du mouvement communiste international lui-même*, et il ne datait pas de 1926-1927 mais remontait à 1918-1920. C'était ce même retard qui, en

(11) Discours du 1^{er} août 1927, *La révolution défigurée*, op. cit., p. 154.

condamnant la Russie bolchévique à l'asphyxie par isolement alors que son *unique* garantie de salut résidait dans la révolution mondiale, avait condamné le Parti de Lénine à un travail de Sisyphe : essayer de le rattraper en trempant et en transformant au feu de la révolution d'Octobre des partis et des morceaux de partis qui avaient poussé sur le tronc de la vieille social-démocratie et que seuls l'attrait du moment et la pression des masses avaient rapprochés — mais *rapprochés* seulement — de Moscou. La tentative était généreuse, et elle aurait peut-être pu réussir sans le reflux de la vague révolutionnaire de l'immédiat après-guerre ; mais en fin de compte, elle avait échoué. Et ainsi s'était trouvé confirmé l'avertissement lancé en vain par la Gauche « italienne » contre un processus de formation non rigoureusement sélectif et sévère des sections du Komintern ; faute de ce processus, non seulement « *l'espoir que la bourgeoisie libérale se déplace plus à gauche* » et « *la confiance dans les hommes politiques libéraux-ouvriers* » ne s'étaient pas heurtés à l'antidote de la « *suprême méfiance* » bolchévique — cette « *vertu cardinale* » du parti de Lénine — mais ils s'étaient implantés à la longue dans les rangs même du parti.

C'est à l'école de cette méfiance, non pas morale évidemment, mais idéologique et politique, qu'auraient dû grandir les jeunes partis sous peine de connaître un désastre inévitable, dira Trotsky en 1927. Et c'était plus que vrai. Il fallait, dès la formation de l'Internationale Communiste, repousser les « *politiciens libéraux-ouvriers* » de l'USPD en Allemagne et du centre de Cachin-Frossard en France ou de Smeral en Tchécoslovaquie, qui se pressaient à sa porte. Il ne fallait pas envoyer le parti anglais, faible et inexpérimenté, « *faire son éducation politique* » au sein du Labour Party, même en lui injectant constamment du *Rénégat Kautsky* et du *Terrorisme et Communisme* pour l'immuniser. Il ne fallait pas, comme on le fit malheureusement en Italie, se lancer à la poursuite du fantôme maximaliste, qu'on croyait malgré tout « *récupérable* », en détruisant du même coup la plus grande partie du travail poursuivi avec ténacité par le parti de Livourne pour arracher à son influence mortelle le gros de l'armée prolétarienne. Il ne fallait pas élargir les mailles du front unique en y incluant (ou en n'en excluant pas) les ententes entre partis et la collaboration au parlement avec les sociaux-démocrates et les indépendants allemands. Il ne fallait pas, en 1924-1926, appeler le Parti italien à placer la lutte contre le fascisme naissant sous le signe de la « *liberté* », pêle-mêle avec les démocrates retranchés sur l'Aventin.

Il ne fallait pas, au IV^e Congrès mondial, cautionner par la casuistique du « *gouvernement ouvrier* » l'entrée des communistes au gouvernement en Saxe et en Thuringe, bras dessus-bras dessous avec les héritiers de Noske et de Scheidemann — cette année 1923 était la première année de terrible défaite, et Trotsky aura raison d'y voir par la suite une des causes objectives de la débâcle due au stalinisme en 1926-1927. Dans le discours d'août 1927 que nous avons cité à plusieurs reprises, l'indomptable Trotsky indiquera lucidement que les directives

données par l'Internationale stalinisée au Parti chinois étaient telles que ce dernier, jeune et inexpérimenté, devait *nécessairement* en tirer « des conclusions qui devaient le conduire au centrisme ». Combien de fois le même phénomène ne s'était-il pas produit (sous des formes moins virulentes qu'en Chine), à la grande stupéfaction de la direction du Komintern mais conformément à nos prévisions, dans l'aire historico-géographique bien plus vitale de l'Europe pleinement capitaliste, c'est-à-dire au sein des PC occidentaux jeunes et mal constitués ? On avait dit que la vertu suprême du bolchévisme et de Lénine avait été l'art de la « manœuvre » : en réalité, sa véritable, son inestimable vertu avait plutôt été d'inscrire la manœuvre tactique scientifiquement élaborée dans la plus absolue *rigueur* de principes. Mais à cette école de la rigueur des principes, on n'avait fait grandir aucun des grands Partis européens déterminants. En 1927, *l'histoire présenta son addition tragique, et il fallut la payer.*

L'autre voie était, somme toute, celle que le bolchévisme avait suivie au cours de la période qui va de 1902 à Octobre. Elle était longue, difficile, risquée. Peut-être n'aurait-elle pas pu éviter la défaite dans l'immédiat. Elle était longue et le temps et les faits matériels eux-mêmes pressaient. Mais pour reprendre encore une fois les paroles de Trotsky en 1927, la défaite *est venue quand même*, et elle a tout détruit. La « voie longue » aurait permis, dans la défaite, de préserver *la victoire* — celle de la théorie, du programme, de l'organisation. Les grands militants de l'Opposition russe le sentirent, et ils eurent la force de livrer leur dernière bataille. Là est leur grandeur. Mais la dure réalité des faits est que ce fut une bataille *tardive et désespérée.*

Quand les thèses de Boukharine-Staline pour le VIII^e Exécutif Elargi de l'Internationale donnèrent comme directive au PC chinois de « conserver son indépendance », Trotsky répondit : « *La conserver ? Mais jusqu'à ce jour, le Parti Communiste [chinois] n'en a pas eu, d'indépendance* » (12). Il l'avait en effet perdue quand en juin 1922, un an après sa fondation, le délégué du Komintern lui avait imposé contre son gré de faire adhérer individuellement ses membres au Kuomintang et que le Politburo — contre l'avis de Trotsky il est vrai, mais ce dernier n'avait pas insisté — avait ratifié la décision fatale. Il l'avait sacrifiée depuis que les communistes chinois, entrés dans le parti de Sun Yat-sen, avaient reçu l'ordre de travailler à son renforcement sur le plan organisationnel et à l'extension de son influence, elle-même soutenue par l'aide militaire soviétique et l'assistance politique fournie par le Komintern à travers ses nombreux envoyés qui se succédèrent auprès du Kuomintang à partir de 1924. Ce n'est pas en 1927 mais en mars 1926, alors que Zinoviev était encore président de l'Internationale, que le parti de Sun Yat-sen, devenu celui de Tchang

(12) *La révolution chinoise et les thèses de Staline*, 7 mai 1927, Broué, *op. cit.*, p. 204.

Kaï-chek, avait été accueilli dans les rangs du Komintern comme « parti sympathisant ». Ici encore, seul Trotsky avait voté contre cette décision — mais c'est contre la *notion même* de « parti sympathisant » que notre courant s'était élevé deux ans plus tôt, au V^e Congrès mondial ; et il est hors de doute que la formule adoptée dans la résolution du VI^e Exécutif Elargi sur la question chinoise (« Le gouvernement de Canton, qui représente l'avant-garde du peuple chinois dans sa lutte pour l'indépendance, constitue un modèle pour la future structure démocratique-révolutionnaire du pays ») annonçait par son imprécision les formules honteuses — et très précises, celles-là — de Staline-Boukharine. On avait ouvert trop de brèches au frontisme pour pouvoir les colmater à temps. On avait fourni trop de points d'appui à la « logique formelle » des liquidateurs pour ne pas rester pris au piège. Tout le mouvement international — et c'est cela la véritable tragédie — avait passé la tête dans la corde que le bourreau s'appropriait à serrer. L'Opposition ne pouvait que se rebeller devant les terribles forces matérielles qui, telles d'irrésistibles forces de la nature, faisaient pression, depuis le sous-sol économique et social, sur l'Internationale et sur son parti-guide. Elle ne pouvait plus les maîtriser.

**

Le terrain sur lequel naissent et se développent les révolutions doubles est hérissé, de par leur nature même, de contradictions que seule la révolution internationale est en mesure de résoudre. En effet, ces révolutions doivent à la fois *revendiquer* des tâches nationales et démocratiques et les *nier*, aplanir la voie *pour leur réalisation complète* et poser les bases de leur *dépassement global*. Sur le plan intérieur, le problème prend la forme dialectiquement contradictoire de l'*expansion* mais en même temps de la *domination* des forces de production capitalistes libérées des entraves du féodalisme. Sur le plan extérieur, il prend la forme de l'*édification* de l'Etat national mais en même temps de sa *subordination* au principe de la « *capacité et de la volonté, de la part de la nation qui a vaincu sa propre bourgeoisie, d'accomplir les plus grands sacrifices nationaux pour abattre le capitalisme international* » (13) ; si ce principe n'était pas respecté, le parti prolétarien et communiste se renierait lui-même en reniant sa fonction dans tout le cycle de la « révolution en permanence ». Seule la lutte de classe *internationale* peut résoudre ces nœuds gordiens. C'est pour cela que dans les derniers textes de Lénine avant sa mort, la question : « Qui vaincra ? » revient avec insistance. C'est pour cela que, dans la lettre envoyée par Bordiga à Korsch en octobre 1926, la vraie question posée à ceux qui voulaient former un courant de gauche international

(13) *Thèses sur la question nationale et coloniale* du II^e Congrès de l'Internationale Communiste, 1^{re} partie, § 10.

est la suivante : quel est le destin qui attend la révolution victorieuse dans un pays, surtout quand il s'agit d'un pays arriéré, si la révolution dans les centres vitaux du capitalisme impérialiste est en retard ? Le rapport entre les deux termes de la révolution double — révolution démocratique-bourgeoise d'une part, « transcroissance » de celle-ci en révolution socialiste d'autre part — n'est pas un rapport d'équilibre. L'un des deux termes — pour nous, c'est bien entendu le second — doit l'emporter sur l'autre. La montée du stalinisme en Russie ne fut que le reflet superstructurel de l'inversion du rapport de forces originel en l'absence de la propagation de l'incendie révolutionnaire dans le monde entier — une inversion qu'il serait antimarxiste de se représenter autrement que comme un processus moléculaire se déroulant en profondeur, bien au-dessous de la surface des faits empiriquement constatables. Seul le dilettantisme des « communistes de la phrase » peut se représenter comme un jeu d'enfant le problème extraordinairement difficile qui consiste à subordonner la « politique extérieure » de l'Etat ouvrier victorieux aux exigences supérieures de la lutte internationale pour la destruction du capitalisme, en évitant de se laisser emporter par la pression des tâches locales *immédiates*.

Dans *Mieux vaut moins, mais mieux* (mars 1923), le regard anxieux de Lénine passe des pays capitalistes d'Europe, qui ne progressent pas vers le socialisme avec la rapidité espérée, aux pays d'Orient que la guerre capitaliste a « rejetés hors de l'ornière », en les entraînant « définitivement dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial » (14). De même, dans une lettre confidentielle au comité central du PC russe le 5 août 1919, tout de suite après l'effondrement de la République des Conseils en Hongrie, Trotsky voit la révolution européenne se « retirer à l'arrière-plan » au moins provisoirement, et l'Asie « devenir peut-être le théâtre des prochains cataclysmes sociaux », mettant la dictature bolchévique, et nous tous avec elle, face à la nécessité de « déplacer » dans cette direction, « au moment opportun, le centre de gravité de notre orientation internationale » (15).

Mais dans cette perspective d'une clarté fulgurante, les deux aspects contradictoires déjà mentionnés apparurent immédiatement. Il était tout à fait *légitime* que l'Etat ouvrier victorieux se crée, sinon des avant-postes, du moins des postes d'observation et des « points d'appui » (encore défensifs) en Extrême-Orient. Mais il était par contre tout à fait périlleux d'escompter que, pour être entrés, tour à tour dans le jeu diplomatique changeant et très délicat de l'URSS, le régime de Wu Pei-fu,

(14) *Œuvres*, tome 33, pp. 513-514.

(15) *Trotsky Papers*, tome I, 1917-1919, La Haye, 1964, pp. 623-627. Trotsky n'exclut pas que dans cette nouvelle situation, l'Armée Rouge puisse jouer un rôle décisif, en tant, bien entendu, que bras armé de l'Internationale Communiste, et il pense moins à la Chine qu'à l'Inde. On peut remarquer aussi qu'au Congrès des Peuples d'Orient (Moscou, janvier 1922) l'appréciation de la perspective révolutionnaire en Chine dans le discours de Zinoviev reste très prudente.

ou l' « armée du peuple » de Feng Yuh-siang à Pékin, ou le gouvernement nationaliste de Sun Yat-sen à Canton, allaient se transformer en *drapeaux politiques* de la stratégie communiste mondiale. Il était tout à fait *hasardeux* de penser que les « bureaux » ouverts en Sibérie orientale, ou en Chine même, pourraient avoir en même temps le caractère d'agences de l'*Etat* russe et de représentants de l'*Internationale*, et que leurs dirigeants défendraient nécessairement en même temps les *intérêts* du premier et les *objectifs* de la seconde — intérêts et objectifs qui *pouvaient* jusqu'à un certain point coïncider, mais qui au-delà, comme ce fut le cas, pouvaient et devaient finalement *diverger*.

Il aurait été *infantile* de ne pas conclure de traités avec la Chine du Nord ou du Sud, ou de se scandaliser que de tels traités aient été conclus. Mais surbordonner la signature des accords avec Sun Yat-sen à la reconnaissance publique et solennelle du fait que « *étant donné l'inexistence de conditions favorables à leur application avec succès en Chine, il est impossible de réaliser en Chine soit le communisme, soit même le système soviétique* » (16), voilà qui était *matériellement* annonciateur de catastrophes à venir. Il en va de même de l'affirmation selon laquelle le problème prioritaire pour la Chine était « *l'achèvement de son unification nationale et la réalisation de sa pleine indépendance totale* », comme si, qu'elles soient immédiatement réalisables ou non, le marxisme les concevait autrement que dans le sillage d'un mouvement prolétarien *luttant pour le socialisme*. Cela est encore plus vrai pour les tournées périodiques à Moscou de généraux chinois élevés tour à tour au rang de héros avant d'être traités de brigands et vice versa, et pour les fournitures d'armes faites en fonction de critères dont il serait difficile d'établir s'ils relevaient avant tout de considérations d'Etat, ou des exigences (par principe *supérieures*) de mouvement prolétarien et communiste mondial.

Le danger grave, qui était devenu rapidement une réalité, était que, pour maintenir ou instaurer de *bons rapports* de politique étrangère avec telle ou telle formation politique ou militaire nationaliste, on finisse soit par sous-estimer, et finalement par *ignorer*, le *véritable appui* qu'était la dictature du prolétariat en Russie, soit par mettre cette dernière au service d'« *alliés* » peu sûrs, exprimant les intérêts exclusifs de la classe dominante. En d'autres termes, le danger était que des considérations diplomatiques et militaires d'*Etat* dictent la stratégie *internationale* du mouvement communiste, et non le contraire. Le stalinisme, est-il besoin de le dire, tirera prétexte de situations de ce genre pour identifier les intérêts de l'URSS avec ceux de la cause mondiale du prolétariat, et il se justifiera de surcroît en diminuant et en méprisant de façon arrogante les potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière au-delà des frontières du « *seul pays du socialisme* » ; c'est là son

(16) *Manifeste commun de Sun Yat-sen et A. Joffé*, 26 janvier 1923, reproduit dans Broué, *op. cit.*, p. 39.

infamie. Mais le processus en tant que *fait matériel* était en cours dès 1920-21 (17), et il était assez impersonnel pour faire plier devant sa loi les individus, quelle que soit leur orientation politique : c'est la signature de Joffé qui figure au bas de l'accord de Canton avec Sun Yat-sen en janvier 1923, celle de Karakhan au bas du traité de 1924 avec Pékin, celle de Trotsky au bas du rapport de mars 1926 déclarant qu'« *il est nécessaire de gagner un répit, ce qui signifie en fait « renvoyer » la question du destin politique de la Mandchourie, c'est-à-dire accepter que la Mandchourie du Sud reste, dans la période à venir, aux mains des Japonais* » (18). La tragédie de 1927, à la fois chinoise et russe, et donc mondiale, est au point de rencontre de cet enchevêtrement de faits et de forces objectives si lourdes qu'aucune force ou volonté subjective n'arrive plus à s'en dégager.

**

Inclinons-nous devant cette tragédie, nous communistes de l'Occident capitaliste avancé qui n'avons pas su apporter aux Communes de Petrograd et de Changhai le soutien d'une Commune européenne. L'armée de ses innombrables victimes prolétariennes est le *prix* qu'ont dû payer deux grandes révolutions, l'une victorieuse puis battue, l'autre vaincue avant même d'arriver à la victoire, à cause de *notre* propre incapacité à extirper entièrement de nos rangs les mythes paralysants de la démocratie, du frontisme, du bloc des classes, pour prendre la voie claire et droite de la préparation révolutionnaire centralisée par le parti de classe ! C'est en le reconnaissant que nous pourrons clore à jamais le chapitre de notre *préhistoire*, et ouvrir le chapitre de l'histoire de la révolution — *dictatoriale*, d'une seule classe, d'un seul parti — du prolétariat mondial. Dans l'élan de cette révolution, les milliers d'ouvriers et de paysans pauvres tombés dans le bain de sang de 1927 renaîtront dans les nouvelles générations de prolétaires chinois, fermement décidés à combattre et à vaincre.

(17) Nous ne pouvons qu'effleurer ici une question qui devra faire l'objet d'une étude de Parti, et que l'on ne peut pas limiter au cadre chinois. Nous nous limitons à soulever un des problèmes les plus difficiles de la dictature du prolétariat dans une phase d'isolement prolongé, pour la solution duquel il n'y a pas de recettes.

(18) Voir le texte du rapport de la commission présidée par Trotsky dans *On China*, *op. cit.*, pp. 102-110.

Le tournant des Fronts populaires

II - La méthode démocratique de conservation sociale enrichie par le stalinisme

*(La première partie de cette étude a paru dans
Programme Communiste n° 72.)*

Après avoir étudié les justifications théoriques du tournant de l'Internationale stalinisée en les rapportant aux conditions historiques de l'époque, il nous faut maintenant montrer en quoi consiste la méthode démocratique de conservation sociale déjà mise en œuvre par la social-démocratie, et comment, en s'y ralliant, le stalinisme l'a enrichie.

Rendre inutile le recours au fascisme

Il faut examiner ensemble les deux grandes expériences de Front populaire en France et en Espagne (1), car elles se complètent : à les voir séparément, on manquerait leur sens et leur portée réels, ainsi que ceux du grand tournant de 1934-38.

Les événements français confirment dans la pratique le lien direct établi en théorie par le stalinisme, sous couvert d'antifascisme, entre le Front populaire et la guerre impérialiste, théorie dont nous avons

(1) Le besoin d'alléger cette étude nous a contraint à la priver de toute la partie événementielle, par ailleurs largement traitée dans l'article consacré à « La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne », publié dans le n° 71 de cette revue, ainsi que dans la série intitulée « Les leçons du Front populaire (1936) » parue dans le n° 227 et 228 du journal *Le Prolétaire*. Nous invitons le lecteur à s'y reporter.

vu le couronnement avec le VII^e Congrès de l'Internationale. Tous les actes du Front populaire dans tous les domaines furent conditionnés par la perspective de l'affrontement prochain avec l'impérialisme allemand (2). A la « défense de la patrie », c'est-à-dire en réalité de l'impérialisme français, furent délibérément sacrifiés les besoins de la lutte prolétarienne et ceux de la lutte d'émancipation coloniale, créant ainsi une contradiction qui devait nécessairement se transformer, à la longue, en un conflit ouvert.

En France, l'affrontement entre le gouvernement de Front populaire et les masses ouvrières et coloniales n'eut pas le temps d'avoir lieu. Il fut repoussé à la fin de la guerre impérialiste, qui vit la révolte des masses plébéiennes et paysannes se heurter, notamment en Algérie, en Indochine et à Madagascar, à un gouvernement à participation socialiste et communiste, mais sans que la lutte prolétarienne lui fasse écho dans la métropole.

En Espagne, où les traditions révolutionnaires du prolétariat étaient très vives, moins émoussées que chez sa voisine par d'énormes amortisseurs démocratiques, les luttes furent naturellement plus directes et menèrent plus rapidement à de grandes déchirures sociales : il ne se passa pas plus d'un an entre la victoire électorale du Front populaire et la répression sanglante, en 1937, de la grève de Barcelone, provoquée par l'incompatibilité complète entre la méthode démocratique d'opposition au soulèvement franquiste et les besoins profonds du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

(2) L'antifascisme du Front populaire était en effet bien moins le drapeau d'une lutte réelle contre le fascisme que celui de la préparation de la guerre impérialiste, comme le confirment les épisodes suivants où cet objectif apparaît comme le principe de l'action gouvernementale.

Lorsqu'au début de 1938 Blum se heurta à des obstacles parlementaires qui conduisirent à une crise ministérielle, il fit part de ses remarques à l'ambassadeur des Etats-Unis Bullitt, qui les livre en ces termes : « *Il me confia qu'il eût été facile de briser cette opposition sans même faire appel, mais en donnant libre cours à la force physique du peuple. [...] Mais il ajouta qu'il refusait de prendre une telle responsabilité par crainte d'affaiblir son pays en face de la menace grandissante de l'Allemagne* ». Blum devait confirmer plus tard ces propos rapportés par G. Lefranc (*Histoire du front populaire (1934-1938)*, Ed. Payot, Paris, 1965, p. 251).

Une autre anecdote tend à prouver qu'il faut aller lire les politiciens anglo-saxons pour savoir ce que pensent réellement les « hommes de gauche » français. Dans son livre, *Face aux dictateurs* (Paris, 1964), Anthony Eden livre à son tour ce que lui confie Delbos, ministre des Affaires étrangères radical-socialiste du gouvernement Blum, à propos de l'Espagne : « *Le gouvernement français eût préféré que le gouvernement républicain espagnol gagnât. Mais il ne pensait pas que ses intérêts fussent nécessairement menacés si Franco gagnait. Une menace ne pouvait venir que de l'Allemagne et de l'Italie.* » (Toujours cité par G. Lefranc, *op. cit.*, p. 583). On voit se dégager de ces deux épisodes la « grande différence » entre les « gens de gauche » en général et les autres politiciens bourgeois : tandis que les seconds réagissent immédiatement selon les intérêts de la bourgeoisie, les premiers, avant d'en venir là, perdent une seconde pour faire une révérence aux grands principes qu'ils s'empressent régulièrement de piétiner.

En quoi consiste donc cette méthode démocratique expérimentée depuis plus de quinze ans par la social-démocratie, et sur laquelle le stalinisme devait à son tour s'aligner en 1934 — avec cette seule particularité qu'il la mariait avec la revendications de l'internationalisme prolétarien, de la défense de la Russie et de la revendication *pour demain* des méthodes violentes dictatoriales qu'il refusait *pour aujourd'hui* ? Cette méthode consiste à rendre le fascisme inutile en demandant au prolétariat de renoncer à sa lutte indépendante de classe, ou, si l'on veut, en faisant mieux que le fascisme.

Et ceci est parfaitement compréhensible. Il n'y a pas en effet entre fascisme et démocratie une opposition de classe, mais une *opposition de méthode*. Les deux formes de la domination bourgeoise n'atteignent pas leur développement optimal dans les mêmes conditions historiques, avec la même configuration des rapports entre les classes. La différence entre le fascisme et la démocratie réside en ce que le premier se propose d'imposer par la force ce que la seconde cherche à obtenir par le consentement (tous deux rivalisant d'ailleurs dans la démagogie du réformisme social). La méthode démocratique de lutte contre le fascisme consiste donc à obtenir du prolétariat un agenouillement devant l'ordre établi et le respect du monopole de la violence détenu par l'Etat bourgeois, afin d'éviter que la bourgeoisie ne fasse appel au fascisme et ne se donne une organisation de citoyens qui complète l'Etat en assurant s'il le faut une centralisation plus efficace de sa machine pour briser le prolétariat (3).

La victoire du fascisme sanctionne l'inutilité de la démocratie

Pour préciser les limites de l'opposition entre démocratie et fascisme, il suffit d'examiner le comportement des différentes forces politiques au moment où il apparaît nécessairement avec le plus de clarté, c'est-à-dire au moment de leurs affrontements.

Il ne fait pas de doute que la révolte des ouvriers autrichiens de février 1934 qui entraîna l'affrontement ouvert entre Dollfuss et la social-démocratie, ainsi que l'insurrection des Asturies le même mois à l'appel de l'Alliance ouvrière influencée par le parti socialiste, ont eu pour effet immédiat, à l'époque de la reddition sans combat du

(3) Nous renvoyons à ce sujet le lecteur à l'article « Rome et Moscou » paru dans *Il Lavoratore* du 17 janvier 1923 et reproduit dans notre brochure *Communisme et fascisme*, Editions Programme Communiste, 1970.

mouvement ouvrier organisé d'Allemagne, une revalorisation des partis sociaux-démocrates et de leurs méthodes ; ce fait a puissamment aidé l'alignement du stalinisme sur eux.

Mais si l'on s'attache à démontrer froidement le mécanisme de ces événements tragiques, que voit-on ? Même lorsque l'opportunisme est capable — notamment à la faveur d'une cure d'opposition — de s'affubler du masque révolutionnaire et de prendre appui sur la vague sociale, allant même jusqu'à l'insurrection armée, il ne le fait nullement *pour vaincre* mais toujours *pour négocier* une autre distribution des cartes gouvernementales, comme cela ressort parfaitement de notre étude sur *La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne* (4). D'autre part, s'il prend appui sur une poussée prolétarienne, c'est pour faire valoir des exigences qui n'ont rien à voir avec la lutte en cours : c'est ce que montre à l'évidence l'attitude de la social-démocratie autrichienne, dont l'opposition à Dollfuss était motivée par des raisons de politique internationale, en l'occurrence son désir de voir l'Autriche s'aligner sur la diplomatie anglo-française (5).

Voilà qui ne peut évidemment que nous *renforcer* dans notre idée que le pire danger pour le parti révolutionnaire est de prétendre aller au pouvoir avec d'autres partis, et même diriger avec eux l'attaque contre le pouvoir. Cependant cette conclusion ne saurait impliquer — répétons-le pour couper court à une légende tenace — la renonciation à la constitution d'un front unique de défense prolétarienne, économique, politique, et même militaire dans des organisations ouvertes de la classe, auxquelles peuvent donc adhérer théoriquement les ouvriers influencés par des partis opportunistes mais entraînés par la lutte de classe, ce que proscrit la tactique stalinienne dite de « troisième période » faussement assimilée à la nôtre.

Ce qu'il est important de comprendre, c'est que les principes qui guident la social-démocratie, y compris lorsqu'elle s'oppose au fascisme, deviennent, à l'heure du conflit ouvert, une telle entrave à la riposte prolétarienne — quand ils n'obligent pas à la combattre carrément — qu'ils constituent en définitive *la manière la plus sûre de mener le prolétariat à la défaite*. La récente tragédie chilienne vient, bien que dans des conditions historiques et politiques différentes, d'en apporter une nouvelle confirmation.

Le fond de la question est évidemment qu'il n'existe pas d'opposition de classe entre les méthodes fasciste et démocratique. Mais cela n'explique pas pourquoi, à un moment donné, les deux méthodes

(4) Cette constante se révèle aussi bien dans les événements des Asturies que dans la guerre civile elle-même où le résultat direct de l'écrasement du mouvement de mai 1937 est la proposition de discussion en 13 points faite par Negrin aux franquistes (voir *Programme Communiste* n° 71).

(5) Cette attitude est longuement analysée dans la revue publiée par la Gauche dans l'émigration, *Bilan*, 1934, pp. 113-121.

peuvent s'affronter après avoir agi de concert. Pour le comprendre, il faut considérer les exigences générales de la situation historique et les besoins de la classe dominante.

Prenons d'abord le cas de l'Allemagne. Bien sûr, si la méthode nazie l'a finalement emporté en janvier 1933, c'est parce que le nazisme a pu vaincre le prolétariat qui se battait en ordre dispersé. Cette défaite était due non seulement à l'attitude criminelle de la social-démocratie, qui refusait tout combat (quand elle ne se faisait pas elle-même l'instrument de la répression antiprolétarienne), mais aussi à la tactique désastreuse du stalinisme. Le résultat fut que la classe ouvrière, entièrement paralysée, dut rendre les armes sans combattre, et les effets négatifs de cette défaite se font sentir encore aujourd'hui. Mais cela explique seulement pourquoi la classe ouvrière a été battue, et non pourquoi la classe bourgeoise a finalement opté pour la méthode nazie. Or la raison de ce choix est à chercher dans le fait qu'en dépit de l'action en fin de compte convergente de la social-démocratie (par son rôle déjà ouvertement contre-révolutionnaire) et du stalinisme (par opportunisme criminel, ce qui revient au même), la classe ouvrière allemande n'était pas encore suffisamment matée pour accepter de gaieté de cœur les sacrifices exigés par l'impérialisme allemand.

La loi qui entraîne l'élimination de la social-démocratie se manifeste

avec plus de clarté encore dans la périphérie de l'Allemagne, où les antagonismes de classe ont été plus longs à éclater grâce au rôle éminemment conciliateur de la social-démocratie de gauche dans sa version la plus mielleuse, l'austro-marxisme. Si, comme le remarquait Otto Bauer lui-même, l'Allemagne a toujours conditionné les événements autrichiens, l'élimination de la social-démocratie en Allemagne n'était que le prélude de son élimination en Autriche. La social-démocratie fut poussée au suicide en février 1934 parce qu'à la différence de 1927 — où elle s'opposa, aux côtés de l'Etat, aux ouvriers armés — aucun accord n'était plus possible alors avec Dollfuss (6). C'est aussi exactement ce qui se produisit en Espagne, une fois que la République eut rempli sa mission historique.

(6) Voici des citations du livre de Bauer intitulé : *Le soulèvement des ouvriers autrichiens, ses causes et ses effets*. Elles sont malheureusement de seconde main (extraites d'un article paru dans la *Correspondance Internationale* n° 42-43 du 28 avril 1934 sous le titre : « La confession d'Otto Bauer », sous la signature d'un stalinien autrichien), mais elles correspondent si bien à l'esprit de l'austro-marxisme que le lecteur nous pardonnera de n'avoir pas pris le temps de les vérifier :

« Nous avons toujours proposé de vastes concessions pour permettre une solution pacifiste. Nous fîmes savoir à Dollfuss que nous étions prêts à accorder au gouvernement, par voie constitutionnelle, des pleins pouvoirs pour deux ans [...] Nous nous déclarâmes prêts à faire même des concessions à l'idée de l'organisation corporative pour arriver à un accord [...]. Le lundi 12 février encore, au matin, des social-démocrates de la Basse-Autriche discutèrent avec des politiciens chrétiens-sociaux sur la possibilité d'éviter la catastrophe encore au dernier moment. Quatre heures plus tard, ces mêmes sociaux-démocrates étaient arrêtés. [...] La direction du parti pleurait. Elle voulait éviter la lutte tant que le gouvernement ne commet-

(Suite page 22.)

En d'autres termes, si la social-démocratie s'efforce de prouver l'inutilité du fascisme, le fascisme, par sa victoire, sanctionne l'inutilité de la social-démocratie. Ce qui est une manière de dire que la démocratie, défendue par les partis de la collaboration volontaire des classes, n'est plus d'aucun intérêt pour la bourgeoisie dès lors que cette collaboration est impossible. C'est la raison pour laquelle le fascisme, en tant que tentative de donner une direction unitaire à l'Etat bourgeois, doit même se débarrasser des structures des autres partis, et avec elles de la partie de leur personnel qui ne se soumet pas ou ne vient pas grossir ses rangs : il ne peut tolérer les habitudes, les traditions et autres marottes qui, à un certain degré d'acuité de la lutte des classes, deviennent une entrave à l'efficacité de l'Etat.

Fascisme, opportunisme et organisations ouvrières

L'attitude spécifique du fascisme vis-à-vis des partis opportunistes et des organisations syndicales mérite une attention particulière. En effet, le fait que le fascisme ait besoin d'éliminer les partis opportunistes à un certain moment de la lutte sociale ne permet nullement de parler d'« opposition irréductible » entre eux. Hélas, même Trotsky n'a pas combattu sérieusement une telle idée : sa critique de la stupide théorie du social-fascisme l'a poussé bien souvent à tordre le bâton dans l'autre sens et à reprendre sans critique par exemple cette affirmation d'un Togliatti :

« Le problème des relations existant entre le fascisme et la social-démocratie [...] relève précisément de ce domaine (c'est-à-dire de l'opposition irréductible entre le fascisme et les organisations ouvrières). De ce point de vue le fascisme se distingue nettement de tous les autres régimes réactionnaires qui ont été instaurés jusqu'à présent dans le monde capitaliste contemporain. Il rejette tout compromis avec la social-démocratie, il la poursuit féroce ; il lui a enlevé toute possibilité légale ; il l'a forcée à émigrer » (7).

(Suite de la page 21)

tait pas l'un de ces actes. Mais l'excitation d'une grande partie de la classe ouvrière était déjà telle que les avertissements de la direction du parti s'avéraient inutiles.»

Voici comment la social-démocratie combat le fascisme : elle tente de négocier pour lui expliquer qu'elle peut faire aussi bien que lui sans avoir recours aux méthodes de guerre civile, et elle tente jusqu'au bout d'empêcher le prolétariat d'utiliser ses méthodes propres. Quand il le fait malgré tout, elle continue à le paralyser. Et si, comme c'est probable alors, l'ennemi est vainqueur... la social-démocratie pleure ! Elle ne combat pas le fascisme, elle pleure sa victoire !

(7) Cité par Trotsky dans « La révolution allemande », *Comment vaincre le fascisme*, Ed. Buchet-Chastel, Paris 1973, p. 100.

Si la deuxième partie de la proposition est juste dans la mesure où il vient un moment où le fascisme « rejette tout compromis » avec l'opportunisme, la vérité est que ce dernier, lui, ne rejette jamais le compromis avec le premier... Trotsky ne se faisait d'ailleurs aucune illusion à ce sujet quand il disait : « *Il ne fait aucun doute que les dirigeants de la social-démocratie et une mince couche de l'aristocratie ouvrière préféreraient en dernière instance une victoire du fascisme à la dictature révolutionnaire du prolétariat* » (8). La continuité du personnel utilisé par les deux méthodes de domination bourgeoise pouvait déjà être remarquée en Italie et en Allemagne où une bonne partie des bureaucrates syndicaux sont directement passés à des postes analogues dans les organisations corporatives. Aujourd'hui notre expérience s'est enrichie, puisque nous avons eu le loisir de vérifier la réciproque de ce phénomène au moment de la victoire des démocraties sur les fascismes, et tout récemment encore au Portugal, en attendant que l'Espagne s'y mette à son tour.

Mais pour en revenir à la citation de Trotsky, pour pouvoir opposer les ouvriers sociaux-démocrates à leurs dirigeants, il faut que les premiers puissent se déplacer sur un terrain de classe authentique. C'est pourquoi, sans entrer dans la discussion sur le front unique prolétarien, dans l'application duquel nous divergeons d'avec Trotsky, on peut remarquer que s'il est juste d'expliquer « *a) la responsabilité politique de la social-démocratie en ce qui concerne la puissance du fascisme* », il n'est pas exact de parler en général de « *b) l'incompatibilité absolue qui existe entre le fascisme et les organisations ouvrières sur lesquelles s'appuie la social-démocratie* » (9). En effet, le fascisme n'a à détruire que des organisations authentiquement classistes, et non des organisations vidées de tout contenu de classe. Et à ce sujet, on peut dire que les organisations syndicales des années trente étaient encore, en dépit de leur direction réformiste, sensibles aux poussées prolétariennes, ce qui pouvait donner l'illusion que « *la tâche du fascisme n'est pas seulement d'écraser l'avant-garde communiste, mais aussi de maintenir toute la classe dans une situation d'atomisation forcée* » (10) ; mais cette tâche, l'opportunisme l'a effectivement réalisée, lui aussi, comme le tournant des Fronts populaires le démontre : le stalinisme est parvenu à maintenir toute la classe dans une situation d'atomisation complète par le canal des syndicats qu'il contrôle. Cette tâche n'est donc pas caractéristique du fascisme. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que la méthode par laquelle il y parvient diverge de la méthode de l'opportunisme : le premier doit effectivement tenter de réaliser cette atomisation par la force lorsque le second n'a pu y parvenir avec le « consentement » des intéressés.

(8) « Le tournant de l'Internationale Communiste », *ibid.*, p. 39.

(9) « La révolution allemande », *ibid.*, p. 85.

(10) « La révolution allemande », *ibid.*, p. 84.

Toutes les formules insuffisamment tranchantes de Trotsky permettent aujourd'hui à ses disciples de réintroduire sous son drapeau une conception purement démocratique de la lutte contre le fascisme qui n'était évidemment pas la sienne, même lorsqu'il fit les pires concessions aux suggestions de cette époque dévastatrice en cherchant dans l'alternative « démocratie-fascisme » et dans la lutte pour la défense de la démocratie, un point d'appui pour la lutte prolétarienne et communiste contre le fascisme.

Le pas de deux de la démocratie et du fascisme

Quand le Front populaire se vanta d'avoir débarrassé la France du fascisme, Trotsky eut mille fois raison de railler les auteurs d'une telle stupidité et de leur rétorquer : « *Pour combien de temps ? Entre le premier soulèvement de Hitler et son arrivée au pouvoir, il s'est écoulé dix années marquées par les alternances de flux et reflux ! A l'époque les Blum et les Cachin allemands ont maintes fois proclamé leur victoire sur le national-socialisme. Nous ne les avons pas cru et nous n'avons pas eu tort* » (11). Le fascisme a d'ailleurs progressé en France pendant le Front populaire lui-même : il est parvenu à se donner alors une base prolétarienne avec Doriot et son Parti Populaire Français.

Le Front populaire n'a pas débarrassé la France du fascisme et il ne pouvait le faire. Tout au plus a-t-il, dans la crise sociale des années 30, rendu inutile le recours à cette méthode, car pour plier le prolétariat aux exigences de la conservation bourgeoise *la méthode démocratique s'est révélée suffisante*. Et si Trotsky a sans doute sur-estimé le danger fasciste en France, ce n'est certes pas par amour inconsidéré pour les institutions démocratiques, qu'il a toujours dénoncées comme impitoyables envers les ouvriers de la métropole et les masses exploitées des colonies. Chez lui, la surestimation du danger fasciste allait de pair avec une surestimation des potentialités révolutionnaires de la période : c'était, pourrait-on dire paradoxalement, une erreur optimiste sur les possibilités du prolétariat de se débarrasser des illusions démocratiques.

La meilleure preuve que les démocrates français se vantaient en prétendant s'être si facilement débarrassés du fascisme, ce sont les événements d'Espagne, où, pourtant, le prolétariat avait pris les armes contre Franco. Or, lorsque la démocratie espagnole eut effectué — grâce à son exécuteur des basses œuvres, l'opportunisme stalinien — tout le travail de restauration de l'Etat et de désarmement des prolétaires, lorsqu'elle eut écrasé dans le sang le magnifique sursaut de mai 1937,

(11) Trotsky, *Le mouvement communiste en France*, Ed. de Minuit Paris, 1971, p. 566.

le fascisme, loin de s'entendre avec elle, repoussa ses offres de paix quand elle lui proposa les fameux treize points de Negrin. Mais la bourgeoisie espagnole avait dû payer le prix de la guerre civile qu'il avait fallu mener jusqu'au bout, et elle ne pouvait plus, dans la lourde tâche de reconstruction d'un pays saigné à blanc, se payer le luxe coûteux d'institutions démocratiques et de syndicats aux allures contestataires. D'autre part, ce personnel démocratique était complètement déconsidéré aux yeux des masses. L'histoire fait bien les choses : la cure d'opposition et d'illégalité plus que trentenaire a redoré le blason des partis de la république et à l'heure où la lutte renaît, c'est du sein même des secteurs qui ont souscrit sans arrière-pensée au franquisme que se tendent les mains vers les bannis d'hier, les Carrillo et les Ibarurri, pour assurer les conditions du passage sans douleur à la démocratie.

Laisser passer la vague sociale...

Nous venons de rappeler, à la lumière des événements de la période des Fronts populaires, les limites de l'opposition entre les méthodes démocratique et fasciste de conservation bourgeoise. Voyons maintenant pour plus de précision des grands axes de la méthode démocratique.

Une des caractéristiques de la démocratie, comme l'avaient déjà montré les tragiques événements d'Allemagne en 1918-1919, consiste à tenter de *contrôler le mouvement des masses pour le maintenir dans les limites de l'ordre établi*. La Gauche communiste d'Italie caractérisait ainsi la méthode démocratique en 1922, en faisant référence à la vague des occupations d'usine en Italie :

« Si ce mouvement, qui était irrésistible puisqu'il découlait de faits économiques inéluctables, s'était produit dans une atmosphère de réaction bourgeoise ouverte, toutes les conditions pour la formation d'une armée prolétarienne auraient été réunies. L'essor des syndicats en 1919 ne pouvait être stoppé par la violence ; elle l'aurait plutôt contraint à se transformer en lutte générale, ce qui aurait représenté pour le moins un grave risque de défaite pour la bourgeoisie. Il fallait laisser passer la vague. [Souligné par nous.] Une interprétation superficielle prétend que le gouvernement bourgeois fit en cela preuve de faiblesse, mais la vérité est qu'il s'agissait d'une tactique de temporisation qui devait permettre de renforcer l'appareil d'Etat et d'attendre la crise qui ne manquerait pas de succéder à la prospérité apparente de l'après-guerre. Considérer Nitti et Giolitti comme des défaitistes de la cause bourgeoise par amour de la démocratie serait pour le moins le comble de la naïveté.

« Giolitti pratiqua dans le domaine social et syndical une politique audacieuse. Il réussit ainsi à passer le moment crucial. Le parti prolétarien n'avait pas encore formé l'embryon d'une armée rouge et les

organisations économiques avaient jusque là vaincu par des méthodes pacifiques. Mais lorsque la crise industrielle s'annonça et que le patronat se refusa à de nouvelles concessions, le problème de la gestion prolétarienne se posa de façon locale et empirique. Les ouvriers occupèrent les usines. Cette occupation ne fut pas dirigée de façon unitaire, mais elle était armée, et elle coïncidait avec l'occupation des terres par les paysans. L'Etat comprit qu'une attaque frontale de sa part aurait été maladroite, que la manœuvre réformiste était une fois de plus tout indiquée et qu'on pouvait encore faire un semblant de concession. Avec le projet de loi sur le contrôle ouvrier, Giolitti obtint des chefs ouvriers qu'ils fassent évacuer les usines.»

Et la Gauche ajoutait :

« Il nous semble qu'ainsi la bourgeoisie a joué la partie de sa façon classique. Par la suite, cette partie va se développer logiquement. Nous ne sommes pas des métaphysiciens, mais des dialecticiens ; dans le fascisme et dans la contre-offensive générale actuelle de la bourgeoisie, nous ne voyons pas un changement de la politique de l'Etat italien, mais la continuation naturelle de la méthode employée avant et après la guerre par la « démocratie ». Nous ne croirons pas plus à l'antithèse entre démocratie et fascisme que nous n'avons cru à l'antithèse entre démocratie et militarisme. Et nous n'accorderons pas plus de crédit, pour lutter contre le fascisme, au complice naturel de la démocratie : le réformisme social-démocrate » (12).

L'expérience du Front populaire en France plus encore qu'en Espagne apporte une nouvelle illustration de cette tactique de temporisation (13). On peut remarquer à ce propos que les chefs réformistes sont tellement conscients de leur fonction, qui est d'endiguer le mouvement social, qu'ils vont jusqu'à l'exprimer par l'image même avec laquelle nous la stigmatisons. Voici par exemple le langage significatif qu'au procès de Riom, Blum prêta aux dirigeants CGT face au patronat à Matignon en juin 36 :

« Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons et nous le ferons. Mais nous vous avertissons tout de suite, nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à un mouvement comme celui-ci, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler [souligné par nous]. Et puis, c'est maintenant que vous allez regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicaux. Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades leur autorité, pour faire exécuter nos ordres » (14).

(12) « Le rapport des forces sociales et politiques en Italie », article publié dans *Rassegna Comunista* les 30 et 31 octobre 1922 et traduit en français dans *Communisme et fascisme*, op. cit., p. 79-80.

(13) Se reporter à l'article « Les leçons du Front populaire (1936) », paru dans les numéros 227 et 228 du *Prolétaire*.

(14) Cité par Y. Craipeau, *Le mouvement trotskyste en France*.

Faire renoncer la classe ouvrière à la violence

L'autre axe de la méthode démocratique tient à la capacité qu'a la démocratie à amener le prolétariat à renoncer à l'usage de sa violence de classe. Ce point aussi, la Gauche italienne l'avait parfaitement compris lorsqu'elle écrivait en 1921 :

« Le social-démocrate, le social-pacifiste, n'est pas contre la violence en général. Il reconnaît à la violence une fonction historique et sociale. Il ne nie pas, par exemple, la nécessité d'arrêter et, s'il le faut, de tuer le délinquant de droit commun, l'auteur d'agressions dans la rue. C'est à ce genre de délits qu'il compare l'invasion militaire, mais il se refuse à leur comparer également l'offensive civile des chemises noires. Quelle est donc la distinction qui le guide ?

« [...] Quand c'est le pouvoir d'Etat qui emploie la violence, qui la veut, qui l'ordonne, cette violence est légitime. [...] Mais la violence défensive contre le fascisme est illégitime parce que ce n'est pas l'Etat, mais des forces extra-légales, qui en prennent l'initiative.

« S'il ne faut pas se défendre contre le fascisme, ce n'est pas parce que ce serait le meilleur moyen de le désarmer (Turati n'est pas retombé en enfance !), mais parce que c'est à l'Etat qu'il incombe de réprimer la violence fasciste, considérée elle aussi comme extra-étatique et extra-légale, selon la mentalité social-pacifiste. [...]

« C'est à cette logique théorique que répond la politique actuelle et la fatale politique future du Parti socialiste italien. Il a lancé le mot d'ordre du désarmement et de la non-résistance au fascisme, mais le fascisme n'a pas désarmé. Il a lancé le mot d'ordre de l'action légale et électorale, et une fraction considérable du prolétariat l'a suivi, mais le fascisme n'a pas désarmé.

« Le P.S.I. refuse de se placer du point de vue communiste selon lequel le fascisme n'est qu'un autre aspect de la violence que l'Etat bourgeois oppose à la violence révolutionnaire du prolétariat et qui constitue son dernier argument défensif et contre-offensif. Le P.S.I. voudrait une stagnation de la situation qui permettrait un retour à la vie normale dans laquelle il pourrait continuer l'œuvre pacifique traditionnelle à laquelle sa structure est adaptée. La politique de désarmement et de participation électorale n'ayant pas suffi à mener à ce résultat, le P.S.I. est conduit à des tractations directes avec les dirigeants fascistes. Leur échec actuel ne veut rien dire. Le seul fait de les avoir engagées après avoir spontanément renoncé officiellement à la lutte armée signifie que le P.S.I. se prépare à d'autres concessions qui seront la conséquence logique de sa fatale prémisse « pacifiste ». Cela implique un pacte de ce genre : nous avons désarmé ; que le fascisme s'engage à en faire autant ; que la répression des violences privées incombe à nouveau aux forces légitimes de l'ordre, à l'Etat.

Le social-démocratisme aspire avec une ardeur stupide et néfaste à cet illusoire retour la légalité. Il est donc logique et vraisemblable que le P.S.I. ait aussi proposé que les deux parties s'engagent à dénoncer tous ceux, quels qu'ils soient, qui attenteraient à cette légalité, et si ce n'est pas encore fait, ça se fera.

« Réserver à l'Etat l'« administration de la violence » n'est pas seulement reconnaître un principe typiquement bourgeois, car la reconnaissance d'un « faux » principe conduit à bien d'autres conséquences. [...]

« [...] Parvenue à la fonction de gérante de l'Etat, et donc de la violence légale soit par un pacte avec le fascisme, soit par la collaboration ministérielle, que fera [la social-démocratie] quand les communistes continueront à préconiser et à employer la violence pour l'attaque révolutionnaire contre le pouvoir d'Etat ?

« Elle fera une chose bien simple. Elle condamnera cette violence révolutionnaire en principe ; mais malgré son pseudo-pacifisme chrétien d'aujourd'hui, elle se gardera bien de parler de non-résistance à cette violence ! En parfaite logique avec elle-même, elle proclamera au contraire que l'Etat a le droit et le devoir de l'écraser. Pratiquement, elle ordonnera à la Garde Royale de mitrailler le prolétariat, c'est-à-dire les nouveaux « brigands antisociaux » qui nieront alors la fonction bénéfique de son gouvernement « ouvrier ». Voilà à quoi seront conduits les partis qui nient que l'illégalité et la violence soient les moyens fondamentaux de la lutte prolétarienne. C'est exactement la voie que Noske a suivie.

« Voilà ce que montrent la critique marxiste et la réalité dramatique que nous vivons aujourd'hui en Italie » (15).

Sur les moyens de défense contre la violence bourgeoise, le VII^e Congrès de l'Internationale à Moscou, s'était bien gardé de positions aussi claires. Certes, il déclarait :

« Les communistes doivent prendre l'initiative de la création d'une autodéfense antifasciste de masse contre l'agression des bandes fascistes, autodéfense composée des éléments fermes et éprouvés du mouvement de front unique » (16). Mais ce n'étaient que des mots. Le pacte du 27 juillet 1934 entre PC et PS excluait en réalité le « recours systématique à la violence » ; l'« autodéfense de masse » fut un prétexte donné au PCF pour s'opposer aux « milices d'autodéfense » considérées comme

(15) « Les voies qui conduisent au noskisme », paru le 14 juillet 1921 dans *Il comunista* et republié dans *Communisme et fascisme, op. cit.*, p. 45 à 48.

(16) Point 7 de « L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale Communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme (Résolution sur le rapport du camarade Dimitrov adoptée par le VII^e Congrès de l'I.C. le 20 août 1935) », *l'Internationale Communiste* n° 17-18, septembre 1935, p. 1467.

une « provocation », comme si l'autodéfense prolétarienne pouvait se passer de détachements ouvriers armés non seulement par les partis mais aussi par les organisations de masse du prolétariat. En l'occurrence la fameuse « autodéfense de masse » excluait la violence. On parvint ainsi tout tranquillement en octobre 1936 au désarmement de toutes les milices des partis, avec le vote unanime d'une loi proposée par un député de la droite notoirement lié aux ligues fascistes !

Si l'exemple de la France reste un modèle de contrôle d'un vaste mouvement de lutte économique maintenu sans trop de difficulté dans l'ornière de la politique bourgeoise, celui de l'Espagne, en revanche, reste un modèle de restauration de l'autorité de l'Etat par le bras de l'opportunisme, et en premier lieu du stalinisme. Une nouvelle fois, les « voies qui conduisent au noskisme » ont été suivies jusqu'au bout, de juillet 1936 à mai 1937, jusqu'à l'écrasement définitif de toute tentative de lutte prolétarienne indépendante contre le franquisme.

Tous ces faits démontrent le rôle irremplaçable de l'opportunisme ouvrier dans l'utilisation de la méthode démocratique, rôle tout à fait méconnu par tout le spontanéisme et l'immédiatisme ouvriéristes qui sont, au fond, suivistes : la démocratie moderne, celle du capitalisme sénile et impérialiste qui pousse à fond toutes les contradictions sociales ne tiendrait pas une heure sans les amortisseurs de la lutte sociale que sont le réformisme social, la réforme permanente et l'opportunisme ouvrier. Ce dernier est devenu *le pilier fondamental de la démocratie*. Cette méthode de gouvernement est en effet impossible sans un contrôle des poussées prolétariennes, ce qui suppose un encadrement politique et organisatif toujours plus grand et déplace l'épicentre de la démocratie bourgeoise des organes représentatifs à ceux de la concertation et de la collaboration entre les classes sociales.

La question de l' « unité ouvrière »

C'est en gardant cette donnée présente à l'esprit que l'on peut saisir la fonction réelle du stalinisme au cours de cette période et l'importance qu'a pris à ses yeux ce qu'il a appelé au VII^e Congrès de Moscou l' « unité de la classe ouvrière contre le fascisme et la guerre ».

Il s'agissait en réalité de donner au besoin instinctif d'unité et de solidarité que ressentent tous les ouvriers qui entrent en lutte une traduction purement opportuniste et bourgeoise, que le stalinisme eut pour rôle de parer des couleurs de la révolution russe et de l'internationalisme prolétarien.

Tout le VII^e Congrès fut placé sous le signe de la mise au point de ces armes de l'*Unité* revue et corrigée par le stalinisme, c'est-à-dire des armes du contrôle démocratique de la lutte prolétarienne.

La première arme proposée fut celle du *Front unique* avec la social-démocratie qui supposait, selon le stalinisme, le « *passage des ouvriers social-démocrates aux positions de lutte de classe* ». Mais comme le Congrès s'empressa aussitôt d'ajouter que « *le mouvement de front unique en France a donné l'exemple de ce que doit être en fait le front unique* » (17), il est établi, si on se souvient du pacte PC-PS du 27 juillet 1934 (18), que la phrase du VII^e Congrès n'était destinée qu'à couvrir l'abandon total dans la pratique de toute politique indépendante de classe et l'alignement du stalinisme sur la social-démocratie.

La seconde grande arme d'« unité » conçue par l'opportunisme était l'*Unité syndicale*, vue du double point de vue de l'unité des confédérations nationales, mais aussi de la fusion de l'Internationale d'Amsterdam et de l'ISR. La position traditionnelle des communistes, que les staliniens n'avaient pas jusque-là osé remettre en question, était que l'unité syndicale ne pouvait être réalisée sans droit de fraction. Cette revendication figurait encore à la fin de 1934 dans les exigences des staliniens. Mais le VII^e Congrès n'en parlait plus : on l'avait déjà ravalée. Et, de fait, la réunification se fit au début 1936 en France par la liquidation des restes de la CGTU : celle-ci livra ses cadres à la bureaucratie de Jouhaux qui garda l'initiative politique des opérations (19).

Le VII^e Congrès illustre bien toute la mystification du stalinisme. L'art de celui-ci consiste à transformer une exigence *juste*, comme celle d'un front unique de lutte de tous les exploités face à l'attaque contre leurs conditions de vie, en son contraire, la revendication d'une combinaison politique avec des partis desquels les prolétaires ne pourront jamais attendre aucune défense réelle. Pareillement, le stalinisme part de la *juste* exigence d'un organe-guide unique de la lutte révolutionnaire, pour la transformer en la revendication exactement opposée, celle de l'union avec des partis dont les communistes savent qu'ils ne peuvent attendre que le *sabotage* de la préparation révolutionnaire et de la révolution elle-même. Dans un cas comme dans l'autre, son unique but est d'étrangler la lutte de classe pour traîner le prolétariat dans le marais du démocratisme égalitaire et patriotard.

Les conditions posées par le VII^e Congrès à la fusion avec la social-démocratie étaient au nombre de cinq :

« Cette unification n'est possible que :

« *Premièrement, à la condition d'une complète indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et de la rupture totale du bloc de la social-démocratie avec la bourgeoisie ;*

(17) Manuïlsky, « Bilan du VII^e Congrès de l'Internationale Communiste », *l'Internationale Communiste* n° 20, 1935, p. 526.

(18) Nous renvoyons à ce sujet le lecteur au *Prolétaire* n° 227.

(19) Sur la question de l'unité syndicale en 1936, voir *Le Prolétaire* n° 228.

« Deuxièmement, à la condition de la réalisation préalable de l'unité d'action ;

« Troisièmement, à la condition de la reconnaissance de la nécessité du renversement révolutionnaire de la domination de la bourgeoisie et de l'instauration de la dictature du prolétariat sous la forme des Soviets ;

« Quatrièmement, à la condition de la renonciation au soutien de sa bourgeoisie dans une guerre impérialiste ;

« Cinquièmement, à la condition de l'édification du parti sur les bases du centralisme démocratique qui garantit l'unité de volonté et d'action et qui a été corroboré par l'expérience des bolchéviques russes » (20).

Il est clair que ces conditions n'étaient que pure phraséologie : sans parler de la seconde qui n'en est pas une — même formellement — on exigeait que la social-démocratie rompe avec la bourgeoisie au moment même où on montrait que l'on était prêt à se soumettre à cette même bourgeoisie sous couleur d'indépendance nationale ; on exigeait la reconnaissance de la dictature du prolétariat au moment même où l'Internationale la remettait aux calendes grecques et admettait le soutien et la participation à un gouvernement bourgeois ; on dénonçait le soutien à la bourgeoisie dans la guerre impérialiste au moment précis où on décidait qu'il fallait soutenir la Russie « par tous les moyens » et où l'on donnait à la guerre dans tout pays envahi le caractère d'une guerre de libération nationale !

Dans son « bilan », Manuilski fut contraint d'expliquer pourquoi on ne mettait pas dans les conditions le programme de l'Internationale Communiste, et même pourquoi les conditions d'admission passaient de 21 à 5. Son argument fut qu'à la différence de 1920, l'Internationale ne courait plus « aujourd'hui le danger d'être envahie par le centrisme » (21). Une manière d'avouer que c'était déjà fait depuis longtemps !

Le résultat pratique immédiat de cette tactique d'unité au niveau du parti fut le gonflement de l'organisation stalinienne en Espagne par l'intégration des Jeunesses socialistes de Carrillo, et le temps nous permet aujourd'hui d'en mesurer toute l'importance...

Pour les spontanéistes de l'époque, pris au piège de l'« Unité ouvrière », le Front unique PC-PS de juillet 1934 en France avait un

(20) « L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme (rapport Dimitrov au VII^e Congrès de l'I.C. — texte sténographiquement abrégé) », *l'Internationale Communiste* n° 17-18, p. 1308.

(21) « Bilan du VII^e Congrès... », *op. cit.*, p. 1533.

caractère prolétarien que l'on aurait pu opposer au caractère interclassiste du Front populaire. Quelle ne fut pas leur stupeur d'apprendre du VII^e Congrès que le stalinisme considérait pour sa part que le Front populaire avait pour condition l'unité des partis soi-disant ouvriers ! Les spontanéistes oubliaient — et oublient toujours — une seule petite chose, à savoir : sur quel terrain, sur quelle base, sur quels principes s'établit le Front unique ? C'est seulement s'il s'établit sur un terrain authentiquement classiste que l'opposition entre base et sommet peut se transformer en un conflit riche de potentialités révolutionnaires, et à la condition qu'existe le Parti marxiste qui puisse sortir victorieusement des affrontements inévitables avec le réformisme en arrachant à son emprise des couches nouvelles de prolétaires. Laisser au contraire dans le vague cette question fondamentale, c'est laisser l'opportunisme manœuvrer comme il l'entend et porter la question sur *son terrain* à lui, sur celui où il a pu le faire dès février 1934 en France, sur le terrain où il le fera toujours, celui de la collaboration avec les forces et les institutions démocratiques.

L'opportunisme pour sa part a bien compris ce que nous savons nous aussi, marxistes, à savoir que le contrôle du prolétariat par la démocratie suppose un front bourgeoisie-opportunisme dont le pivot est l'alliance entre les diverses forces opportunistes ; il sait aussi que la forme la plus efficace de ce front est réalisée par *l'unité des organisations opportunistes*, par *le contrôle opportuniste unifié sur la classe ouvrière*.

La question du gouvernement de gauche

C'est l'existence de ce front opportuniste et, au fond, antiprolétarien, qui donne son efficacité à l'alternance démocratique des gouvernements bourgeois, alternance qui continue aujourd'hui, grâce aux illusions perpétuées par l'opportunisme et en dépit des expériences les plus tragiques, à faire les pires ravages dans la classe ouvrière.

Mais l'attitude la plus dangereuse pour la préparation révolutionnaire — et même pour la lutte immédiate ! — est encore celle du spontanéisme, qui parle de « lutte de classe indépendante » mais n'hésite pas à décrire l'arrivée d'un gouvernement de gauche comme une « victoire de la classe ouvrière ».

Qu'un tel gouvernement soit en effet, dans un sens, un « résultat de la lutte ouvrière », c'est incontestable ; mais précisément *dans un sens* seulement. Le plus difficile cependant à comprendre n'est pas ce résultat direct et mécanique ; c'est cet autre fait, autrement plus important, que le gouvernement de gauche est *aussi et surtout* le résultat de la manœuvre du front bourgeoisie-opportunisme pour cana-

liser et stériliser la lutte prolétarienne par l'illusion de changement que donne un renouvellement du personnel gouvernemental. Il est d'ailleurs clair que l'effet démoralisant sur le prolétariat est d'autant plus fort que le personnel est nouveau, et que la transition entre son passé révolutionnaire (ou tout simplement batailleur) et son accession à la collaboration gouvernementale est plus courte.

Il suffit pour se convaincre du rôle catastrophique joué en ce sens par le stalinisme de rappeler les conditions posées par Dimitrov, dans son Rapport au VII^e Congrès de l'Internationale, à la formation d'un « gouvernement de Front populaire antifasciste » :

« La condition essentielle pour qu'un tel gouvernement de front unique soit créé est la situation suivante :

a) *lorsque l'appareil d'Etat de la bourgeoisie est fortement paralysé, au point que la bourgeoisie n'est pas en état d'empêcher la création d'un tel gouvernement ;*

b) *lorsque les grandes masses de travailleurs se dressent violemment contre le fascisme et la réaction, mais ne sont pas encore prêtes à se soulever pour la lutte pour le pouvoir soviétique ;*

c) *lorsqu'une partie considérable des organisations de la social-démocratie et des autres partis qui participent au front unique réclame déjà des mesures impitoyables contre les fascistes et les autres réactionnaires, et est prête à lutter en commun avec les communistes pour l'application de ces mesures.*

« Pour autant que le gouvernement de front unique prendra effectivement des mesures décisives contre les magnats contre-révolutionnaires de la finance et leurs agents fascistes et ne gênera en aucune manière l'activité du Parti communiste et la lutte de la classe ouvrière, le Parti communiste soutiendra par tous les moyens ce gouvernement, la participation des communistes au gouvernement de front unique devant être décidée dans chaque cas particulier en tenant compte de la situation concrète » (22).

Ces conditions sont d'autant plus trompeuses qu'elles parlent d'une situation de crise politique aiguë, dans laquelle n'importe quel militant attendrait le signal révolutionnaire. N'est-ce pas « *lorsque l'appareil d'Etat de la bourgeoisie est fortement paralysé* » et « *lorsque les grandes masses des travailleurs se dressent violemment contre le fascisme et la réaction* » que le moment devient favorable au heurt révolutionnaire ? Or, c'est précisément ce moment où il est indispensable de n'avoir aucun lien avec cet Etat sous peine de paralysie et de défaite, que le stalinisme choisit comme propice à un « gouvernement de Front populaire » : ce faisant, il promet donc à la bourgeoisie qu'à l'heure du danger il saura se précipiter au gouvernement pour sauver la baraque.

(22) « Rapport Dimitrov », *op. cit.*, p. 1297.

C'est bien ce qui est arrivé en Espagne, où le stalinisme est allé au gouvernement non pas pour renverser l'Etat mais en revendiquant la restauration de son autorité et en la mettant en pratique. Bien entendu, comme d'habitude, nos maoïstes d'aujourd'hui prétendent s'appuyer sur Dimitrov pour accuser le PCF d'avoir trahi la classe ouvrière... en trahissant le stalinisme ! La citation que nous avons faite montre le degré de leur imposture. Ceci mis à part, il est clair qu'en Espagne, où les antagonismes étaient plus ouverts et où l'unité opportuniste fut beaucoup plus difficile à imposer au prolétariat, la méthode démocratique impliqua, à la différence de ce qui s'est passé en France, le recours à la répression ouverte par les partis « ouvriers », stalinisme en tête.

On imagine donc de quelles « *mesures impitoyables contre les fascistes et autres réactionnaires* » il s'agissait : rien d'autre que l'interdiction légale de la violence « illégale », arme bien inoffensive vis-à-vis des fascistes mais efficace vis-à-vis des travailleurs lorsqu'ils se laissent bernier par l'opportunisme. Quant aux « *mesures décisives contre les magnats contre-révolutionnaires de la finance* », elles font toujours partie de l'arsenal des promesses prodiguées par les radicaux-socialistes, qui ont toujours crié « à bas la haute finance ! » pour mieux pouvoir lui marchander leur appui.

Il est donc bien insuffisant de dire que la bourgeoisie « *n'est pas en état d'empêcher la création d'un tel gouvernement* » : le stalinisme joue sur le fait que certains secteurs de la classe dominante sont opposés à un gouvernement de gauche pour conférer à ce dernier un vernis antibourgeois. La vérité est que *la bourgeoisie dans son ensemble a besoin* d'un tel gouvernement, et que celui-ci ne peut voir le jour et subsister en utilisant la mécanique bien rodée des parlements sans une alliance avec les secteurs décisifs de la classe bourgeoise, de l'état-major et de la bureaucratie d'Etat.

Les conditions posées par le stalinisme à la participation à un gouvernement se réduisent donc pratiquement à néant : il suffit qu'il y ait une crise politique sérieuse et que l'on puisse faire quelques promesses démagogiques. Tout dépend donc, en dernière instance, non de ces prétendues conditions politiques posées par le stalinisme, mais bien des exigences de la conservation du *statu quo* social et impérialiste dont le stalinisme devenait le défenseur.

C'est bien pourquoi le PCF se garda bien de participer au gouvernement. Il s'agissait pour lui d'être à même de faire face aux inévitables réactions à la politique du Front populaire. Il couvrit son refus de prétextes contradictoires, en jouant alternativement sur le besoin de ne pas effrayer la bourgeoisie « pour permettre à cette dernière de combattre le fascisme », et sur la première condition à la participation gouvernementale posée par Dimitrov, condition qui supposait, dans une formulation plus précise que celle que nous avons citée plus haut,

que « l'appareil d'Etat de la bourgeoisie [soit] déjà suffisamment désorganisé et paralysé » (23).

Cela n'a bien entendu pas empêché le PCF de soutenir un gouvernement bourgeois dans des conditions où l'Etat bourgeois n'était même pas ébranlé. En Espagne, en revanche, c'est bien la désorganisation de l'Etat sous les coups de la guerre civile qui propulsa le PC au gouvernement... mais pour contribuer à la restauration de cet Etat.

Gouvernement de gauche et « pression des masses »

A côté de la mythologie de l'« Unité ouvrière » dont la liaison avec un mouvement de masse a masqué le caractère opportuniste, à côté du mythe des « acquis » concédés à la classe ouvrière grâce à un gouvernement de gauche, l'autre mythe charrié par le Front populaire est celui de la *combinaison d'un gouvernement de gauche et de la « pression des masses »*, pression que le stalinisme a invoquée pour abandonner, comme on l'a vu dans la première partie de cette étude, la caractérisation marxiste de l'Etat. Mais cette question a été envisagée par le VII^e Congrès sous un autre aspect, celui de l'organisation des grandes masses ouvrières en rapport avec un « gouvernement de Front populaire antifasciste ». L'Internationale avait le souci de combattre les réticences ouvrières en convainquant les militants que l'on tiendrait compte de la force du mouvement social ; pour la même raison, elle ne pouvait rompre brutalement avec la revendication des « soviets partout », qui mit encore longtemps à disparaître après le VII^e Congrès. C'est ainsi que Dimitrov affirmait dans son rapport :

« Les communistes et tous les ouvriers révolutionnaires doivent travailler à la création d'organismes de classe de front unique hors-partis dans les entreprises, parmi les chômeurs, dans les quartiers ouvriers, parmi les petites gens des villes et dans les villages, organismes élus par la masse (et dans les pays de dictature fasciste, composés des militants les plus considérés du mouvement du front unique). Seuls de tels organismes pourront englober aussi dans le mouvement du front unique l'énorme masse des travailleurs inorganisés, pourront favoriser le développement de l'initiative des masses dans la lutte contre l'offensive du Capital, contre le fascisme et la réaction et sur cette base, la création d'un large actif de militants ouvriers du front unique, la formation de centaines et de milliers de bolchéviks sans parti [il fallait y penser !] dans les pays capitalistes » (24).

A coup sûr, l'opportunisme devait « tenir compte » du mouvement de masse, de la « pression des masses » ! Mais ce que ne peuvent

(23) « Résolution sur le Rapport Dimitrov... », *op. cit.*, p. 1466.

(24) « Rapport Dimitrov », *op. cit.*, p. 1282.

comprendre les immédiatistes — qui sont pour cette raison destinés à se mettre à la remorque du réformisme — c'est que la question importante n'est pas tant la « pression des masses » en soi que le sens dans lequel elle s'exerce : *c'est une question de direction, une question de parti*. Et en même temps que le Congrès vantait verbalement ce « mouvement », il préparait les conditions pour l'orienter dans le sens du respect de l'Etat en place. Si en effet on n'utilise pas le « mouvement des masses » en le canalisant, grâce à la direction que le parti conçoit dans des organisations politiques comme les soviets dans une situation révolutionnaire, vers l'insurrection et le démantèlement de la machine de l'Etat, ou en le canalisant, grâce à l'influence dans les autres organisations existant dans une situation non encore révolutionnaire, vers la simple lutte de classe ouverte et frontale contre la classe bourgeoise et son Etat, il ne reste plus qu'à tenter de le canaliser pour le faire coexister avec cette machine.

L'issue que l'opportunisme offrait donc à de telles organisations était de devenir des organisations *d'encadrement et de mobilisation des masses ouvrières non pas dirigées contre l'Etat mais offertes à l'Etat*.

L'histoire n'a pas voulu qu'en 1936 ces organisations prennent en France une consistance quelconque : l'encadrement donné par la syndicalisation massive dans la confédération syndicale unitaire a suffi pour l'essentiel à contrôler les énergies prolétariennes. Disons cependant que cela n'a pas empêché le spontanéisme de vouloir leur donner vie en s'appuyant sur l'idée que le mouvement des masses pouvait redresser l'orientation réformiste des dirigeants : en dépit de l'effort des pivertistes qui voulaient ainsi opposer le « Front populaire n° 2 », celui des masses, au « Front populaire n° 1 », celui des directions opportunistes, tout en ayant un pied dans le gouvernement (25), l'entreprise devait échouer. Mais les organisations trotskystes tombèrent elles aussi complètement dans ce panneau, emportées par leur « manœuvrisme » échevelé : Trotsky lui-même en est arrivé à imaginer que l'on pouvait agir sur le Front populaire à la base pour l'opposer à celui des directions et attirer en même temps les pivertistes au marxisme en prenant au mot, sur cette question des comités, le VII^e Congrès de l'I.C. et en réclamant la formation de comités de front unique ouvrier dans les quartiers, tout en niant cependant qu'ils fussent des soviets (26).

Mais encore une fois, quel est aujourd'hui le résultat de la manœuvre, sinon que les courants trotskystes ont transformé cette tactique en une recette valable en tout temps et en tout lieu, et qu'ils

(25) On peut lire, comme témoignage sur toutes ces mésaventures, le livre de Daniel Guérin : *Histoire du Front populaire, révolution manquée*, Julliard, Paris, 1963.

(26) Voir à ce sujet l'article « Front populaire et comités d'action » dans *Le mouvement communiste en France, op. cit.*, p. 536 à 541.

ont perdu encore un peu plus le sens de la nécessité d'un parti véritable, organisé sur des principes stables, un programme clair et un éventail de possibilités tactiques définies, qui organise et centralise effectivement la lutte prolétarienne et en revendique historiquement la direction ?

Si l'histoire a donc éludé en France la question pratique des rapports entre Front populaire et organisations politiques de masse, il n'en fut pas de même en Espagne, où la réaction prolétarienne au franquisme donna naissance à toute une gamme d'organismes économiques, politiques et militaires. Que fit alors l'opportunisme ? Il s'employa de juillet 1936 à mai 1937 à les faire passer sous le contrôle de l'Etat — en brisant lorsqu'il le fallait les résistances dans le sang — avant de les liquider purement et simplement !

Quels sont donc aujourd'hui les véritables héritiers de cette « organisation de la pression des masses » sur un gouvernement de gauche, sinon les théoriciens du « pouvoir populaire » qui, même après la tragédie chilienne et la farce portugaise, récidivent incorrigiblement dans les mêmes errements ?

De la trahison à l'aveu

Le stalinisme ne pouvait cacher indéfiniment que derrière le tournant présenté comme une « étape d'approche » vers la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, il masquait en réalité non l'abandon d'une tactique désastreuse, mais le coup mortel qu'il portait *dans la pratique* aux principes encore revendiqués en théorie.

Son œuvre contre-révolutionnaire a été bien plus profonde que celle de la social-démocratie puisque, sous couleur de défense de la démocratie et de la patrie, il promettait à la bourgeoisie une alliance non seulement pour le temps de guerre (comme le prétendait la social-démocratie en 1914), mais pour une vaste période qui allait s'étendre à la reconstruction des économies et des Etats impérialistes ! Quant à la défense de la Russie, elle fut le drapeau non seulement de l'alliance du prolétariat avec sa bourgeoisie dans les pays alliés mais, pire encore, de l'appui aux plus puissants et aux plus terribles ennemis du prolétariat mondial et des masses paysannes pauvres, les impérialismes français, anglais et américain — et surtout ce dernier, qui depuis trente ans écrase le monde sous son talon de fer. Les héritiers de Staline oublient, quand ils dénoncent aujourd'hui l'impérialisme US, qu'il n'aurait jamais pu devenir si puissant sans l'aide du stalinisme !

Il aurait été inimaginable que les nouvelles générations du stalinisme puissent continuer indéfiniment à masquer leur défense active du *statu quo* et de l'ordre contre-révolutionnaire dans le monde sous une phraséologie teintée de communisme. Il fallait *nécessairement* qu'ils en viennent à *adapter leurs paroles à leurs actes*, et quand ils le font

aujourd'hui, nous ne pouvons que nous féliciter de leur aveu, qui confirme enfin ce que nous avons toujours dit. Quand aujourd'hui les tenants de l'« eurocommunisme », les grands praticiens des Fronts populaires et des Fronts nationaux, jettent par-dessus bord violence, dictature du prolétariat, lutte prolétarienne, alors qu'ils ont depuis quarante ans comme principes réels la défense du parlement bourgeois, de sa machine de guerre contre le prolétariat et le refus de la révolution (27) — ils s'emploient, certes, à enlever au prolétariat les armes de son émancipation, mais ils sont contraints de reconnaître malgré eux la force d'une théorie, la théorie marxiste, qui ne peut être mariée avec aucune autre.

Ils prétendaient hier combiner communisme et démocratie, et faisaient des Fronts populaires une « étape d'approche » vers la révolution socialiste. Non seulement l'étape est devenue obligatoire, mais ils reconnaissent aujourd'hui qu'elle est l'étape ultime, qui remplace la révolution communiste et la dictature du prolétariat : le Front populaire lui-même est devenu la transition au socialisme. Et encore ! On en est maintenant à avancer que cette « transition » peut se faire sans gouvernement de gauche mais avec un Front national intégrant, comme en Italie ou en Espagne, la Démocratie Chrétienne. Nous allons nous réveiller un beau matin pour apprendre que cette « transition » n'est plus nécessaire et que, tel qu'il est, un gouvernement d'union nationale est déjà le socialisme !

La voie suivie par le stalinisme est une voie inéluctable. Gare à ceux qui prétendent — de bonne ou de mauvaise foi, peu importe en politique, les résultats sont les mêmes — s'appuyer sur toute la mythologie de l'antifascisme et des Fronts populaires pour combattre les reniements ouverts des héritiers de Staline : ils ne se rendent pas compte qu'ils brandissent un drapeau qui n'a d'autre fonction que de masquer tous les renoncements ; ils ne se rendent pas compte qu'ils construisent sur du sable et que, tôt ou tard, leur construction s'effondrera en les laissant impréparés devant l'alternative brutale à laquelle ils avaient voulu échapper : *ou démocratie, ou communisme !*

(27) Il est intéressant de noter que le néo-stalinisme soviétique, s'il peut prendre à bon compte des faux airs de fidélité devant les abandons complets de l'« eurocommunisme », n'en passe pas moins, lui aussi, à la phase des aveux.

C'est ainsi que deux historiographes soviétiques, M.V. Lejbzon et K.K. Sirinja, présentent dans leur livre sur *Le VII^e Congrès de l'Internationale Communiste* (dont nous avons sous les yeux l'édition italienne, Editori Riuniti, Rome 1975) la tactique fausement de gauche de la « troisième période » comme inspirée par une rigidité doctrinale excessive abandonnée par le VII^e Congrès dont le sens aurait été le retour à la continuité de la tradition léniniste !

Certes, un mensonge chasse l'autre. Pourtant, pour construire le second, il faut reconnaître comme fausse la thèse jusqu'ici soutenue par le stalinisme, selon laquelle le VII^e Congrès était un simple « tournant tactique », pour avouer qu'il est un point d'aboutissement de l'opportunisme stalinien mensongèrement baptisé « léninisme ».

La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III)

Dans le premier article de cette série (1) — que nous avons malheureusement dû, pour des raisons indépendantes de notre volonté, interrompre pendant plusieurs numéros — nous nous sommes référés à la lettre envoyée par Amadeo Bordiga à Karl Korsch le 28 octobre 1926, en réponse à son invitation à constituer un front international de la gauche communiste. En premier lieu, nous nous proposons de montrer les raisons — des raisons qui n'étaient pas accidentelles, mais fondées sur des déterminations matérielles — qui avaient rendu irréalisable cette tentative à l'égard des « Gauches » européennes (d'Europe centrale en particulier), et qui, tout en imposant une solidarité *ouverte et sans réserves* avec l'Opposition russe pourchassée par le stalinisme, nous empêchaient cependant d'approuver ses thèses *en bloc*. C'est là un problème qui n'a rien d'académique, tant il est vrai que cet ensemble de facteurs négatifs pèse encore de façon écrasante sur le mouvement ouvrier de tous les pays.

Dès le début cependant, il était apparu clairement qu'il était indispensable d'élargir la question si l'on voulait éviter de la traiter d'une façon superficielle et limitée à la situation contingente de l'époque. Il nous fallait remonter (ou tenter de le faire) aux raisons objectives et aux manifestations subjectives du débat dans le Parti russe (si on peut appeler ainsi ce qui fut en réalité un *affrontement* entre forces sociales) au cours de cette « fatidique » année 1926, ainsi qu'au cours des années précédentes. Pour cela, le problème devait être relié à l'orientation fondamentale donnée par Lénine dans les questions extrê-

(1) *Programme Communiste* n° 68, octobre-décembre 1975. Dans l'introduction de ce texte (p. 28, ligne 26), nous avons laissé échapper une erreur : la Conférence du PCR à laquelle il est fait allusion (26 octobre-3 novembre 1926) n'est pas la XIV^e, mais la XV^e.

mement complexes de la NEP, considérée non comme un fait isolé, mais comme un maillon nécessaire, sous une forme ou sous une autre, du cycle historique des révolutions doubles, c'est-à-dire des révolutions bourgeoises « transcroissant » en révolutions prolétariennes, ou encore des révolutions politiquement prolétariennes, mais ayant à accomplir des tâches économiques, et en partie politiques, bourgeoises.

Nous ne prétendons pas que la lettre à Korsch et les interventions de notre courant, entre autres au VI^e Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste en février-mars 1926 (2) aient fourni dès cette époque une réponse organique *complète* à la dramatique question : *où va la Russie ?* — ni à cette autre question, bien plus vaste même si elle était, *dans l'immédiat*, moins dramatique : *où va le mouvement communiste international ?* Nous disons même franchement qu'elles ne la fournissent pas, mieux, *qu'elles n'auraient pas pu la fournir* même si elles avaient prétendu le faire, pour la raison évidente et tout à fait matérialiste que le processus était encore loin d'avoir développé toutes ses potentialités, que ce soit en direction d'une chute dans la contre-révolution ouverte au terme d'une involution longue et mouvementée, ou à l'opposé en direction d'une difficile remontée du fond de l'abîme. C'est Bordiga lui-même qui *pose* la question en 1926, en laissant à l'histoire, non en tant qu'entité abstraite mais en tant qu'« histoire des luttes de classe » (et donc également des luttes de parti), la tâche de fournir sa solution, et en refusant de considérer que tout était joué — ce que faisaient pratiquement tous les communistes « occidentaux ». Ce que les textes que nous avons reproduits et en partie commentés offrent par contre *dès cette époque*, de même que d'autres textes que nous pourrions également republier plus tard, *c'est une clé pour résoudre l'« énigme »*. C'est de là qu'il faut partir pour comprendre pourquoi, au-delà de la situation de 1926, nos divergences avec l'Opposition russe — à plus forte raison avec la Gauche occidentale et « allemande » — n'étaient pas destinées à s'atténuer avec le temps ; elles devaient au contraire s'aggraver, jusqu'à finir par englober les problèmes d'orientation politique et économique du Parti et de l'Etat en Russie (sur lesquels en 1926 un accord *de fond* semblait atteint), et donc finalement l'appréciation globale du cours historique qui s'était ouvert sous le signe maudit du « socialisme dans un seul pays ».

Quelle était donc cette clé que, comme nous essaierons de le montrer, Trotsky perdit et retrouva tour à tour à travers les hauts et les bas d'une lutte courageuse, jalonnée de brusques sursauts entrecoupés de silences ? Elle résidait dans le conseil donné à Korsch d'examiner la question en militant et non en savant impassible, de regarder au-delà du problème de *science économique*, si l'on veut (ou

(2) Voir *Programme Communiste* n° 69-70, mars 1926, ainsi que la série *La Gauche Communiste sur le chemin de la révolution* dans les n° 50, 51-52, 52-54, 55 et 56 de la même revue (octobre 1920 à juillet-septembre 1922).

pire, si la question est mal posée, de statistique économique), pour concentrer son attention sur une question qui était en fait *éminemment politique*. Il ne s'agissait pas tant de se demander quel était le degré d'« expansion du capitalisme » en Russie ou, en renversant les termes, dans quelle mesure l'« aire socialiste », identifiée à la gestion *par l'Etat* de l'industrie et, très partiellement, de l'agriculture, était en train de se rétrécir ou de s'élargir par rapport à l'aire capitaliste identifiée à la gestion *privée*. Le problème majeur à examiner était au contraire celui des rapports entre les *classes* existantes, des formes successives prises par leur lutte en fonction de leurs intérêts antagoniques, et enfin des répercussions de ces luttes sur le Parti qui exerçait la dictature. Celui-ci constitue en fait le *dernier* maillon auquel on aboutit lorsqu'on remonte la chaîne des effets des déterminations matérielles sur l'ensemble de la société ; mais il est le *premier* maillon que l'on doit saisir si l'on veut comprendre à fond les situations critiques et (c'est pour nous inséparable de tout « diagnostic » objectif, précisément parce que nous ne sommes pas de simples spectateurs des phénomènes) si l'on veut au moins *s'efforcer* de les surmonter, fût-ce à travers un long et douloureux « chemin de Golgotha » (comme disait Rosa Luxembourg), comme l'est précisément celui du mouvement communiste et prolétarien mondial dans son effort pour échapper à l'étreinte mortelle de la contre-révolution.

Contrairement, il est nécessaire de le rappeler, à cette fausse « gauche » occidentale qui déduisait de la froide analyse *économique* de la Russie de 1926 que la révolution d'Octobre avait été, sans doute, une révolution, mais une révolution *bourgeoise seulement*, Bordiga écrivait dans sa lettre à Korsch : « La révolution de 1917 a été une révolution prolétarienne, bien que ce soit une erreur de généraliser ses leçons 'tactiques' » ; et : « On ne peut pas dire tout simplement que la Russie est un pays où le capitalisme est en expansion. La chose est beaucoup plus complexe : il s'agit de nouvelles formes de la lutte de classe qui n'ont pas de précédents dans l'histoire ». Vue sous cet angle, « la question qui se pose est de savoir ce qui arrive à une dictature prolétarienne dans un pays si la révolution ne suit pas dans les autres pays. Il peut y avoir une contre-révolution ; il peut y avoir une intervention extérieure ; il peut y avoir un processus de dégénérescence dont il s'agit de découvrir et de définir les symptômes et les répercussions dans le parti communiste » — cette troisième éventualité pouvant évidemment, à la longue, rejoindre la première ou coïncider avec elle. En 1923-1924, devant ces symptômes et ces répercussions, Trotsky avait déjà indiqué, dans l'une des pages les plus élevées de *Cours nouveau*, par quelles « voies politiques », compte tenu du retard de l'expansion des forces productives indispensable au dépassement de l'arriération économique de la Russie, ainsi que du retard de la révolution en Occident, pourrait « venir la victoire de la contre-révolution ». Réagissant vigoureusement aux orgies d'« optimisme officiel », il avait écrit : « Il pourrait y en avoir plusieurs : le renversement du parti ouvrier, sa dégénérescence progressive, enfin

une dégénérescence partielle accompagnée de scissions et de bouleversements contre-révolutionnaires » (3).

Mises à part les divergences possibles et, comme nous le verrons, effectives, sur la *nature* des formes sous lesquelles se réalisait en Russie la construction des *bases économiques* du socialisme, il était évident pour Trotsky comme pour Bordiga que le nœud de la question résidait dans la dynamique des luttes de classe, et donc dans la dynamique du développement du Parti, dans sa vie interne, dans ses prises de position politiques, et dans sa composition elle-même. Il était clair pour tous deux que c'était *de là* qu'on devait partir pour indiquer les voies et les moyens d'une possible rectification du tir (dans le meilleur des cas), ou, dans le pire, d'un changement de cap. La question était donc *politique*, même si elle englobait aussi des problèmes et des mesures de « politique économique » ; et le protagoniste essentiel en était, encore une fois, le Parti (à la tête, bien entendu, de la classe hégémonique). Elle était *politique*, parce que sous le régime de la NEP l'« expansion du capitalisme », qui inquiétait tellement les « communistes occidentaux », était attendue non seulement comme un fait objectif subi pour des raisons matérielles, mais comme un « maillon de transition » *nécessaire, prévu et souhaité*, vers ce saut « des deux pieds » dans le socialisme (selon la métaphore de Lénine) que seule la révolution prolétarienne et communiste en Occident pouvait permettre. Dans ces conditions, *rien* n'était encore joué : tout dépendait du Parti et de sa capacité, les leviers essentiels du pouvoir en main, à conserver le contrôle de cette expansion *sans perdre ses caractéristiques propres*, sans cesser finalement *d'être lui-même*, mais au contraire en accentuant ses traits d'organe dirigeant de la révolution à mesure que se rapprochait le moment décisif du « saut ».

Pour la même raison, c'était la dynamique du Parti qui *seule* pouvait permettre d'apprécier le danger menaçant « la dictature du prolétariat dans un pays » en l'absence de la révolution dans les autres pays. Pour citer encore le même passage de Trotsky : « Si nous exposons crûment ces hypothèses, ce n'est pas évidemment parce que nous les considérons comme historiquement probables (leur probabilité au contraire est encore minime) [nous sommes en 1923 : trois ans plus tard, il en ira tout autrement — NdR], mais parce que seule une telle façon de poser la question permet *une orientation historique juste et, partant, l'adoption de toutes les mesures préventives possibles*. Notre supériorité, à nous marxistes, est de distinguer et de saisir les nouvelles tendances et les nouveaux dangers même lorsqu'ils ne sont encore qu'à l'état embryonnaire » (4). C'était seulement en mettant au centre des préoccupations la question de la dynamique interne du Parti que l'on pouvait répondre

(3) *Cours nouveau*, IV, *Le bureaucratisme et la révolution*, point 6, dans *Les bolchéviks contre Staline, 1923-1928*, Paris, 1957, p. 30.

(4) *Ibidem*, p. 30.

à la fois au problème soulevé par Bordiga à l'Exécutif Elargi de février-mars 1926 : *Où va la Russie ?* — et à la question qui en découlait logiquement : quel levier faire jouer pour redresser le cap, une fois qu'on a reconnu qu'il y avait une déviation, *fût-elle seulement partielle ?*

Une fois de plus, tournons-nous vers Lénine

Comme nous nous sommes efforcés de le montrer, *Mieux vaut moins mais mieux, Comment réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne*, et la *Lettre au Congrès* du 24 décembre 1922 (5), ces textes de Lénine si pleins d'interrogations et qui furent (comme par hasard) si mal accueillis par l'optimisme officiel de la direction du Parti, n'avaient pas d'autre fil conducteur. C'était la perception aiguë de ces mêmes « symptômes » dans la vie interne du Parti qui imposait à Lénine de déclarer une guerre à mort aux manifestations de « chauvinisme de grande puissance » qui s'étaient fait jour dans la « question de l'autonomie », en particulier à propos de la Géorgie (6) ; c'était elle qui lui imposait de mettre *au centre* du XII^e congrès (auquel on sait qu'il ne put participer) cette question éminemment *politique*, dût-on sacrifier au besoin des questions économiques immédiates, même urgentes (comme celle du Gosplan, du monopole du commerce extérieur, etc., vues d'ailleurs elles aussi sous l'angle *politique*). Mais nous croyons avoir aussi montré, bien que sommairement, que ce fil conducteur passe sans solution de continuité à travers tous les écrits et les discours de Lénine depuis 1917, en particulier dans la période de la NEP, pour la bonne raison que c'était là ce que lui dictait *depuis toujours* la perspective marxiste invariante de la révolution double. Il est nécessaire de s'y arrêter encore un moment, en anticipant pour plus de clarté sur la suite de l'exposé.

Analysant les symptômes et les répercussions des nouvelles formes de la lutte de classe dans le Parti russe, la *Lettre à Korsch* disait : « Il s'agit de montrer que toute la conception qu'ont les staliniens des rapports avec les classes moyennes constitue un renoncement au programme communiste ». Huit mois plus tôt, les *Thèses* présentées par la Gauche au III^e Congrès du PC d'Italie (Lyon, fin janvier 1926) en avaient appelé à « l'étroite collaboration et la contribution de tous les

(5) Respectivement : *Œuvres*, tome 33, pp. 501-517, 495-500, et tome 36, pp. 605-610 (La *Lettre au Congrès* des 24-25 décembre 1922 est parfois connue sous le nom de « Testament » de Lénine).

(6) « Je déclare une guerre à mort au chauvinisme grand-russe. Aussitôt que je serai délivré de ma maudite dent, je le dévorerai avec toutes mes dents saines » (*Billet au bureau politique* du 6 octobre 1922, *Œuvres*, tome 33, p. 379). Voir la suite dans les trois « notes » extrêmement violentes au Congrès sur *La question des nationalités ou de l'« autonomie »*, 30-31 décembre 1922, *Œuvres*, tome 36, pp. 618-624.

partis de l'Internationale » pour conjurer la menace dirigée contre la Russie soviétique par « les plans contre-révolutionnaires qui *tablent sur* des facteurs internes — paysans riches, nouvelle bourgeoisie et petite-bourgeoisie — et externes — puissances impérialistes — [...], que ces plans prennent la forme d'une agression intérieure et extérieure, ou d'un sabotage et d'un infléchissement progressifs de la vie sociale et de l'Etat russes, qui les contraignent à une lente involution au terme de laquelle ils auraient perdu leurs caractères prolétariens » (7).

Pour en revenir à Trotsky, voici comment il formulait le problème dès 1924 dans *Cours nouveau* : « Les tendances contre-révolutionnaires peuvent trouver *un appui* [c'est nous qui soulignons — NdR] dans les koulaks, les intermédiaires, les revendeurs, les concessionnaires, en un mot dans des éléments beaucoup plus capables d'envelopper l'appareil étatique que le Parti lui-même » (8). Trotsky reconnaissait donc dans la petite et moyenne bourgeoisie paysanne et urbaine et dans la bourgeoisie riche naissante le *point d'appui, mais seulement d'appui* (et non, par conséquent, la force agissante ni le protagoniste) du plan contre-révolutionnaire antibolchévik. Son point faible, qui devait l'empêcher de trouver une « orientation politique juste », et donc de mener son combat de façon cohérente et conséquente, fut son incapacité à en tirer la conclusion marxiste. Trotsky ne vit pas qu'en l'absence d'un développement de la révolution en Occident et d'une vigoureuse réaction du Parti (et de l'Internationale Communiste) aux pressions matérielles qui s'exerçaient sur le pouvoir soviétique et sur son organe de direction, l'extension au-delà de certaines limites des concessions (pas seulement économiques) aux demi-classes devait à *la longue* ouvrir la voie au triomphe de la réaction capitaliste tout court, *sans qu'il fût besoin de passer par cette reprivatisation des moyens de production et de la terre qu'il craignait tant*. Il ne vit pas qu'à la faveur de l'infiltration progressive d'idéologies bourgeoises dans le Parti et de la pression croissante d'intérêts petits-bourgeois sur l'Etat, mûrissait — même si ce n'était pas à très brève échéance — l'ère nouvelle du *grand capital national* ; la base n'en était pas la gestion familiale et privée des entreprises industrielles, commerciales et agricoles (ces dernières seront conservés, après le cataclysme de la dékoulakisation, comme piliers du *statu quo* social, sous la forme bâtarde mi-privée mi-coopérative du kolkhose), mais cette industrie lourde et cette planification économique dans lesquelles Trotsky crut toujours reconnaître le bastion d'un socialisme économique *effectif*. Enfin, il ne sut pas voir que l'explosion des manifestations d'une dégénérescence de plus en plus évidente dans le Parti, liée à l'ascension irrésistible et au chantage permanent de couches intermédiaires, *annonçait* non pas le règne d'une bureaucratie qui aurait été le fruit pervers de la dégénérescence de

(7) *Thèses de Lyon*, II^e Partie, *Questions russes*, dans *Défense de la continuité du programme communiste*, Editions Programme Communiste, p. 132.

(8) *Cours nouveau*, *op. cit.*, p. 31.

l'Etat puis du Parti, encore moins l'avènement d'un Etat de la « Russie paysanne » (ce qui ne lui passa jamais par la tête, mais d'autres y penseront pour lui), mais la domination de la *contre-révolution grande bourgeoise* que nous désignons conventionnellement du nom de stalinienne (dans la formule utilisée par Bordiga en 1926, ces développements sont encore implicites ; avec les années, mais dans une étroite continuité avec des prises de position antérieures dont nous parlerons, ils constitueront *l'un* des traits qui nous distinguent du « trotskysme »).

Rien ne montre mieux, par contre, *l'invariance de Lénine* — qui n'est rien d'autre que la fidélité à *l'invariance de la doctrine marxiste* — que le fait qu'il ait prévu avec une extrême lucidité ce processus et son issue finale dès les débats du « congrès d'unification » de Stockholm en 1906. Plekhanov demandait alors quelles « garanties contre la restauration » offrait le programme agraire des bolchéviks en tant que partie indivisible du programme de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans ? Lénine avait répondu que si l'on demandait « une garantie absolue, c'est-à-dire [...] la suppression des conditions économiques susceptibles d'engendrer une restauration » — et une « restauration », qu'on y prenne bien garde, « *sur la base du mode de production capitaliste, c'est-à-dire non pas une humoristique « restauration de la Russie moscovite », mais une restauration du type de la restauration française du début du XIX^e siècle* » —, eh bien « la garantie totale contre une restauration en Russie (après la victoire de la révolution en Russie) résiderait *exclusivement* dans une révolution socialiste en Occident. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir d'autre garantie ». Ou bien alors on veut parler « d'une garantie relative et provisoire, c'est-à-dire de la création de conditions *politiques* [c'est nous qui soulignons] qui, si elles ne suppriment pas la possibilité même d'une restauration, la rendent *seulement* [*idem*] moins probable, ne font que la rendre plus difficile » ; dans ce cas il fallait considérer que le « fondement économique d'une restauration » (au sens précisé ci-dessus) consiste dans « la situation du petit producteur de marchandises dans toute société capitaliste. Le petit producteur hésite entre le capital et le travail. Avec la classe ouvrière, il lutte contre le servage et l'autocratie policière. Mais en même temps, il tend à consolider sa situation de propriétaire dans la société bourgeoise, et c'est pourquoi, si les conditions du développement de *cette* société deviennent tant soit peu favorables (par exemple, prospérité industrielle, extension du marché intérieur par suite de la révolution agraire, etc.) [*précisément les conditions qui se réalisèrent peu à peu à travers la NEP et qui arrivèrent à maturité dans la période ultérieure* — NdR], le petit producteur se tourne inévitablement contre le prolétaire qui, lui, lutte pour le socialisme ». Il s'ensuit que la révolution russe « est capable de vaincre [*voilà la garantie relative et provisoire, une garantie politique, celle de la future « soudure » entre classe ouvrière et paysannerie*] car le prolétariat avec la paysannerie révolutionnaire peut constituer une force invincible. Mais elle ne peut pas maintenir sa victoire [*et donc empêcher une restauration à plus*

ou moins long terme, sur la base de rapports capitalistes du type de ceux existant en France au début du XIX^e siècle ; sous Napoléon, par conséquent, et non sous Robespierre !], car dans un pays où la petite exploitation connaît un développement considérable, les petits producteurs de marchandises (paysans y compris) se retourneront inévitablement contre le prolétariat, lorsque de la liberté, il voudra passer au socialisme » (9). C'est pourquoi, sans une « réserve non russe » pour la révolution russe, sans l'« aide extérieure » du « prolétariat socialiste de l'Occident », la restauration politique « est inévitable, qu'il y ait municipalisation ou nationalisation ou partage [c'est nous qui soulignons], car le petit propriétaire, quelles que soient les formes de possession et de propriété, servira d'appui à la restauration » (10), puisque la municipalisation, de même que la nationalisation ou au contraire le partage, n'est que « l'une des formes de possession de la terre ; mais n'est-il pas évident que les traits essentiels et fondamentaux d'une classe ne changent pas avec les formes de possession de la terre [ou de toute autre chose, évidemment !] ? » (11).

On objectera qu'en 1906 Lénine avait en vue une révolution démocratique bourgeoise poussée jusqu'au bout et couronnée par l'instauration d'une république révolutionnaire démocratique, alors que la révolution prolétarienne d'octobre 1917 a donné naissance à une dictature prolétarienne et communiste. Cette objection ne tient pas : Octobre fut une gigantesque victoire politique, mais sa base matérielle demeure inchangée. La lutte pour assurer « une garantie relative contre la restauration » en balayant les entraves du passé féodal et autocratique et en réalisant une soudure politique, même temporaire, entre le prolétariat et la paysannerie, continuait et elle pouvait, dans ces conditions bien précises, être victorieuse. Mais un danger demeurerait, enraciné dans des bases économiques que l'on ne pouvait pas ne pas développer car elles étaient également les « bases du socialisme » : c'était le danger d'une restauration politique sur la base du capitalisme avancé, de l'industrialisation la plus poussée et la plus étendue, si la révolution prolétarienne en Occident tardait à venir. De cette restauration grande-bourgeoise les demi-classes rurales et urbaines étaient les véhicules, les points d'appui, les remparts, mais non les protagonistes. Et rien n'empêchait, tout contribuait même, à ce que cette restauration s'appuie sur la nationalisation non seulement de la terre mais de la grande industrie et des moyens de production les plus modernes, comme cela se produira, sous le règne de Staline, dans une Russie suant par tous les pores ce

(9) Rapport sur le congrès d'unification du POSDR, mai 1906, Œuvres, tome 10, pp. 347-348.

(10) Discours de clôture sur la question agraire, 25 avril 1906, Œuvres, tome 10, p. 290. Ailleurs Lénine dira même « de rempart » à la restauration.

(11) Rapport sur le congrès... op. cit., p. 349.

« chauvinisme de grande puissance » qui est inséparable de tout industrialisme capitaliste (12).

Ce n'était pas une « prophétie » que Lénine formulait en 1906, mais une *prévision scientifique tirée du marxisme* ; elle jette une lumière éclatante sur l'extraordinaire capacité de Lénine à tenir toujours unis les différents fils, politiques et économiques, de ce que notre Parti appellera « le grand roman » de l'« ours » russe ; ce ne sera que rarement le cas dans les débats au sein du PCR entre 1923 et 1927, et à plus forte raison au cours des années qui suivront. Avant d'aborder cette dernière question, nous devons souligner plus particulièrement deux points. Le premier se rattache à ce que nous nous sommes efforcés d'illustrer, en donnant la parole à Lénine lui-même, dans le paragraphe intitulé « Qui vaincra ? ». On peut le résumer ainsi : si les discours que Lénine adresse au Parti et à la classe dans la période de la NEP (une période qu'on dépeindra trop souvent par la suite comme une ère de « paix civile ») apparaissent comme des discours « de combat » au même titre que ceux des années précédentes, c'est que, fort d'une prévision scientifique qu'il n'a jamais oubliée ni trahie, Lénine ne perd jamais de vue que la guerre civile n'a pas, ne peut pas avoir cessé, même si elle prend maintenant d'autres formes. Elle a beau faire moins de bruit, elle devient d'autant plus dure, plus semée d'embûches, qu'elle se livre sur des fronts qui ne sont ni linéaires ni parallèles, mais qui s'entrecroisent et parfois divergent : l'adversaire est également — dans l'immédiat — un allié, l'allié est également — dans la perspective historique — un ennemi ; dans la manœuvre tactique, on peut et souvent on doit lui céder du terrain, mais sur le plan stratégique aucune trêve n'est admise. Le parti de la classe ouvrière *seule* au pouvoir peut revendiquer le mérite

(12) Dans *Le programme agraire de la social-démocratie*, novembre-décembre 1907 (*Œuvres*, tome 13, p. 344), on peut lire : « Il nous est impossible de susciter à notre gré une révolution socialiste en Occident, seule garantie absolue contre la restauration en Russie. Mais une « garantie » relative et conditionnelle, c'est-à-dire celle qui créerait les plus grands obstacles à la restauration, c'est d'accomplir en Russie une révolution la plus profonde possible, la plus conséquente, la plus énergique. Plus la révolution gagnera du terrain, et plus difficile sera la restauration du passé, *plus il restera de terrain même en cas de restauration* » (c'est nous qui soulignons). Qu'a fait le stalinisme, du fait du retard, puis de l'absence de la révolution internationale, si ce n'est d'hériter, pour y bâtir l'édifice de la restauration, du terrain gagné, grâce à la prise du pouvoir politique par le prolétariat, par une révolution économiquement bourgeoise mais poussée jusqu'au bout, y compris la nationalisation de la terre et de l'industrie et la planification économique ? Sur le plan historique, ceci constitue également le côté *positif*, bien qu'intégralement *bourgeois*, du stalinisme, une condition favorable *supplémentaire* pour la révolution prolétarienne qui devra abattre son immonde édifice. Mais *c'est par cette voie* qu'a été rendue possible, au prix de l'élimination (y compris physique) du Parti de classe, la liquidation de la victoire *prolétarienne* d'Octobre, la « restauration après la victoire de la révolution » prévue par Lénine comme possible « et même inévitable » si l'incendie révolutionnaire en Occident se faisait attendre trop longtemps. C'est à cette évidence que Trotsky ne s'est jamais rendu (pour des raisons que nous laissons de côté pour l'instant).

d'avoir mené à son terme une révolution *qui n'est pas la sienne* : « Les menchéviks et Otto Bauer [...] peuvent crier : « chez eux, là-bas, c'est une révolution bourgeoise. » Nous disons, nous, que notre tâche est de faire aboutir la révolution bourgeoise » (13). Mais c'est une tâche *subordonnée*, même si elle la précède chronologiquement, à la tâche qui consiste à entreprendre et à mener à terme la révolution prolétarienne, une révolution qui ne sera plus la révolution d'une *autre* classe mais qui en sera au contraire la négation et le dépassement.

Sur ce chemin ardu, il n'y a pas de décision économique qui ne soit aussi une décision *politique* ; il n'y a pas de succès ou d'échec qui ne doive être apprécié selon des critères *de classe*, car il n'y a pas de réalisation qui ne mette en branle des forces de classe dont on sait à l'avance qu'il faut, pour construire les *bases* du communisme, les favoriser mais aussi et à plus forte raison les contrôler « en les contenant à l'intérieur de certaines limites ». Le 20 février 1922, Lénine écrit au commissaire du peuple à la justice, D.I. Kourski : « Nous ne reconnaissons rien de « privé », pour nous *tout*, dans le domaine de l'économie, est du *droit public*, et non privé [...]. A partir de là, étendre le champ d'application de l'intervention de l'Etat dans les rapports du « droit privé » [...], appliquer aux « rapports juridiques civils » non pas le *corpus juri romani*, mais nos propres conceptions juridiques révolutionnaires » (14). Sur un plan social général, qu'est-ce que la NEP sinon un combat de tous les jours contre l'irruption de forces matérielles revendiquant chacune son propre « droit » privé et ses propres intérêts et les reflétant dans des idéologies extra et donc antiprolétariennes, des forces qu'il faut plier à la volonté du Parti de classe guidée par sa « conscience révolutionnaire » ? De là vient l'inquiétude exprimée par Lénine (sans que ce soit jamais de la panique) pour le sort d'un Etat dont on avait forgé le gouvernail, mais dont on risquait à tout moment de perdre le contrôle au profit de ces « mains non communistes » auxquelles il fallait bien s'en remettre pour la construction des bases du communisme, mais sans accepter pour autant qu'elles en deviennent le cerveau. De là *a fortiori* l'inquiétude exprimée, non pour semer l'effroi mais pour susciter une volonté de lutte sans merci, pour le sort du Parti : celui-ci avait beau être sans aucun doute, comme le dira Trotsky, l'organe de la dictature *le moins* vulnérable à la pression incessante de forces extérieures, il n'en était pas séparé par des murailles infranchissables ; il en était *d'autant moins* séparé qu'étant l'organe même du pouvoir, il était soumis à une *osmose* des hommes, des intérêts et des idéologies de classes non prolétariennes (15). De là le ton insistant

(13) *Rapport politique du comité central du PC(b)R au XI^e Congrès, 27 mars 1922, Œuvres, tome 33, p. 306.*

(14) *Œuvres, tome 34, p. 577.* Toutes les lettres de Lénine à Kourski dans cette période méritent d'être lues et méditées.

(15) Cf., dans la première partie de cette étude (*Programme Communiste n° 68*) les lettres citées à Molotov sur l'épuration du Parti.

de combat — d'un combat *politique* mené au sein du Parti — qui marque tous les écrits et tous les discours de Lénine à partir de 1921, et en particulier les derniers.

La force du parti bolchévik du temps de Lénine fut de voir clairement (et de ne pas craindre de montrer) les voies ardues et contradictoires de ce processus, ses difficultés, ses embûches toujours renouvelées, ses contrecoups inévitables sur l'organe dirigeant de la révolution, le danger d'une « déprolétarianisation » de celui-ci parallèlement à la déprolétarianisation progressive de la « vie sociale et étatique de la Russie ». La force de l'Opposition sera de se rattacher à cette tradition glorieuse ; sa faiblesse, de le faire trop tard et de façon non seulement incomplète, mais épisodique et discontinue. Repoussant la suffisance professorale de ceux qui furent les *spectateurs* de cette tragédie et qui ne s'érigent aujourd'hui en juges sévères que parce que le sort les a placés au-dessus de la mêlée, nous devons comprendre que les forces qui usèrent, puis finirent par détruire le magnifique instrument qu'avait été le parti bolchévik, n'étaient autres que celles qui, au cours d'un processus tourmenté, avaient déjà tué le « magnifique instrument » qu'avait été Lénine : à savoir les « résistances qui s'opposent aux tâches révolutionnaires », les « miasmes pestilentiels » du « monstrueux cadavre » de la bourgeoisie qui se décompose « parmi nous » en empestant « l'air que nous respirons » (16).

Le deuxième point à souligner c'est que Lénine ne *confond* jamais, même quand il souligne leur liaison dialectique, l'aspect *politique* et l'aspect *économique* du cycle historique de la révolution en permanence, et donc également de la NEP. Cette distinction lui est imposée par la défense de la théorie, patrimoine suprême du parti, ainsi que par les exigences de sa mise en pratique, qui nécessite non seulement la clarté théorique, mais la franchise la plus absolue dans l'indication des objectifs poursuivis et de la voie à suivre pour les atteindre. Ce qui distingue le capitalisme d'Etat sous la dictature du prolétariat de son équivalent classique sous la dictature de la bourgeoisie, c'est un fait de nature *politique* : c'est la possibilité, entre autres grâce à la possession des moyens de production fondamentaux, non seulement de lui fixer des limites, mais de le mettre *au service* des intérêts et des objectifs de la classe au pouvoir, détachement avancé de la révolution mondiale (17). Mais ce qui empêche Lénine de l'appeler autrement que *capitalisme*, et donc de prétendre qu'il ait une *nature* différente de celle indiquée par

(16) Lénine sur le chemin de la révolution, conférence tenue par A. Bordiga le 24 février 1924 à Rome, republiée dans « *L'estremismo, malattia infantile del comunismo* », *condanna dei futuri rinnegati*, Ed. Il programma comunista, 1973, p. 30, et traduite en français dans *Programme communiste* n° 12.

(17) Que Lénine lui-même ait eu une notion *insuffisante* des problèmes, surtout tactiques, de la révolution en Occident (comme on l'a dit dans la première partie de cette étude), c'est une autre question.

ce vocable, est un fait *économique* : le changement de propriété des moyens de production ne signifie pas, en soi, le passage à un autre mode de production et à d'autres rapports de production. De la même manière, on ne peut parler d'« entreprises de type socialiste conséquent » qu'à *condition* de préciser le concept en ajoutant, comme le fait explicitement Lénine : quand « les moyens de production appartiennent à l'Etat ; de même la terre où se trouve l'entreprise, et toute l'entreprise dans son ensemble » (18). Encore une fois, il s'agit d'une condition *politique*, même si elle se fonde sur une réalité économique ; et c'est ce qui empêche Lénine d'employer les formules hardies mais dangereuses d'un Trotsky qui affirme au IV^e Congrès de l'Internationale que les principales industries se trouvant « aux mains de l'Etat ouvrier, il n'y a pas là d'exploitation de classe et donc pas non plus de capitalisme, même si ses formes persistent encore », ou que, dans ces conditions, le système en vigueur en Russie est un socialisme qui se fraie son chemin en utilisant les « méthodes », mais les méthodes seulement, « de la comptabilité capitaliste » (19).

De même, quand Lénine esquisse son plan de développement des coopératives agricoles — et il s'agit, ne l'oublions pas, d'entreprises fondées sur une terre et des moyens de production qui « appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à la classe ouvrière » (20) —, quand il explique que « le pouvoir d'Etat sur tous les principaux moyens de production, le pouvoir d'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc. » représentent « tout ce qu'il

(18) *De la coopération*, I, Œuvres, tome 33, p. 486.

(19) Ces deux formules se trouvent dans le discours, pourtant fondamental, de Trotsky au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste sur *La Nouvelle Politique Economique de la Russie Soviétique et les perspectives de la révolution mondiale* le 14 novembre 1922 (cité d'après le texte anglais reproduit dans *The first 5 years of the Communist International*, New York, 1972, vol. 2, p. 245), où elles apparaissent comme des fausses notes, compréhensibles cependant si on les rattache à l'interprétation de la révolution permanente propre à Trotsky. Dans nos *Thèses de Lyon* (1926) le phénomène sera analysé de façon bien différente : « La grande industrie étatisée est socialiste dans la mesure où elle obéit aux impératifs productifs de l'Etat, qui est un Etat politiquement prolétarien. La distribution de ses produits s'opère toutefois sous une forme capitaliste, c'est-à-dire par le mécanisme du libre marché concurrentiel » (*Défense de la continuité du programme communiste*, op. cit., p. 131). A son tour, notre étude de 1955-57 sur *la Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* rappelle l'objection que notre courant fit à Trotsky en marge du IV^e Congrès : « On ne peut adopter la comptabilité capitaliste si ce n'est en reconnaissant qu'on reste dans le cadre du mode de production propre au capitalisme : salaire en monnaie aux travailleurs proportionnel à la durée du travail, bilan de recettes et de dépenses, marge de gain » (*Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, Ed. Il Programma comunista, 1975, p. 471).

(20) *De la coopération*, II, in Œuvres, tome 33, p. 486. Il vaut la peine d'observer que, même « techniquement », des coopératives de ce type n'ont rien à voir avec celles invoquées par Boukharine (dont on parlera plus loin) à l'époque où il était le porte-parole officiel de Staline, ni avec celles qui seront plus tard, avec les kolkhoses, codifiées comme des formes d'« économie collective » dans le cadre

faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule [...], une société socialiste intégrale » (21), il ne fait qu'énumérer une série de *conditions politiques* (22). Et ce n'est pas par hasard qu'il ajoute, en pensant aux conditions *économiques* : « Ce n'est pas encore [c'est nous qui soulignons] la construction de la société socialiste ! » Ainsi, jusqu'à la fin, Lénine rappelle-t-il au Parti et à la classe révolutionnaire qu'ils ont un « pied », le « pied » politique, dans le socialisme, mais qu'ils ont encore l'autre « pied » (économique) dans le capitalisme, qu'ils construisent péniblement les « bases » du socialisme mais *non* le socialisme lui-même, et qu'ils doivent le savoir et déclarer explicitement ne faire que cela, c'est-à-dire tout ce qu'il est possible de faire dans les conditions objectives données.

Enfin, pas plus qu'il n'idéalise la NEP, Lénine ne construit une « théorie économique » de celle-ci : il considère même avec une ironie teintée d'agacement la prétention d'un Boukharine, ou à l'opposé d'un Prébrazjensky, d'en construire une. La NEP est un chapitre grandiose de *politique* économique, non d'économie politique. Elle ne tire pas ses lignes directrices des théorèmes d'un manuel d'« économie de la période de transition » à la Boukharine, ou d'une doctrine de la mise en œuvre du socialisme *au moyen* du marché, de la liberté de commerce et de ses mécanismes automatiques ou semi-automatiques de compensation des déséquilibres économiques et sociaux. Elle ne les tire pas non plus

du « socialisme dans un seul pays ». Pour Lénine, non seulement la terre mais tous les moyens de production des coopératives sont propriété de l'Etat, et donc des *armes de la classe ouvrière*. Le kolkhose, en revanche, a la jouissance perpétuelle (donc pratiquement la propriété) de la terre, et il la travaille avec ses *propres* moyens de production ; le kolkhosien, lui, est *propriétaire*, personnellement ou avec sa famille, d'un lopin de terre, de sa maison et de ses outils, et les produits de son travail sont en partie consommés directement, en partie *vendus sur le marché libre*, comme d'ailleurs les excédents de la récolte du kolkhose lui-même, une fois prélevée la part de l'Etat. Et le tout est, de plus, reconnu comme un « droit privé » intangible !

(21) *De la coopération*, I, *op. cit.*, p. 481.

(22) C'est ce que Trotsky observe à très juste titre dans *L'Internationale Communiste après Lénine* (Paris, PUF, 1969, tome I, p. 125) à propos de ce texte. « Totalement consacré aux *formes sociales de l'organisation* de la transition entre la petite économie privée et l'économie collective » en tant que problème *spécifique* s'insérant dans le cadre de la vision générale du problème de NEP, ce texte est un des derniers écrits de Lénine, et un de ceux qui furent le plus exploités *contre* cette même vision. Dans ce cadre, Lénine n'avait pas besoin de répéter pour la énième fois que la clé de voûte de tout l'édifice était la victoire de la révolution dans le monde. D'autre part, lorsque Lénine écrit un peu plus loin que le travail culturel (considéré non comme un travail de pure « éducation intellectuelle », mais comme inséparable d'un « certain développement des moyens matériels de la production » et comme indispensable pour donner de la substance, et donc de la vitalité, à la coopération agricole au sens que nous avons vu plus haut) réclamera encore dix ou vingt années, il ajoute que cette hypothèse a pour condition « le *devoir* que nous avons de défendre notre position à l'échelle internationale » (et non de lui tourner le dos pour ne s'occuper que de « nos » propres affaires « nationales », messieurs les partisans du « socialisme dans un seul pays » !).

des impératifs d'une loi de « l'accumulation primitive socialiste » à la Préobrajensky, qui se répandrait en tache d'huile à partir de l'industrie d'Etat, en gagnant peu à peu du terrain par rapport à une « loi de la valeur ou de l'échange entre équivalents » s'étendant elle aussi graduellement à partir de l'agriculture à gestion plus ou moins privée. Elle tire ses lignes directrices des exigences de la conservation, dans un pays à écrasante majorité paysanne, de la dictature prolétarienne, c'est-à-dire d'un « pouvoir qui n'est lié par aucune loi » en dehors des exigences de sa propre conservation ; et « le grand principe de la dictature » est, certes, de soutenir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie », mais « *AFIN* que [le prolétariat] puisse garder son rôle dirigeant et le pouvoir d'Etat » (23) : telle est l'unique véritable raison d'être de la Nouvelle Politique Economique.

« Cessez de ratiociner, de discuter de la NEP », avait averti Lénine en 1922 (24). Trop de ratiocinations encombreront, de part et d'autre, le débat de 1923-1924 et de 1926-1927 au sein du Parti russe. Instrument de la contre-révolution capitaliste, le stalinisme se servira tantôt des arguments de la droite contre la gauche, tantôt de ceux de la gauche contre la droite. Ce n'est pas à cause de ces arguments qu'il sortira vainqueur du conflit, mais c'est en les utilisant qu'il justifiera le renversement, puis l'extermination de toute la vieille Garde, devenue un obstacle encombrant sur la voie de son avance implacable. A long terme, tout jouera en sa faveur, et ce sera la fin.

Ces considérations n'étaient pas, croyons-nous, inutiles pour introduire une analyse plus détaillée de la crise du parti russe entre 1923 et 1926 (l'année 1927 n'en étant que l'épilogue).

La première crise interne du Parti russe : 1923

De même que, devant les derniers textes de Staline ou le rapport Khrouchtchev, nous n'avons pas cherché la clé des divergences au sein du PCUS dans des facteurs personnels ou suprastructurels mais dans les « faits eux-mêmes qui se mettaient à dialoguer entre eux » dans le sous-sol de la société et de l'économie russes (25), de même la première crise interne du PCR (dont les protagonistes, est-il besoin de le préciser,

(23) *Rapport sur la tactique du PCR* au III^e Congrès de l'Internationale, 5 juillet 1921, *Œuvres*, tome 32, p. 521 (c'est nous qui soulignons).

(24) *Rapport au XI^e Congrès du PCR*, *Œuvres*, tome 33, p. 290. Il est caractéristique que les cibles de Lénine aient été, à l'époque, surtout Boukharine et Préobrajensky, de même que, dans la polémique sur les syndicats de l'année précédente, elles avaient été Boukharine et Trotsky. A son habitude, Staline se tenait à l'écart dans le chœur des « poètes de la NEP », uniquement préoccupé de la *Realpolitik* de l'Etat grand-russe.

(25) Voir nos textes *Dialogue avec Staline* et *Dialogue avec les morts*. Pour toute cette période le lecteur pourra aussi se reporter à des textes fondamentaux comme *Bilan d'une révolution* (en particulier pp. 79-95 et 128-134) et *L'économie russe d'Octobre à nos jours* (pp. 39-62).

avaient une tout autre envergure) doit-elle être reliée à sa base matérielle : la dislocation de la fragile trame économique et sociale soviétique entre les derniers mois de 1922 et la fin de 1923, qui montrait que les équilibres dynamiques (et donc extrêmement instables) sur lesquels reposait la NEP avaient atteint le point de rupture.

On sait que cette dislocation se manifestait extérieurement par un écart croissant entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels, les seconds augmentant beaucoup plus rapidement que les premiers. Cette « crise des ciseaux » était elle-même l'expression du retard de la reprise de l'industrie par rapport à l'agriculture, et donc du dérèglement des mécanismes de compensation des déséquilibres économiques (en partie « automatiques », en partie coercitifs) sur lesquels on comptait pour arriver à une remise en ordre générale du système de production. En réalité, le problème était beaucoup plus vaste et plus profond : c'était l'économie de marché qui échappait au contrôle central de la dictature. C'étaient donc les *fondements mêmes* de la NEP qui vacillaient, ce qui avait des conséquences économiques et sociales immédiates beaucoup plus complexes qu'on aurait pu le croire au premier abord. Alors que le poids de cette situation anormale semblait retomber sur les paysans au sens large du terme et, de façon plus générale, sur les bénéficiaires de la liberté du commerce, c'était en fait la ville et donc la classe ouvrière qui subissait une fois de plus le « chantage de la campagne » et qui faisait les frais du rapport défectueux entre les deux grands secteurs de l'économie.

La paysannerie *dans son ensemble* — avec, évidemment, une différenciation selon les couches — profitait en effet de l'abondance des récoltes (qui en revanche n'arrivaient qu'en quantités insuffisantes sur les marchés des villes), ainsi que de la reprise de la petite industrie à base artisanale (ou semi-artisanale) et locale produisant des biens de consommation ; ceux qui poussaient de hauts cris à cause du bas prix des céréales et du prix élevé des produits industriels étaient les paysans aisés, les seuls en réalité à avoir accès au marché de façon non marginale. Les ouvriers, par contre, souffraient à la fois de la pénurie de vivres, du prix élevé des produits manufacturés de l'industrie légère, de l'augmentation du chômage, d'un « pouvoir contractuel » en baisse et de salaires peu élevés, payés avec retard, fortement différenciés et de plus rongés par l'inflation. Cette crise des ciseaux, reflet des rythmes inégaux de la reprise productive dans l'agriculture et dans l'industrie, soulevait des problèmes *réels* d'ajustement dynamique entre les deux grandes branches de l'économie, et sur ce terrain chacun des deux groupes en voie de cristallisation au sein du parti avait en partie raison, précisément parce que la NEP reposait sur deux piliers distincts qui n'étaient pas liés par un équilibre automatique. Mais ce n'est qu'avec beaucoup de mal et de retard que l'on se rendit compte que les divergences dans le débat économique étaient le reflet de polarisations *sociales et politiques* qui ne trouvaient plus leur synthèse dans une conception *globale* de la NEP qui fût commune à tout le Parti.

Les liens dialectiques découlant de cette conception globale, que Lénine avait gardés solidement unis, avaient déjà commencé à se rompre au cours de la deuxième moitié de 1922. Liberté d'entreprise et contrôle central, marché et planification, commerce privé et commerce d'Etat, expansion de l'agriculture et renforcement de l'industrie, tels auraient dû être les termes d'un *même* processus *dynamique* dans lequel, tout en respectant les exigences de la première série de termes, l'accent devait porter sur la *seconde* (contrôle central, planification, commerce d'Etat, renforcement de l'industrie) sous peine de voir tout l'édifice s'effondrer. La rupture de ces liens dans les *faits matériels* tendait au contraire à se traduire par une rupture analogue dans les liens internes de l'orientation générale de la production, dans la conception *globale* et *politique* des problèmes de la NEP. Les deux dernières batailles que Lénine s'appropriait à livrer, cloué sur un lit dont on espérait qu'il ne serait pas son lit de mort, concernaient la défense du monopole du commerce extérieur et l'extension des pouvoirs législatifs du Gosplan. Sur le plan strictement économique, Boukharine et Sokolnikov pouvaient avoir en partie raison lorsqu'ils demandaient, dans le but de favoriser la reprise de la production dans les campagnes et par contrecoup dans les villes, un relâchement du contrôle des exportations et des importations, qui encouragerait les ventes de produits agricoles à l'étranger et l'acquisition de produits industriels moins chers que ceux fabriqués en Russie, ainsi qu'un frein à l'envahissement d'organes d'Etat coûteux et lourds. Mais sur le premier point, le problème était pour Lénine subordonné à une question « *essentielle et de principe* », et qui méritait par conséquent d'être mise au premier plan, même s'il fallait pour cela déclencher une bataille dans le Parti, et, au besoin, au prochain congrès des Soviets. Il s'agissait de savoir au bénéfice de qui, du « *nepman* » (« du spéculateur, du petit-bourgeois et des couches supérieures de la paysannerie contre le prolétariat industriel ») (26) ou bien au bénéfice de l'Etat prolétarien, fonctionnerait dans cette hypothèse « notre Commissariat du Peuple au Commerce extérieur ». La réponse à cette question ne laissait malheureusement guère de doutes. Sur le second point, il fallait certes avancer avec prudence et en évitant tout « engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses » (27). Mais il ne fallait pas non plus perdre de vue l'importance *fondamentale*, pour la dictature du prolétariat dirigée par le Parti, d'un organe de planification efficace doté de pouvoirs d'intervention de plus en plus étendus (même si cela devait se faire progressivement) ; et cela aussi c'était une question de principe, à moins de cesser d'être un Parti engagé dans la construction des *bases* du communisme.

(26) *Le monopole du commerce extérieur* (13 décembre 1922), *Œuvres*, tome 33, p. 471.

(27) Selon les termes employés par Lénine au sujet de Trotsky dans sa « Lettre au Congrès » du 25 décembre 1922, *Œuvres*, tome 33, p. 607.

Dans les deux cas la bataille avait été remportée « sans tirer un seul coup de feu », comme l'écrivait Lénine à Trotsky le 21 décembre 1922 (28). Mais en réalité, l'orientation *officielle et générale*, au sommet du Parti et de l'Etat, allait dans un sens opposé à ces exigences *fondamentales*. Autrement dit, le plateau de la balance penchait entièrement en faveur d'un seul des termes du lien dialectique : le marché, avec ses lois d'airain. Si en 1923, et cela ira en s'accroissant au fil des mois, les prix des produits de l'industrie légère augmentaient, c'était aussi parce que les trusts, agissant en fonction du « principe du rendement commercial » et financés sur la base des profits obtenus, hésitaient à mettre leurs produits sur le marché, préférant attendre l'accroissement de la demande provoqué par la récolte d'automne et une nouvelle augmentation des prix. Si les prix des produits de l'industrie lourde étaient endémiquement élevés et tendaient encore à augmenter, c'était aussi en raison d'une politique financière favorable aux bénéficiaires les plus immédiats de la NEP : entièrement orientée vers l'équilibre budgétaire, la stabilité, le « gouvernement à bon marché », cette politique lésinait, voire refusait les crédits indispensables à la rationalisation et à la concentration de l'industrie étatisée, conditions nécessaires d'une meilleure efficacité dans la production et de la sauvegarde de la position *prédominante* du prolétariat et donc de la grande industrie dans la perspective socialiste (29). C'était pour cette même raison que le chômage augmentait dans les villes, que les salaires restaient peu élevés et étaient payés avec retard, que les chômeurs étaient de moins en moins protégés et que l'embauche se faisait de plus en plus à la discrétion des directions des entreprises et à leurs conditions. Face aux *nepmans*, aux commerçants, aux intermédiaires, mais aussi aux « industriels rouges », pour la plupart anciens propriétaires ou dirigeants d'entreprises, imprégnés d'arrogance productiviste et d'efficacité à tout prix, qui investissaient de plus en plus l'appareil de l'Etat et même du Parti dans leur quête de prestige et de privilèges, les prolétaires se sentaient de moins en moins les héros de la dictature du prolétariat, et de plus en plus les bâtards de la NEP (30).

(28) *Œuvres*, tome 45, p. 627.

(29) « Qui y gagnera le plus, la petite bourgeoisie économiquement hostile au communisme, ou bien la grosse industrie qui est à la base du passage au socialisme, et qui, du point de vue de l'état des forces productives, c'est-à-dire du *critérium essentiel de toute l'évolution sociale*, est la base de l'organisation économique socialiste puisqu'elle groupe les ouvriers industriels d'avant-garde, la classe qui exerce la dictature du prolétariat ? ». C'est ainsi que Lénine avait formulé le dilemme au X^e Congrès du PCR (*Œuvres*, tome 32, p. 246, souligné par nous). Et au III^e Congrès de l'Internationale Communiste, le 5 juillet 1921, il avait souligné « une fois de plus que la grande industrie mécanique est la seule base économique possible du socialisme. *Quiconque oublie cela n'est pas communiste* » (*ibid.*, p. 523, souligné par nous).

(30) Cf. E.H. Carr, *The Interregnum 1923-1924* (Penguin Books), début du chapitre II de la première partie. Cet ouvrage est par ailleurs d'une grande utilité.

Dans la mesure où elle s'adaptait beaucoup plus au mouvement du marché qu'elle ne le contrôlait, cette politique favorisait d'autre part la différenciation sociale à la campagne. Le paysan pauvre et très pauvre mangeait plus et mieux, il est vrai, mais il était de plus en plus souvent obligé de louer son lopin de terre et de vendre sa force de travail comme salarié. Le paysan moyen et riche, lui, obtenait des facilités croissantes, bénéficiait de l'ouverture des marchés d'exportation, et tirait le plus grand profit des dégrèvements fiscaux et du lien avec le commerce et avec les petites industries locales. Cette même politique sous-tendait enfin les préoccupations des grands organismes financiers : arriver à équilibrer le budget de l'Etat au détriment de l'industrie, avoir une balance commerciale excédentaire pour accumuler des devises fortes au détriment, une fois de plus, de l'industrie lourde, qui avait besoin d'importer des machines. L'ensemble de ces facteurs matériels modifiait rapidement le visage du pays de la dictature du prolétariat et de l'Octobre rouge, ainsi que celui du Parti qui le dirigeait.

L'orientation de la politique économique de la direction était en somme de privilégier le développement du marché et celui de l'agriculture, en misant sur eux comme *leviers* de l'accumulation élargie qui devait, à terme, provoquer l'expansion de l'industrie ; dans l'immédiat, elle contraignait l'industrie à baisser ses prix en utilisant l'arme des crédits et des subventions, en attendant que l'augmentation de la demande essentiellement rurale jointe à la concurrence des produits manufacturés importés moins chers donnent l'impulsion à la modernisation, à la rationalisation et à la restructuration de l'appareil industriel ; en d'autres termes elle laissait ce dernier se débrouiller tout seul en obéissant aux impératifs du marché (31). La ligne politique correspondant à une telle orientation était dirigée essentiellement vers les classes moyennes rurales et urbaines, et prédisposée à subir chaque jour davantage leur influence, même sur le plan idéologique ; une ligne conciliante donc, même sur le terrain programmatique, enfermée dans un horizon conservateur, « national », voire grand-russe, et attachée à une conception plus ou moins ouvertement « harmonieuse » de la « voie au socialisme ». Cette ligne n'avait pas encore trouvé (sauf dans la question, vite retirée, de la suppression du monopole du commerce extérieur) son théoricien sur le plan économique et politique. Elle *agissait* cependant conformément à ce qui sera théorisé plus tard par

(31) A l'adaptation semi-passive aux lois du marché est également due la grave inflation de la deuxième moitié de 1923 : le paiement du nouvel impôt agricole en argent et les exigences du financement de la récolte d'automne ne pouvaient pas ne pas provoquer un accroissement vertigineux de la circulation monétaire (cf. l'ouvrage de Carr). Cette fois encore la pression venait des campagnes, et le Narkomfin (Commissariat du peuple aux finances) la subissait de façon éclectique et chaotique, comme le remarqueront justement, le 15 octobre 1923, les 43 signataires (qui n'étaient d'ailleurs pas d'accord sur tous les points) de la fameuse *Plate-forme*

Boukharine, et on ne pouvait nier à cette ligne une certaine cohérence (32). Pour s'affirmer et se maintenir dans un parti aux solides traditions prolétariennes et internationalistes, mais reposant sur deux classes puisque détenant le pouvoir en fonction des tâches propres d'une révolution double, une telle orientation *devait* nécessairement étouffer et finir par tuer la vie organique du parti lui-même sous le poids d'un énorme appareil bureaucratique et militaire ; elle devait modifier non seulement le « visage » de ce parti mais aussi sa nature profonde, en le *subordonnant* à l'Etat d'où il tirait sa force matérielle dans l'affrontement avec les oppositions internes, ainsi que le personnel chargé d'éliminer toute résistance avec tout le cynisme des « praticiens » ne supportant pas la théorie. Cela était inévitable et, comme nous le verrons, Trotsky à la fin de 1923 et Kamenev en 1926 ne manquèrent pas de reconnaître et de souligner le lien *objectif et déterminant* existant entre les deux phénomènes.

Les adversaires d'une conception aussi déformée de la NEP eurent indéniablement le mérite de souligner l'importance primordiale de l'industrie en tant que condition matérielle d'existence du prolétariat

(32) Il serait contraire à la vérité historique de prétendre que la « droite » boukharinienne (nous laissons de côté le stalinisme qui, tout en oscillant dans son « absence de principes » d'un extrême à l'autre, poursuivait son chemin) ignorait le problème du renforcement de l'industrie d'Etat (ou contrôlée par l'Etat) en tant que pont indispensable vers le socialisme futur. Ce qui est vrai en revanche, c'est qu'elle abandonnait — et c'est là sa tache indélébile — l'orientation internationaliste fondamentale de toute la construction léninienne ; et que, d'autre part, elle voulait emprunter une voie lente, peu sûre et détournée, celle du renforcement de l'industrie d'Etat grâce aux effets stimulants du marché et de l'économie paysanne en expansion, sans même se demander ce qui se produirait au cours de ce parcours *indirect* dans la structure sociale profonde, et donc dans la super-structure politique et idéologique, et donc aussi dans le parti. De la même façon, il serait faux de dire que la « gauche » préobrajenskienne ignorait délibérément le poids de l'agriculture dans l'économie russe. Elle préconisait une voie *directe* et en même temps *dramatique*, mais sans jamais se demander de quel prix, de quels déséquilibres, de combien d'avancées et de reculs, de quelles issues imprévisibles il aurait fallu payer une accélération des rythmes du développement industriel dans un pays à prépondérance agricole, une accélération qui dépendait *essentiellement* de facteurs révolutionnaires *externes*. En écrivant sa *Nouvelle Economique* plus d'un an après, Préobrajensky se rendra compte que la réalité matérielle aurait opposé d'énormes résistances à la réalisation de ses schémas théoriques *idéaux*, et il laissera aux politiques (ce n'était pas là son affaire en tant qu'« économiste pur » !) le soin de trouver les moyens de s'en tirer *en pratique* : mais qu'est-ce que cela signifiait — indépendamment de tout jugement sur les schémas eux-mêmes — sinon la reconnaissance du fait que c'est une vraie chimère de chercher à construire une doctrine de l'« économie prolétarienne » ? La dictature du prolétariat réalise une série d'interventions despotiques dans l'économie et dans les rapports de propriété — interventions inspirées par des principes généraux, certes, mais non fixées *a priori* — qui sont autant de chaînons dans le passage d'un mode de production à l'autre (et dans un pays arriéré ces interventions *ne conduisent pas hors du capitalisme*). Elle ne connaît pas en revanche de mode de production qui lui soit *propre*.

et en tant qu'arme de sa dictature (33) dans une phase nécessairement non harmonieuse de transition vers le socialisme. Mais à l'exception de Trotsky, ils tendaient eux aussi à *forcer* sur un des termes du lien dialectique de la formulation léninienne de la NEP au détriment de l'autre et, plus encore, à insérer dans le cadre d'une « doctrine » de leur cru la perspective d'une fermeture des deux « branches » des ciseaux grâce à une politique de discipline du marché et de planification de l'économie, du moins dans le secteur industriel (ce qui, sur le plan économique, était en partie juste). Leur doctrine voyait dans la lutte jamais achevée (qu'elle fût ouverte ou souterraine) entre les deux classes un duel entre le « socialisme » qui progressait dans la grande industrie et le capitalisme qui « renaissait » dans l'agriculture et (par l'intermédiaire du commerce) dans les villes. Dans une telle perspective, la « retraite » politique qu'était la NEP pour Lénine se transformait en retraite économique, en recul d'un communisme débutant à un capitalisme naissant, ainsi qu'en capitulation idéologique du parti. Au lieu de voir ce qui se passait dans la réalité, à savoir une âpre lutte engagée entre deux grandes forces sociales, avec toutes les inter-relations complexes qui en découlaient, ils voyaient le problème et les solutions à y apporter sous l'angle d'une opposition entre deux grandes « catégories » relevant de la spéculation pure. Aux antipodes des « harmonies » économiques et de l'optimisme politique de commande de la position officielle, et poussant sa propre position à l'extrême, l'opposition que nous appellerons « industrielle » des Préobrajensky et des Piatakov déplaçait tout l'axe de la reprise de l'économie, agriculture comprise, vers la grande industrie « socialiste » : le développement de celle-ci devait être vigoureusement stimulé par des crédits, des reconversions, des rationalisations, des importations de machines, etc., en prenant le risque calculé d'un déficit du budget de l'Etat et de la balance commerciale, d'une pression accrue sur les paysans, et d'une « demande de crédit » adressée à la classe ouvrière sous forme de salaires bloqués et d'accroissement de la charge de travail. Cette position déplaçait la polémique sur un terrain théorique extrêmement glissant et périlleux (sur lequel jouera le stalinisme à ses débuts en se reliant à des polémiques

(33) Quand Kamenev déclarera au XIV^e Congrès du PCR, en décembre 1925, que « le paysan moyen est le personnage central de l'agriculture, mais non du socialisme », il emploiera une formule forte et, dans le contexte de l'époque, courageuse, mais il ne dira qu'une demi-vérité : le paysan moyen n'était pas, selon Lénine, le personnage central, même de la NEP. C'est le prolétariat qui était le personnage central, même si parmi ses préoccupations il y avait le souci indéniablement central de conserver le « lien » avec le paysan et surtout le paysan pauvre (voir le discours de Kamenev dans *La Russie vers le socialisme*, Paris, 1926, p. 219). Trotsky répondait justement aux accusations de... menchévisme : « Le trait essentiel de l'opportunisme, y compris de notre menchévisme russe, est la sous-estimation du rôle du prolétariat, le manque de confiance dans sa force révolutionnaire », et non « la sous-estimation » du rôle de la paysannerie » (*Cours nouveau*, op. cit., p. 46).

miques récentes de Lénine) (34). En outre, elle refusait de voir que l'appareil de l'industrie légère et lourde et du Gosplan — *instruments* du socialisme *quand* on entrerait dans le socialisme, mais aussi du capitalisme *dans lequel on était encore* — était lui-même un des terrains d'élection des cadres dirigeants et de l'idéologie productiviste, soucieuse d'efficacité à tout prix, grand-capitaliste et nationale d'où sortiraient — et ce n'est pas par hasard — les grosses têtes de l'industrialisme stalinien et de ses planifications, et une des sources du « bureaucratisme » contre lequel des rebellions commençaient à se faire jour.

Fasciné par le problème *économique* de la « crise des ciseaux » (au point de ne pas livrer bataille — alors que Lénine l'avait exhorté avec insistance à le faire à sa place — sur le terrain éminemment *politique* de la « guerre à mort contre le chauvinisme de grande puissance » au XII^e Congrès du Parti en avril 1923), Trotsky maintint jusqu'à l'automne 1923 une position d'une certaine façon éloignée des deux positions que nous venons de décrire sommairement. Il avait vigoureusement défendu la NEP au IV^e Congrès de l'Internationale (35), en niant entre autres qu'il y ait eu le moindre « communisme » à l'époque du « communisme de guerre » (si cher à Préobrajensky, et, alors du moins, à Boukharine), ce qui revenait à nier *implicitement* qu'il pût y en avoir en 1923. Il avait une conscience aiguë du fait que l'objectif *premier* était de réactiver et de stimuler l'industrie, mais aussi qu'il était nécessaire d'assurer, dans ce cadre, un équilibre ne serait-ce que *dynamique* (et non « harmonique » par on ne sait quel décret de la providence historique) entre les deux grands secteurs de l'économie. Ses *Thèses sur la réorganisation de l'industrie* pour le XII^e Congrès du PCR s'écartaient des deux positions extrêmes, celle de la droite « super-ruralisatrice » et celle de la gauche « super-industrialisatrice ». Au

(34) Il n'est pas difficile rétrospectivement de comprendre pourquoi Lénine jugeait les thèses préparées par Préobrajenski pour le XI^e Congrès du PCR comme le travail « archi et hyper-académique » d'« un théoricien qui s'oriente dans un cadre bien défini, ordinaire et coutumier, un propagandiste dont la préoccupation est de trouver les moyens de la propagande » (respectivement : *Lettre à Molotov pour les membres du B.P.*, 16 mars 1922, *Œuvres*, tome 32, p. 242, et *Conclusions sur le rapport politique*, etc., au XI^e Congrès du PCR, *ibid.*, p. 320). Lucide lorsqu'il s'agissait de dénoncer ce qui se passait dans les campagnes et d'exposer les principes généraux *sur lesquels il ne pouvait y avoir de désaccord* (comme le développement d'une grande agriculture moderne collective), Préobrajenski ne parvenait pas à indiquer les voies complexes et rien moins que rectilignes par lesquelles ces principes auraient pu être mis en œuvre dans les circonstances *données*, c'est-à-dire en tenant compte de l'ensemble des facteurs économiques, sociaux, politiques, bref du facteur « de force » en jeu. Pour Lénine, le problème qui se posait n'était pas le but qu'on visait *dans la perspective historique*, mais *comment faire pour y arriver*. Quoi qu'il en soit, l'exploitation de ce désaccord, qui portait alors non pas sur les principes mais sur la méthode, par une partie du centre dirigeant au cours de la période 1923-1926, n'était en réalité qu'un prétexte.

(35) C'est même lui qui, dès 1920, avait indiqué qu'elle était nécessaire !

centre du problème de la « fermeture » des branches des ciseaux, elles posaient une exigence *essentielle* : celle de mettre la grande industrie d'Etat, « qui reproduit le prolétariat » et qui constitue « la base indestructible de la dictature du prolétariat », en mesure de rattraper son retard par rapport à la croissance de la production agricole, et en mesure de ne pas se développer « au détriment du budget de l'Etat et donc, en définitive, de la classe paysanne », grâce à d'énergiques mesures de rationalisation et de concentration (condition préalable indispensable pour arriver à une réduction radicale des prix de revient). Cependant, loin de sous-estimer, comme on le dira plus tard, « le poids écrasant de l'agriculture dans l'économie russe », les thèses de Trotsky reconnaissaient que le maintien d'un lien entre les deux grands secteurs et les deux grandes classes de la société était une condition essentielle à la vie et au renforcement du pouvoir soviétique, et que la « reproduction élargie » dans l'industrie, voire la « renaissance » de celle-ci, ne pouvaient se faire que « dans le plus étroit rapport d'interdépendance » avec le développement de l'agriculture. Elles proclamaient la nécessité d'une planification générale des ressources, mais soulignaient que « l'application administrative des méthodes de planification économique exige une extrême prudence, une étude précise du terrain », et elles subordonnaient le dépassement de l'arriération économique de la Russie soviétique, qui se traduisait par l'« importance encore dominante » de l'économie agricole, moins aux « succès économiques internes » qu'au « développement de la révolution en Europe et en Orient » (36).

Sans s'arrêter ici sur les détails de ce texte vigoureux (nous le ferons en analysant *Cours Nouveau*) il faut relever deux points essentiels pour la suite. Tous les protagonistes de ce débat (et c'est ce qui lui donne, comme nous l'avons dit par ailleurs, un aspect de tragédie classique) sont prisonniers de forces qu'ils ont eux-mêmes, en tant qu'instruments vitaux du parti au pouvoir, contribué à engendrer ; et parmi ces forces il y a aussi leur passé de militants révolutionnaires, leur formation idéologique, leur rôle dans le mécanisme de la dictature, leur tradition de lutte et d'activité dans le parti ou en dehors de celui-ci. Dans l'élaboration théorique comme dans la réalisation pratique, Trotsky n'était dépassé que par Lénine ; mais il n'avait jamais assumé le rôle typique de ce dernier : dire constamment et crûment la vérité au Parti, le placer chaque fois en face de la difficulté de ses tâches, livrer au besoin bataille au sein même du Parti pour l'empêcher de perdre la *continuité* de son orientation. Les interventions de Trotsky, souvent extraordinairement anticipatrices, ressemblaient à des sursauts

(36) Les Thèses sont reproduites dans le n° 74 de *Internationale Presse Korrespondenz* (Inprekor), année 1923, pp. 636-641 ; les passages cités se trouvent au premier alinéa sur « Le rôle général de l'industrie dans la construction du socialisme ».

soudains, comme s'il s'agissait de la voix de quelqu'un d'extérieur. Il n'avait pas guidé patiemment le parti, il l'avait — à de longs intervalles — brutalement tiré de son sommeil (et pas toujours dans la bonne direction ou avec la bonne méthode). L'année 1923, qui aurait dû être pour Lénine une année de bataille politique, fut au contraire pour Trotsky une année de silence sur les graves questions qui agitaient le Parti (et pas seulement au sommet), un silence qui ne fut que tardivement interrompu par le coup de tonnerre soudain et « traumatisant » d'octobre-décembre. C'est pourquoi ses *Thèses* et, plus encore, son discours de présentation, semblent lancés dans le vide ; et *ils le sont en réalité*, car ils éludent le nœud complexe de problèmes théoriques et politiques dans le cadre desquels ils prenaient cependant un sens profond. Ce sont donc deux épisodes d'une bataille déjà perdue.

Mais il y a malheureusement dans ces thèses et ce discours quelque chose d'autre, qui aura son importance pour la suite des événements : d'une part, des formulations théoriques controversées et discutables, d'autre part, des formules brillantes mais « provocatrices » parce que doctrinalement peu sûres. Et c'est ici que se situe une autre différence avec Lénine : l'insuffisance chez Trotsky de cette rigueur théorique qui était aux antipodes de l'improvisation et de l'hyperbole, et l'absence de cette continuité qui caractérisait chez Lénine la conception du cycle des révolutions doubles. Dans les deux textes dont nous parlons, l'exigence de la planification est rappelée avec précaution ; mais dans la façon de formuler le *principe* de la planification (et du développement de l'industrie d'Etat) on retrouve l'écho d'une idée qui chez Trotsky est étroitement liée à sa version de la théorie de la révolution permanente : l'idée selon laquelle le prolétariat, ayant pris le pouvoir au cours de la révolution démocratique bourgeoise, ne pouvait pas ne pas introduire après Octobre des mesures *socialistes*, y compris sur le plan *économique*. D'où l'insistance de Trotsky sur « notre économie *socialiste* » identifiée avec le secteur des nationalisations, de la *propriété* d'Etat des moyens de production, du « capitalisme d'Etat entre guillemets » (comme dans le discours au IV^e Congrès de l'Internationale que nous avons cité). D'où les divagations sur l'« accumulation primitive socialiste », formule lancée imprudemment et reprise plus tard par Préobrajensky dans un sens théorique abstrait que Trotsky ne fera cependant jamais sien. D'où, dans le discours au congrès d'avril 1923 du PCR, la déclaration selon laquelle « nos succès sur la base de la nouvelle politique économique nous amènent *automatiquement* plus près de sa liquidation, de son remplacement par une « plus nouvelle » politique économique, qui sera une politique socialiste » ; comme si un « saut » de ce genre dépendait de la *volonté* du Parti, ou inversement d'un *processus automatique* se déroulant dans le cadre d'un seul pays, arriéré de surcroît ! Là résidera d'ailleurs, plus tard, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, le point de convergence relative des oppositions russes de gauche avec le stalinisme après 1927 et, pour Trotsky, le point d'appui de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré, reposant soi-disant sur

des bases *économiques* déjà socialistes mais surmonté d'une bureaucratie aveugle et sourde aux tâches *politiques* internationales de la dictature. D'où aussi le plaidoyer en faveur d'une « dictature de l'industrie » — même si ce n'était qu'une opposition polémique à la réelle « dictature de la finance » (orthodoxe !) de la direction du Parti —, qui aurait dû être le prolongement, sur le plan économique, du pouvoir politique totalitaire exercé par le prolétariat à travers son Parti. D'où, en somme, toutes ces ambiguïtés qui pèseront sur tout le cours ultérieur de la crise interne du PCR, et qui seront pour l'Opposition de 1926-1927 en général (et en particulier pour Trotsky d'une part, pour Préobrajensky-Piatakov d'autre part) un talon d'Achille durable (37).

Ce n'est que lorsque la crise économique explosera en crise politique, avec les manifestes du Groupe Ouvrier et de Vérité Ouvrière et l'arrestation en masse de leurs militants, avec les grèves un peu partout et les violentes manifestations de mécontentement du prolétariat, avec la publication imminente de la « plate-forme des 43 », et avec les signes prémonitoires (et bientôt, malheureusement, confirmés) de la débâcle prolétarienne en Saxe et en Thuringe, ce n'est qu'alors, à l'automne 1923, que Trotsky sortira de son silence. Dépassant l'horizon étroit des considérations économiques et administratives, il prendra alors le taureau par les cornes comme le lui avait enseigné le bolchévisme de Lénine, et soulèvera dans *Cours Nouveau* les problèmes fondamentaux du Parti. Même si le ton en est, encore une fois, un peu celui de quelqu'un d'extérieur, même si la terminologie y a parfois un accent « démocratique » ambigu (qui s'explique d'ailleurs historiquement), les pages de *Cours Nouveau* comptent parmi les plus élevées qu'un marxiste

(37) Tout en partant de présupposés théoriques différents, Préobrajensky et Piatakov arriveront en 1923-1924 à des conclusions analogues à celles de Trotsky (mais en les poussant à l'extrême), bien que les deux courants soient parallèles et ne se fondent pas. Il est utile de remarquer que dans les discours des deux premiers aux différentes réunions du Parti entre la fin de l'année 1923 et fin janvier 1924 (certains de ces discours sont reproduits dans *Documents of the 1923 Opposition*, New Park Publications, Londres, 1975), la question du cours de l'économie russe est toujours posée en termes d'expansion de l'industrie et du commerce privés (et, naturellement, de l'agriculture) en tant qu'aire capitaliste, et d'un dangereux rétrécissement de l'industrie, du commerce et de la grande agriculture d'Etat, ainsi que de la planification, en tant qu'aires économiquement et socialement socialistes. D'ailleurs c'est aussi ce que Trotsky fera en 1925 dans *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?* Il n'est pas étonnant que dans la mesure où avec la dékoulakisation et les débuts des plans quinquennaux la première aire va tendre à rétrécir, Préobrajensky et Piatakov en viennent à s'aligner sur les positions staliniennes (ce que ne contredit pas leur « liquidation » ultérieure), et que Trotsky, bien qu'il ne les suive pas sur le terrain politique, salue le « tournant » de la politique *économique* comme une victoire indirecte des thèses de l'opposition unifiée. En disant cela, nous ne cherchons pas à « faire le procès » de qui que ce soit mais, dans la ligne de notre manière d'aborder le problème, à suivre un cours historique dans ses déterminations inexorables.

ait écrites, parmi les plus vigoureusement dialectiques, les plus éloignées de tout jugement personnel et circonstanciel et — nous ne le disons pas par esprit de clocher mais parce que c'est un fait historique — parmi celles qui se rapprochent le plus de la façon dont notre courant posait les problèmes au sein du Komintern. Trotsky ne trouvera plus jamais la force d'en écrire de pareilles, unissant tant de lucidité à tant de passion. Au risque d'être plus longs que prévu, il nous faut, avant d'aller plus loin, prendre le temps de les étudier et de les commenter.

(A suivre.)

A NOS LECTEURS

Faute de place, nous avons été contraints de reporter au prochain numéro de « Programme Communiste » la fin du chapitre de notre « Histoire de la Gauche communiste » consacré à Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet ».

ERRATUM. — Dans l'article « Cours de l'impérialisme mondial » (« Programme Communiste » n° 72, décembre 1976), tableau 13, page 93, les chiffres des colonnes (2) et (3) ont été intervertis.

Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit

L'industrie sidérurgique française s'apprête, d'après les journaux, à supprimer 20.000 emplois d'ici 1980, dont 4.000 chez Sacilor-Sollac dès cette année. Un « programme de modernisation » engagé à l'initiative du gouvernement « doit placer avant 1980 la sidérurgie française à un niveau de productivité comparable à celui de ses concurrents européens les plus directs [et] entraînera inévitablement des suppressions de postes de travail » (1). C'est qu'en effet, nous apprend le même journal, « notre » sidérurgie est « la moins compétitive d'Europe » : rendez-vous compte, « quarante mille personnes théoriquement en trop » ! (2). L'heure des licenciements massifs a donc de nouveau sonné pour les ouvriers de Lorraine (après les 12.000 emplois supprimés en 1970-73) et pour ceux du Nord.

Il y a deux ans, c'était aux prolétaires britanniques qu'un gouvernement **de gauche** gérant une industrie sidérurgique **nationalisée** (les ouvriers licenciés ont sûrement été sensibles à la nuance) tenait le même discours : 40.000 emplois allaient être supprimés, dont 20.000 dès 1975. Rendez-vous compte : l'unité sidérurgique britannique moyenne ne produisait que 122 tonnes d'acier par salarié et par an, contre 750 tonnes pour les meilleures usines japonaises ! (3). Le plan de restructuration est donc en cours d'application, et il se traduit non seulement par des licenciements mais, en raison de la réorganisation des postes de travail, par « des baisses de salaires de quelques 15 livres sterling par semaine [500 francs par mois] pour la majorité des ouvriers sidérurgistes » (4).

A qui le tour ensuite ? Pas besoin de jouer aux devinettes, il suffit d'aller consulter les statistiques : au dernier de la liste, au

(1) *Le Monde*, 26 février 1977.

(2) *Le Monde*, 14 décembre 1976.

(3) *Financial Times*, 25 juin 1975.

(4) *Financial Times*, 12 janvier 1976.

moins compétitif. Et une fois que le dernier de la liste aura été « restructuré » ? A la nouvelle lanterne rouge, et ainsi de suite. Et comme **il y a toujours un dernier de liste**, le cycle infernal ne s'arrête jamais.

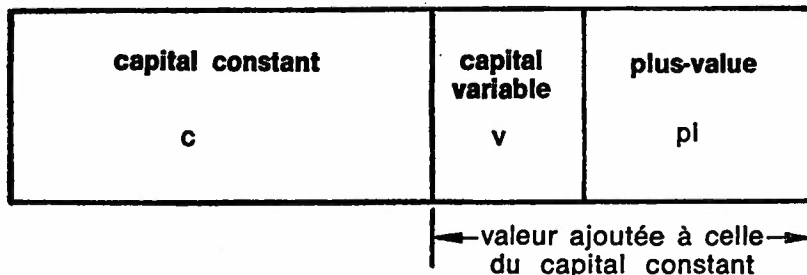
Au niveau des apparences, et dans le langage trompeur du capital, le responsable de tous les malheurs, c'est la concurrence, ce sont **les autres**. Que voulez-vous, en France il faut 10,8 heures de travail pour produire une tonne d'acier brut, contre 7,7 heures en Allemagne : comment résister à cela sinon en « restructurant » ? Mais pour le marxisme, la concurrence **ne fait qu'appliquer** les lois du capital, elle ne les **explique** pas :

« La concurrence exécute les lois internes du capital, elle les rend impérieuses pour le capital individuel, mais ce n'est pas elle qui les forge : elle les réalise. Vouloir les expliquer à partir de la concurrence, c'est avouer son incompréhension » (5).

Quelles sont donc les « lois internes » qui régissent la « compétitivité » des marchandises ? Afin de les mettre en évidence, il nous faut tout d'abord rappeler quelques résultats simples de la théorie marxiste.

La valeur de la marchandise, du Livre I au Livre III

Marx explique dans le Livre I du « Capital » que la valeur d'une marchandise, qui est déterminée par le temps de travail social qui y est cristallisé, peut se décomposer en trois parties, qu'il appelle capital constant, capital variable, et plus-value, respectivement *c*, *v*, et *pl* :



(5) Marx, *Grundrisse...*, Editions Anthropos, tome II, p. 279.

Le **capital constant** est appelé ainsi parce qu'il ne change pas de valeur au cours du procès de production : il représente la valeur des machines, matières premières, etc., incorporées dans chaque marchandise. Le **capital variable**, lui, présente une propriété essentielle : au cours de son emploi dans le procès de production, il **engendre de la valeur**. Autrement dit, en faisant travailler des ouvriers à qui il paye un certain salaire, le capital obtient une valeur **supérieure** au salaire avancé : d'où l'appellation de **capital variable** ; d'où aussi la troisième partie, ou **plus-value**, excédent de la valeur produite (ou valeur **ajoutée** à celle du capital constant) sur la valeur avancée en salaire, qui correspond à un pur bénéfice pour le capital. Marx résume ce mécanisme par la petite équation productive :

$$\begin{array}{ccc} c + v & \longrightarrow & c + v + pl \\ \text{capital avancé} & & \text{valeur de la marchandise produite} \end{array}$$

Dans le Livre II du **Capital**, Marx distingue à l'intérieur du capital constant deux catégories. La première est le **capital fixe**, qui correspond aux éléments qui cèdent une partie de leur **valeur** à chaque marchandise produite tout en conservant leur **forme** physique initiale et une partie de leur valeur (jusqu'à usure complète) : on a reconnu les **machines**, les bâtiments, l'outillage, etc. La seconde catégorie, elle, transmet intégralement sa valeur à la marchandise au fur et à mesure de son utilisation et y est incorporée physiquement (ou bien détruite) au cours du procès de production : il s'agit des matières premières incorporées ainsi que des matières auxiliaires (eau, électricité, par exemple). Marx l'appelle **capital circulant** (en fait, le capital variable est aussi du capital circulant, mais cela n'intervient pas dans notre raisonnement). Le schéma de la valeur de la marchandise se précise un peu, il devient le suivant :

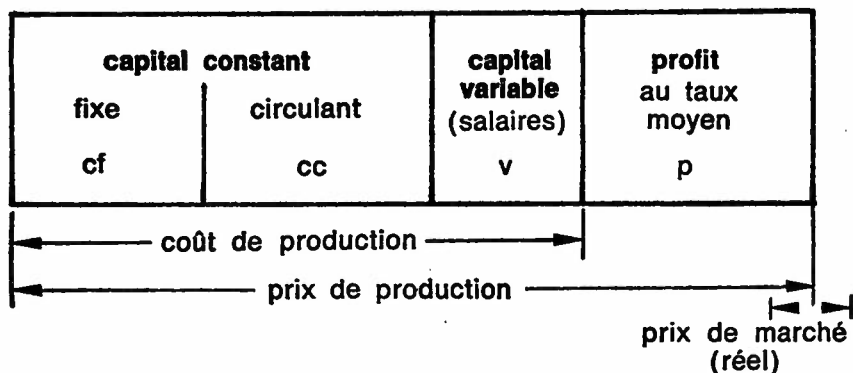
II

capital constant		capital variable	plus-value
fixe (portion de la valeur des machines, etc.)	circulant (valeur des matières)	v	pl

Enfin au Livre III du **Capital**, Marx passe à l'analyse des **formes concrètes** sous lesquelles les catégories du capital se manifestent ; pour cela, il est amené à « redescendre » du concept **abstrait** de

valeur analysé au Livre I à la notion **concrète** de **prix** — laquelle ne pouvait être scientifiquement analysée si l'on n'avait pas exposé préalablement le concept de valeur, de même qu'en physique la notion concrète de **poids** ne peut être scientifiquement analysée sans référence au concept « abstrait et impalpable » de **masse** (6). La plus-value s'appelle en termes capitalistes le **profit** (seul le nom — et l'idée que le capitaliste s'en fait — changent, la mesure reste la même ; par contre, comme nous le verrons plus loin, le **taux** de plus-value est une grandeur entièrement différente du **taux** de profit). Marx appelle **coût de production** de la marchandise la somme de la valeur du capital constant (fixe+circulant) et du capital variable contenue dans chaque marchandise (en termes courants, on l'appelle aussi **prix de revient**) ; il appelle **prix de production** la somme obtenue en ajoutant au coût de production le **profit** calculé de manière à ce que la vente de ses marchandises rapporte au capitaliste le **taux de profit moyen** sur le capital total qu'il a avancé. Marx montre que le prix de marché (ou prix réel) oscille autour du prix de production, en d'autres termes **est déterminé par le prix de production**. Partis du schéma « abstrait » I, nous aboutissons au schéma « concret » III :

III



Ce schéma correspond à l'ensemble des capitaux produisant dans les conditions **moyennes** de la branche (en particulier du point de vue des procédés de fabrication utilisés) ; ils tendent à recueillir le profit au **taux moyen** parce que s'il n'en était pas ainsi, si par exemple leur taux était bien supérieur au taux des autres branches, de nouveaux capitaux tendraient à venir s'investir dans la branche plus rentable, ce qui tendrait à faire croître la production et donc l'offre de la marchandise considérée plus vite que la demande, donc à faire baisser le prix de marché et par suite leur profit ;

(6) Cf. *Economia marxista ed economia controrivoluzionaria*, Ed. Iskra, Milan, 1976, notamment pp. 49 s.

inversement, si une branche rapporte un profit inférieur au taux moyen, les capitaux tendent à en sortir pour aller s'investir dans des branches plus rentables ; la production tend à diminuer, donc le prix de marché (à demande égale) tend à augmenter, et le profit aussi par voie de conséquence. C'est là le mécanisme de la **péréquation** des taux de profit, dans lequel, comme dit Marx, la concurrence joue, lorsque tout va bien, c'est-à-dire lorsque les marchés sont en expansion, le rôle d'une **amicale régulatrice** de la classe capitaliste répartissant entre les différentes branches et entre les différents capitaux, au prorata du capital investi, la plus-value extorquée à l'**ensemble** de la classe ouvrière.

Le lecteur aura compris que dans cette démonstration, Marx se place, à juste titre puisqu'il fait la **théorie** du capital, dans l'hypothèse **théorique** de capitaux placés dans les conditions de la **concurrence parfaite**. Mais d'une part, **parfaite** ne veut pas dire **harmonieuse**, et dans la réalité du capitalisme le mécanisme de la péréquation du taux de profit ne s'applique qu'à travers mille secousses, mille coups bas, mille luttes acharnées, en somme à travers l'anarchie et l'ignoble **chacun pour soi** qui sont l'âme du capital et donc de la classe qui en est l'expression. D'autre part, toujours dans la réalité, la concurrence est certes déchaînée (surtout quand la situation se retourne et que la crise est là), mais rien moins que « parfaite » au sens de la théorie. En particulier, la concurrence entre les capitaux d'une même branche tend historiquement à se transformer dialectiquement en son contraire, le monopole (ce qui d'ailleurs, loin de la supprimer, la fait au contraire resurgir à un niveau plus élevé, entre les branches, puis entre les nations capitalistes). Lorsque cela se produit, le monopole (ou le cartel) instauré dans une branche réussit, en pratiquant des prix supérieurs à ses prix de production, à s'approprier plus que le taux de profit moyen — d'où les hurlements de « **pratique déloyale !** » de ses confrères en exploitation, en particulier les fameux « petits capitalistes » si chers au réformisme, qui voudraient voir partager **équitablement** le butin tiré de la sueur et du sang des producteurs directs. Tout ceci pour dire que les lois de la péréquation mises en évidence par Marx ont parfois temporairement du mal à se frayer un chemin dans la sordide jungle de la réalité capitaliste qui les a pourtant vu naître ; mais à la longue, il faut bien qu'elles s'appliquent, car il n'y a pas d'autre mode de coexistence possible pour les capitaux que ce « nivellement constant des inégalités non moins constantes ».

Ces constatations nous ramènent temporairement à la sidérurgie. Au fur et à mesure que le capital se concentre, on constate dans la réalité qu'il devient moins **mobile**, c'est-à-dire qu'il lui est plus difficile de passer d'une branche à l'autre en fonction du taux de profit recueilli. Or comme l'écrit Marx, « le nivellement constant des inégalités moins constantes [des taux de profit] s'accomplit d'autant

plus vite que le capital est plus mobile, partant plus facile à transférer d'une sphère ou d'une place à une autre » (7). S'il est une caractéristique d'une branche comme la sidérurgie, c'est bien son « immobilité ». Investissements très lourds, composition organique élevée (c'est-à-dire part importante du capital constant par rapport au capital variable dans l'ensemble du capital avancé), et donc tendance du taux de profit de la branche à piquer du nez plus vite que les confrères. Que faire ? Désinvestir, c'est-à-dire quitter la branche ? Dans la théorie de la concurrence parfaite, c'est possible ; mais dans la réalité c'est une autre paire de manches : le capital est, c'est le cas de le dire, fixe, il est matérialisé dans les hauts fourneaux, les fonderies, les laminoirs... Il est pratiquement impossible de quitter la branche en récupérant le capital investi : qui donc voudrait racheter ? La seule solution serait la perte sèche ou la faillite. A moins... à moins de faire appel à l'Etat, qui n'a rien à refuser au capital en général et au grand capital en particulier : et c'est ainsi que des centaines et des centaines de millions de fonds d'Etat servent régulièrement à soutenir le taux de profit défaillant de la sidérurgie. Devant un pareil spectacle, le réformisme, indigné que des fonds « publics » aillent à des intérêts « privés » (mais qu'ont-ils jamais fait d'autre ?), se met à pousser des cris d'indignation vertueuse : si c'est ainsi, **nationalisons** ! Mais pour le capital piégé dans la branche peu rentable, la nationalisation (c'est-à-dire, pour être clair, le **rachat** aux actionnaires) est la **seule issue**, le seul moyen d'en sortir sans y laisser sa chemise et en récupérant au contraire le capital-argent investi ! Pourquoi alors ses — molles — protestations ? C'est que tant que l'Etat passe régulièrement à la caisse, il n'y a pas à se plaindre, la situation est confortable ; et puis les sommes énormes récupérées par l'indemnisation qui suivrait une nationalisation, qui peut garantir de leur trouver, à notre époque de crises à répétition, un placement rentable et plus sûr que celui qui consiste à avoir des dividendes garantis par l'Etat ? Entre deux manières de profiter de l'argent de l'Etat, le capital préfère tout simplement la plus sûre et la plus confortable. Mais qu'au lieu de nationaliser la sidérurgie (ce qui, comme disait Engels, ne change rien à « la qualité de capital des forces productives », ni par conséquent à la situation de la classe ouvrière), on lui **supprime irrévocablement toutes les subventions**, déclarées ou occultes : il ne faudra pas attendre longtemps pour voir ses dirigeants venir **supplier** qu'on les nationalise ! (8)

(7) **Le Capital**, Livre III, chapitre 10 (Ed. Sociales, tome VI, p. 211).

(8) C'est pour la même raison que, conformément à une prévision implicite de Marx (voir Livre III, chapitre XIV, Ed. Sociales, tome VI, p. 253), les chemins de fer sont nationalisés dans presque tous les pays. Même aux Etats-Unis, patrie de la « libre entreprise », le Congrès a voté en 1970 une loi prévoyant la « deminationalisation pour le trafic voyageur si les compagnies ferroviaires le désirent » (**Le Monde**, 17 octobre 1970). Inutile de dire qu'il n'eût pas voté une telle loi si une bonne partie des compagnies ne l'avaient pas désiré !

Profit moyen et profits réels

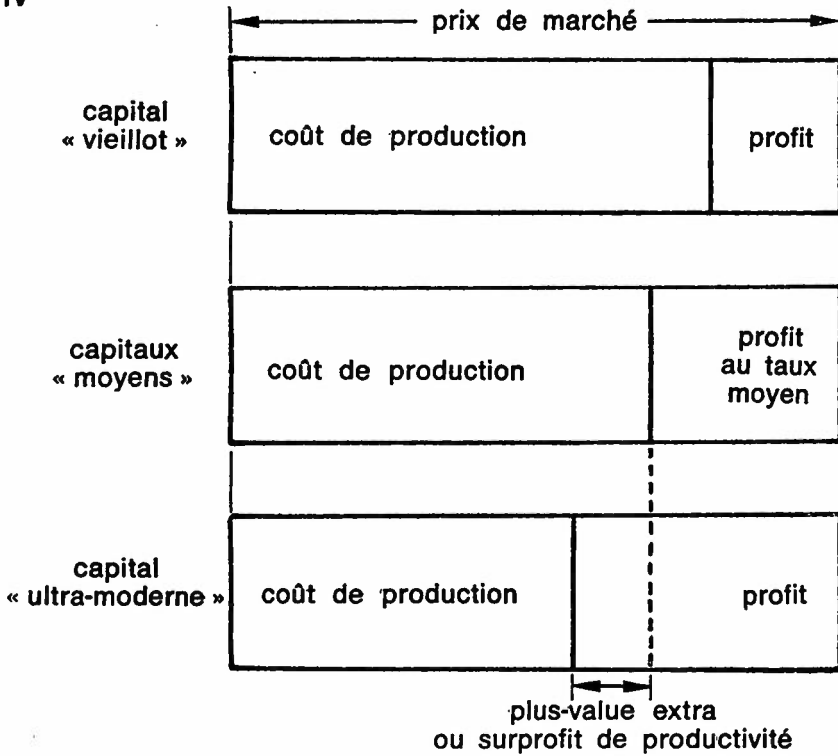
Cette parenthèse faite, revenons à la valeur de la marchandise décomposée en ses constituants. Nous disons que le schéma III, avec le profit au taux moyen, correspond à l'ensemble des capitaux produisant dans les conditions moyennes de la branche, c'est-à-dire en gros avec les mêmes procédés de fabrication. Si ces capitaux « moyens » produisent de quoi satisfaire, mettons 80 % du marché, le prix réel de marché (il ne peut évidemment y en avoir, en raison de la concurrence, qu'un seul) sera déterminé par leur prix de production. Supposons maintenant que les 20 % restants de la demande soient alimentés à parts égales par deux capitalistes, l'un produisant avec des procédés anciens dans une usine vieillotte, l'autre au contraire équipé flambant neuf de procédés ultra-modernes. Le capitaliste « vieillot » aura en règle générale des coûts de production plus élevés que la moyenne de la branche, parce qu'il sera obligé d'utiliser beaucoup plus de main-d'œuvre (voir les lamentations du président de la **British Steel** : nous utilisons 220.000 salariés alors que les Japonais se contenteraient de 50.000 pour un tonnage comparable !). Mais s'il veut vendre sa camelote, il n'a pas le choix : il devra vendre au **prix du marché**, qui est déterminé, dans les conditions d'équilibre de l'offre et de la demande, par les capitaux produisant aux conditions moyennes de la branche. Même prix de vente que les autres, donc, mais coût de production supérieur : son profit par unité vendue (ou **marge**) sera donc **inférieur** à celui de ses concurrents. Nous approchons de la vérité (mais est-ce vraiment une surprise ?) : derrière la **compétitivité**, il y a le **profit**.

Voyons maintenant le capitaliste ultra-moderne : grâce à ses procédés, ses coûts de production seront moins élevés que ceux de l'ensemble de la branche ; mais comme il n'approvisionne dans notre hypothèse que 10 % du marché, il n'a pas d'influence sur le prix de marché, qui est déterminé par l'ensemble des capitaux « moyens ». Coûts de production moins élevés, même prix de vente : son profit par unité vendue sera supérieur à celui de ses concurrents ; il réalise de la sorte ce que Marx appelle dans le Livre I une **plus-value extra** et dans le Livre III un **surprofit** (9) qu'on pourrait appeler **surprofit de productivité**.

Si l'offre et la demande s'équilibrent et si notre capitaliste ultra-moderne reste dans une position marginale, c'est-à-dire s'il ne peut fournir plus que les 10 % du marché qu'il approvisionne, il devra se contenter (dans l'immédiat du moins) de vendre au prix du marché et d'empocher son surprofit. Mais s'il peut fournir plus (et s'il ne le peut pas dans l'immédiat, sa rentabilité exceptionnelle va

(9) Respectivement : Livre I, chapitre XII (Ed. Sociales, tome II, p. 11) et Livre III, chapitre XIV (tome VI, p. 250).

IV



l'encourager à investir pour accroître ses capacités de production — ce n'est donc qu'une question de temps), à demande globale égale, il va chercher à prendre des parts du marché à ses concurrents. Pour cela il dispose, grâce à son profit supérieur, d'un atout exceptionnel : il lui suffit d'abaisser ses prix (sur le schéma IV, la barre verticale droite du prix de marché revient vers la gauche). Sa première victime est le capital « vieillot » : il suffit au capital « ultra-moderne » de baisser ses prix jusqu'à un certain point pour réduire à zéro le profit du capital « vieillot » et donc le mettre en faillite : voilà 10 % du marché supplémentaires à ajouter à ses 10 % initiaux. Mais si cela ne suffit pas à son appétit, il peut aller plus loin et même mettre en difficulté des capitaux « moyens » puisque, comme le montre le schéma, même s'il vend sa marchandise au coût de production des capitaux moyens, donc en réduisant leur profit à zéro, il continuera, lui, à faire un profit. C'est ce qui se passe tous les jours, à un niveau évidemment plus complexe (non seulement parce que l'éventail des situations est plus varié que

les trois situations schématisées dans notre exemple, mais parce que la concurrence, tout en étant déchaînée, n'est pas « parfaite », parce qu'il y a des cartels, parce que les Etats prennent des mesures protectionnistes, etc.) dans la vie du capitalisme. Dans la sidérurgie, on a reconnu le capitaliste « ultra-moderne » : c'est le Japon, qui de la situation marginale qu'il avait en 1955 (3,5 % de la production mondiale) a bousculé tous ses concurrents et sème la panique sur le marché mondial où il représente 17,5 % de la production et surtout, en 1976, 30 % des exportations mondiales à lui tout seul (10). Dans le jargon bourgeois, il est le plus « compétitif ». Mais les capitalistes occidentaux protestent (ils ne se contentent pas de protester, ils ferment aussi leurs frontières à l'acier japonais, mais c'est leur discours qui nous intéresse ici) : « Certes, disent-ils, les Japonais sont un peu plus productifs que nous en termes de tonnes produites par salarié ; mais surtout, ils payent leurs ouvriers beaucoup moins cher ; c'est cela qui leur donne sur nous un avantage déloyal ». Voyez ces nobles cœurs qui s'insurgent lorsque la surexploitation des prolétaires des autres pays met en danger leurs bénéfices ! Mais hypocrisie bourgeoise mise à part, ceci nous amène à la constatation suivante : pour le capital individuel, peu importe la manière dont le résultat est obtenu du moment qu'il peut vendre moins cher que ses concurrents tout en conservant, évidemment, son sacro-saint profit. Mais comment se mesure le profit pour le capital ? En termes de **taux**, c'est-à-dire en rapportant le profit recueilli au capital qu'il a fallu avancer pour le produire. **Améliorer la compétitivité**, c'est donc trouver les moyens de vendre **moins cher** que les concurrents sans diminuer son taux de profit. Quels sont ces moyens ? Nous allons en passer quelques-uns en revue à l'aide d'un exemple chiffré simple.

L'exemple du fabricant de motos

Pour fixer les idées, prenons une branche précise, par exemple la fabrication des motos. Nos chiffres seront inventés (sans être pour autant invraisemblables), mais l'exemple n'est pas dépourvu de tout rapport avec la réalité : il n'y a pas si longtemps que bon nombre de fabricants européens ont été littéralement balayés par la « compétitivité » des machines japonaises (une fois de plus !). Nous allons d'abord fixer l'ensemble des hypothèses chiffrées correspondant à une certaine situation de départ, puis examiner ce qui se produit du point de vue du capital dans les cas-type suivants : baisse des salaires, investissement accroissant la productivité, accélération des cadences, introduction du travail de nuit ou en continu.

(10) Chiffres tirés de *The Economist*, 12 février 1977.

• Situation 0 — Hypothèses de départ.

Imaginons un petit fabricant européen produisant 20.000 motos par an (un seul modèle, pour simplifier) dans des conditions assez modernes (chaîne, machines) et en achetant un certain nombre de composants à l'extérieur. Coût de l'usine toute équipée : 140 millions : c'est le capital fixe avancé, que nous appellerons Kf. Supposons que chaque année ce capital fixe « s'use » de 20 millions : cela signifie qu'il transfèrera à chaque moto fabriquée une valeur de 1.000 (puisque $1.000 \times 20.000 \text{ motos} = 20 \text{ millions}$). En 7 ans, ce capital fixe aura donc théoriquement été complètement « usé » (ce qui est plutôt rapide — mais peu importe pour notre raisonnement). Côté force de travail : 300 ouvriers plus quelques dizaines de cadres, administratifs, etc. (dont, pour aller plus vite, nous incluons les salaires dans le capital variable bien qu'en fait, en toute rigueur, la plupart soient rémunérés sur de la plus-value — mais le sujet déborde largement du cadre de ce petit article, et n'a pas d'incidence sur notre raisonnement) : « frais de personnel » annuels, comme disent les capitalistes, 16 millions (charges sociales incluses), ce qui met le salaire mensuel moyen brut toutes catégories à 2.700 environ (11). Pour chaque moto fabriquée, les « frais de personnel » sont donc de 800 (puisque $800 \times 20.000 \text{ motos} = 16 \text{ millions}$).

Ici, une première complication : le capital fixe a beau ne transférer chaque année aux motos qu'une valeur globale de 20 millions, il a quand même fallu payer **toute** l'usine avant de démarrer : l'**avance de capital fixe** a donc été de 140 millions, soit la totalité de capital fixe (même si une partie est payée à crédit : l'**avance** est alors en partie faite par les banques). Pour les salaires (ou capital variable), les choses sont différentes : pour des frais de personnel de 16 millions par an, pas besoin d'avoir la **totalité** des 16 millions en caisse dès le début de l'année ; il suffit d'avoir par exemple 1 à 2 mois de salaire pour les premiers paiements, ensuite l'argent liquide provenant des ventes procurera la trésorerie nécessaire au paiement des salaires des mois suivants. C'est donc **beaucoup moins** de 16 millions que le capitaliste doit **avancer** : si nous supposons qu'il suffit d'avoir 1 mois et demi de salaires d'avance, une règle de trois (16 millions **divisés** par 12 mois et **multipliés** par 1,5) montre qu'il suffit au départ de 2 millions. Donc : **capital variable avancé** : $K_v = 2 \text{ millions}$. Ces 2 millions avancés au départ permettront de payer les 16 millions de frais de personnel annuels : nous dirons que le capital variable fait 8 rotations par an ou tourne 8 fois par an

(11) 16 millions par an pour 330 salariés = 48.500 de « frais de personnel » par salarié et par an = 4.040 par salarié et par mois, ce qui correspond, en estimant les « charges patronales » à 50 % du salaire brut effectivement versé (à peu près la pratique capitaliste actuelle en France), à 2.700 de salaire moyen mensuel brut effectif.

(puisque $8 \times 2 = 16$), ou encore que sa **vitesse de rotation** est 8. Il saute aux yeux que le capital variable **tourne** beaucoup plus vite que le capital fixe, puisque avec les mêmes conventions nous dirions que ce dernier tourne **un septième** de fois par an, ou encore que sa vitesse de rotation est approximativement 0,143.

Enfin le coût des matières diverses rentrant dans la fabrication : nous supposons que pour les 20.000 motos annuelles il faut incorporer des matières pour un coût total de 24 millions, soit 1.200 par moto. Mais là encore, le capitaliste n'a pas besoin d'avoir en stock dès le début de l'année la totalité des matières dont il aura besoin pour un an de production ; il suffit qu'il ait de quoi produire pendant quelques mois, puis il rachètera des matières au fur et à mesure avec l'argent provenant de ses ventes. Supposons qu'il travaille avec un stock de 4 mois de matières (un capitaliste qui nous lirait dirait peut-être : c'est beaucoup, il y a là de l'argent **qui dort** — ce qui est évidemment pour ces messieurs la pire des choses ; mais peu importe, nous cherchons surtout dans notre petit exemple à avoir des chiffres simples) : là encore, une règle de trois (24 millions **divisés par 12** mois par an et **multipliés par 4**) montre qu'il suffit d'avancer au départ 8 millions en matières. Donc : **capital constant circulant avancé** : $K_c = 8$ millions. Avec les mêmes conventions que précédemment, nous dirons que ce capital tourne 3 fois par an (puisque $8 \times 3 = 24$) ou encore que sa vitesse de rotation est 3. Nous voyons dans notre exemple (et cela correspond à ce qui se passe dans la réalité) que les vitesses de rotation des différentes fractions du capital avancé ne sont pas les mêmes.

Nous connaissons maintenant la totalité du capital avancé :

Capital fixe	$K_f = 140$ millions
Capital constant circulant	$K_c = 8$ millions
Capital variable	$K_v = 2$ millions
<hr/>	
Capital total avancé	$K = 150$ millions

Il nous manque une dernière hypothèse : le prix de vente. Nous supposons que notre capitaliste produit dans les conditions moyennes de la branche, et qu'il recueille un profit au taux moyen inter-branches, que nous fixerons par hypothèse à 16 %. Par hypothèse également les conditions d'équilibre de l'offre et de la demande sont réalisées, aussi bien au niveau de la branche que pour le capitaliste que nous étudions (ce qui signifie qu'il n'y a aucun problème d'écoulement — cette hypothèse théorique sera présente tout au long de nos exemples chiffrés) : son prix de vente réel (prix de marché) est donc égal à son prix de production. Rappelons que

le taux de profit p' est le rapport du profit recueilli en un an P au capital total qu'il a fallu avancer pour le recueillir :

$$\text{taux de profit } p' = \frac{\text{profit annuel}}{\text{capital total avancé}} = \frac{P}{K}$$

Le capital total avancé étant ici de 150 millions, un taux de profit de 16 % correspond à un profit total annuel de

$$P = p'.K = 16 \% \times 150 = 24 \text{ millions}$$

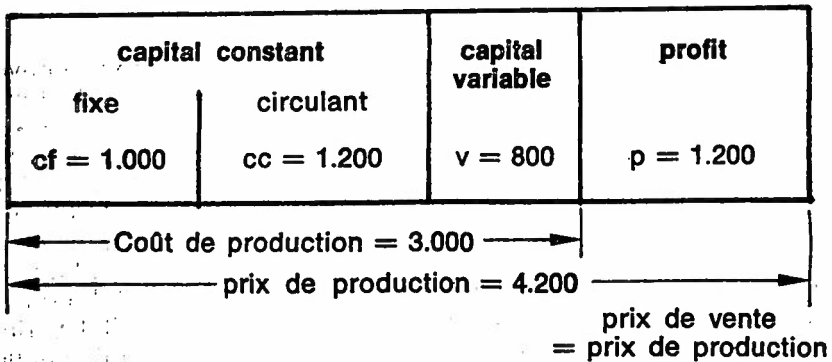
soit, pour 20.000 machines, un profit de 1.200 par machine.

Nous avons maintenant tous les éléments pour reconstituer le prix d'une moto à partir de ses composants (pour les notations nous utiliserons les minuscules c, cf, cc, v, p , pour désigner les valeurs transmises à la marchandise, en réservant les K majuscules, Kf, Kc, Kv au capital avancé) :

Capital fixe	$cf = 1.000$
Capital constant circulant	$cc = 1.200$
Capital variable	$v = 800$
Profit	$p = 1.200$
Prix de vente :	4.200

Rappelons que ce prix de vente (ou prix de marché) est le même pour tous les capitalistes vendant des motos du même type.

Si nous reprenons le schéma de la marchandise, nous pouvons le préciser à l'aide des chiffres :



Il est grand temps de parler d'une notion fondamentale que nous avons eu l'air de négliger jusqu'ici dans nos hypothèses : le **taux de plus-value**. En fait, le taux de plus-value est une donnée **sociale**, qui ne dépend pas de l'habileté du capitaliste individuel dans l'exploitation de « sa » force de travail. Comme le montre Marx, c'est en effet **l'ensemble** de la classe capitaliste qui extorque un surtravail à **l'ensemble** de la classe ouvrière, puis qui se le répartit par la foire d'empoigne de la péréquation. En toute rigueur, il est donc impropre de calculer les variations d'un taux de plus-value individuel. On peut cependant le faire pour **illustrer** la variation des divers paramètres lorsque changent les conditions de production d'un capitaliste par rapport à ses concurrents. Dans notre exemple, le taux de plus-value découle immédiatement des hypothèses chiffrées que nous avons déjà faites, en particulier pour le profit et le taux de profit (dans la réalité, c'est l'inverse : le taux de plus-value détermine le taux de profit). Pour chaque rotation du capital variable, 800 de capital variable engendrent une plus-value (ou profit) de 1.200 ; le taux de plus-value pour **une** rotation est donc :

$$p' = \frac{1.200}{800} = 150 \%$$

Mais dans notre hypothèse, le capital variable fait 8 rotations par an : le taux de plus-value **annuel** est donc :

$$P' = 150 \% \times 8 = 1.200 \%$$

On peut arriver au même résultat avec le raisonnement suivant : avec les 2 millions de capital variable avancés, on a engendré en un an 24 millions de profit ou plus-value ; le taux de plus-value annuel est donc bien :

$$P' = \frac{24}{2} = 1.200 \%$$

Comme Marx le fait dans le Livre I du **Capital**, nous pouvons exprimer la valeur de la marchandise produite en heures de travail. Les 300 ouvriers de notre hypothèse travaillent, mettons, 2.000 heures par an (45 heures par semaine \times 48 semaines = 2.160 heures, desquelles il faut déduire les jours fériés, absences, etc. ; le chiffre de 2.000 est donc réaliste) : cela fait en tout $2.000 \times 300 = 600.000$ heures de travail ajoutées à celles déjà contenues dans les machines et les matières, soit, pour 20.000 motos, 30 heures par moto. **La valeur ajoutée** par ces heures de travail à la valeur du capital constant (fixe + circulant) est égale à la valeur annuelle du capital variable transmise au produit **plus** la plus-value annuelle (ou profit annuel),

soit : 16 millions + 24 millions = 40 millions. D'où :

600.000 h de travail produisent une valeur de 40 millions

$$1 \text{ h de travail produit une valeur de } \frac{40.000.000}{600.000} = 66,66$$

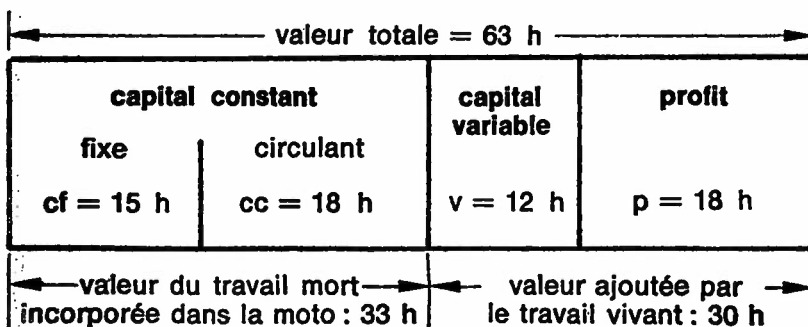
Il s'agit évidemment dans nos hypothèses de travail social moyen. La valeur totale d'une moto (capital fixe transmis et matières comprises) représente donc :

$$\frac{4.200}{66,66} = 63 \text{ heures de travail social moyen}$$

Dans ces 63 heures, le capital fixe transmis représente $1.000/66,66 = 15$ heures de travail social moyen, et le capital constant circulant transmis représente $1.200/66,66 = 18$ heures de travail social moyen ; le reste, soit 30 heures par moto, représente la valeur ajoutée dans l'usine par le travail vivant.

Ces 30 heures de travail effectuées (qui ont produit une valeur de 2.000), le capital ne les a payées que 800, c'est-à-dire l'équivalent de 12 heures de travail social ; en d'autres termes, pour chaque période de 30 heures de travail, les ouvriers ont travaillé 12 heures pour gagner de quoi reproduire leur force de travail, et **18 heures gratuitement pour le capital** ; ou encore, pour chaque journée de huit heures, ils ont travaillé 3 heures 12 minutes pour eux et 4 heures 48 minutes gratuitement pour le capital. On retrouve bien :

$$p' \text{ (taux de plus-value)} = \frac{18 \text{ h}}{12 \text{ h}} = \frac{4 \text{ h } 48'}{3 \text{ h } 12'} = 150 \%$$



Une dernière notion théorique nous sera utile. Nous avons appelé vitesse de rotation de chacune des parties du capital avancé le rapport de la valeur transmise au produit en un an sur la valeur avancée au départ. Nous pouvons pareillement définir une vitesse de rotation de l'ensemble du capital avancé, qui sera le total de la valeur transmise en un an sur le total du capital avancé. Le total du capital avancé est 140 millions de capital fixe, 8 millions de capital constant circulant et 2 millions de capital variable, soit 150 millions ; la valeur transmise en un an au produit est 20 millions de capital fixe, 24 millions de capital constant circulant et 16 millions de capital variable, soit au total 60 millions ; la vitesse de rotation de l'ensemble du capital avancé est donc :

$$r = \frac{60 \text{ millions}}{150 \text{ millions}} = 0,4$$

	(1) Capital avancé	(2) valeur transmise en un an	vitesse de rotation $r = (2)/(1)$
Capital fixe ...	140	20	0,143
Cap. const. cir.	8	24	3
Capital variable	2	16	8
TOTAL	150	60	0,4

Remarquons que la somme de 60 millions n'est autre que le coût de production de l'ensemble des 20.000 motos annuelles, que nous noterons en abrégé Q ; nous avons donc :

$$r = \frac{Q}{K}$$

Remarquons d'autre part que si nous ajoutons au coût de production annuel de 60 millions le profit annuel (24 millions) nous aboutissons à une somme totale de 84 millions qui n'est autre que

le chiffre d'affaires des bourgeois, ou prix de vente multiplié par le nombre d'unités vendues (4.200×20.000 motos = 84 millions).

Résumons une dernière fois nos données essentielles :

— coût de production total :

$$Q = 3.000 \times 20.000 = 60 \text{ millions}$$

— profit total :

$$P = 1.200 \times 20.000 = 24 \text{ millions}$$

— vitesse de rotation de l'ensemble du capital :

$$r = \frac{Q}{K} = \frac{60 \text{ millions}}{150 \text{ millions}} = 0,4$$

— taux de profit :

$$p' = \frac{P}{K} = \frac{24 \text{ millions}}{150 \text{ millions}} = 16 \%$$

— taux de plus-value :

$$\text{pour un cycle : } pl' = \frac{p}{v} = \frac{1.200}{800} = 150 \%$$

$$\text{pour un an : } Pl' = 150 \% \times 8 \text{ rotations} = 1.200 \%$$

Toutes les hypothèses ayant été posées, nous allons pouvoir passer au problème qui préoccupe notre capitaliste — et tous ses confrères avec lui : comment améliorer la compétitivité ?

● Situation 1 — Baisse des salaires.

Supposons qu'un concurrent qui, du point de vue des hypothèses chiffrées de départ, ressemble à notre capitaliste comme une goutte d'eau à une autre, soit allé s'installer à Singapour où, **toutes choses égales par ailleurs**, il paye des salaires deux fois plus bas (12). Voyons ce que deviennent pour ce capitaliste les diverses données chiffrées que nous avons calculées.

(12) A titre d'indication, signalons que selon un article du *Financial Times* (21 décembre 1976), les trois quarts des salariés de Singapour gagnaient en 1975 moins de 960 £ par an, soit environ 650 F par mois. Notre hypothèse est donc bien en-deçà de la réalité (ajoutons que les salaires à Singapour sont considérés comme élevés par rapport au reste de la région).

En ce qui concerne le capital avancé, le capital fixe et le capital circulant sont inchangés par hypothèse. Par contre, si les salaires sont deux fois plus bas (la vitesse de rotation du capital variable ne changeant pas), le capital variable avancé va être **divisé par deux**, c'est-à-dire qu'il sera de 1 million au lieu de 2 millions. D'où :

Capital fixe	$K_f = 140$ millions
Capital constant circulant	$K_c = 8$ millions
Capital variable	$K_v = 1$ million
Capital total avancé	$K = 149$ millions

Voyons maintenant comment se décompose le prix du produit. Un rappel très important : **par définition le prix de marché est donné et inchangé** : il est donc toujours de 4.200. Les valeurs transmises au produit par le capital fixe et le capital circulant ne changent pas, soit respectivement :

$$cf = 1.000$$

$$cc = 1.200$$

Par contre, le nombre de motos fabriquées ne changeant pas et les dépenses annuelles de capital variable étant divisées par deux (8 millions au lieu de 16 millions) le capital variable par unité produite va diminuer de moitié :

$$v = 400$$

Le coût de production de l'unité est donc :

$$1.000 + 1.200 + 400 = 2.600$$

ce qui, à prix de marché inchangé, donne un profit de :

$$p = 4.200 - 2.600 = 1.600 \text{ par moto}$$

En payant la force de travail deux fois moins cher, le capitaliste expatrié s'est donc assuré un profit supplémentaire de 400 par moto.

capital constant		capital variable	profit
fixe	circulant		
$cf = 1.000$	$cc = 1.200$	$v = 400$	$p = 1.600$
\longleftarrow coût de production = 2.600 \longrightarrow			
\longleftarrow prix de marché = 4.200 \longrightarrow			

Voyons ce que deviennent les divers paramètres et taux que nous avons calculés :

— coût de production total :

$$Q = 2.600 \times 20.000 = 52 \text{ millions}$$

— profit total :

$$P = 1.600 \times 20.000 = 32 \text{ millions}$$

— vitesse de rotation de l'ensemble du capital :

$$r = \frac{Q}{K} = \frac{52 \text{ millions}}{149 \text{ millions}} = 0,35 \text{ (au lieu de } 0,40)$$

— taux de profit :

$$p' = \frac{P}{K} = \frac{32 \text{ millions}}{149 \text{ millions}} = 21,5 \% \text{ (au lieu de } 16 \%)$$

— taux de plus-value :

$$\text{pour un cycle : } pl' = \frac{p}{v} = \frac{1.600}{400} = 400 \% \text{ (au lieu de } 150 \%)$$

$$\text{pour un an : } Pl' = 400 \% \times 8 \text{ rotations} = 3.200 \% \\ \text{(au lieu de } 1.200 \%)$$

Résumons : pour une avance de capital pratiquement inchangée (en fait, en très légère diminution) **la réduction des salaires a provoqué une forte augmentation du taux de plus-value et une augmentation appréciable du taux de profit.**

Et notre fameuse **compétitivité** ? Le capital qui paie des salaires deux fois plus bas est-il plus compétitif, autrement dit peut-il vendre **moins cher** à taux de profit égal ? La réponse est évidemment **oui**, comme vont le montrer les chiffres : pour conserver un taux de profit de 16 % sur un capital avancé de 149 millions, il suffit de faire un profit total de $149 \times 16 \% = 23,84$ millions, soit, pour 20.000 motos, 1.192 par moto. Le coût de production unitaire étant de 2.600, le prix de vente pourrait être ramené de 4.200 à : $1.192 + 2.600 = 3.792$, soit 408 de baisse sur les concurrents, tout en conservant un taux de profit de 16 %. S'il le fallait, notre capitaliste expatrié pourrait même faire mieux : il pourrait vendre par exemple à 2.950, soit **moins cher que le coût de production de son homologue européen** examiné dans la situation de départ (dont le coût de

production est 3.000) tout en continuant à faire un bénéfice de 350 par unité. D'où les hauts cris des capitaux menacés, et leurs pressions en faveur de mesures protectionnistes.

Et si **tous** les capitalistes entreprenaient de faire baisser les salaires ? Non pas au niveau de la branche, ce qui n'aurait aucun sens, mais au niveau de toutes les branches dans tous les pays (du moins les pays capitalistes avancés) ? Ils s'assureraient tous un profit supplémentaire (d'un montant variable selon leurs paramètres de départ et l'ampleur de la baisse). Aucun n'en recueillerait d'avantage particulier **par rapport aux autres** (du moins si le taux de la baisse est uniforme), mais **tous** verraient leur profit et leur taux de profit augmenter. **C'est précisément ce qui s'est passé en 1976** (parfois même plus tôt) **dans la quasi-totalité** des pays avancés, où l'offensive générale du capital contre la classe ouvrière, favorisée par la complicité du réformisme ouvrier à la tête des syndicats, a provoqué des baisses du salaire réel pouvant atteindre 5 à 10 % selon les pays (13).

Mais dans une telle situation, les prix de marché ne vont-ils pas se mettre à baisser ? Non, ou du moins **pas pour cette raison** (il se peut évidemment qu'ils baissent dans la réalité pour des raisons de surproduction, etc., mais cela n'aurait rien à voir avec une baisse des salaires à production inchangée). En effet, dans ce cas la **valeur ajoutée** par le travail vivant au travail mort ne change pas : dans notre exemple des motos, les ouvriers de l'une ou l'autre usine doivent toujours travailler en moyenne 30 heures (produisant une valeur ajoutée de 2.000) pour fabriquer une moto (c'est-à-dire ajouter 30 heures de travail social moyen au travail social déjà contenu dans les matières et la valeur des machines transmises), et donc **la valeur de la moto exprimée en heures de travail social ne change pas**. Ce qui change, c'est la répartition de la valeur ajoutée entre le capital et les ouvriers : alors que ces derniers étaient payés dans le premier cas l'équivalent de 12 heures de travail chaque fois qu'ils en fournissaient en réalité 30 (travail gratuit pour le capital : 18 heures sur 30, soit 4 h 48' par journée de 8 heures), ils ne sont plus payés que l'équivalent de 6 heures pour les mêmes 30 heures fournies (travail gratuit pour le capital : 24 heures sur 30, soit 6 h 24' par journée de huit heures). En somme, contrairement au procédé de l'accumulation de capital, qui comme nous allons le voir rapporte un profit supplémentaire au capitaliste qui l'applique individuellement, mais aucun profit supplémentaire dès qu'il est appliqué **par tous** les capitalistes (et se retourne même contre eux en provoquant à la longue la baisse du taux de profit), la baisse généralisée des salaires rapporte un profit supplémentaire à l'ensemble du

(13) Voir « Cours de l'Impérialisme mondial », Programme Communiste n° 72, décembre 1976.

capital. Lorsqu'il s'agit de faire baisser les salaires, les capitalistes ont tous le même intérêt : **concurrents entre eux, unis contre la classe ouvrière !**

• **Situation 2 — Augmentation de la productivité par accumulation**

Après ce que nos autruches démocratiques appelleraient la méthode « moyenâgeuse » (et qui est appliquée tous les jours par le capitalisme soi-disant « ultra-civilisé » d'aujourd'hui), voyons la méthode dite « **moderne** » : l'accumulation de capital, autrement dit l'investissement, l'achat de machines plus productives qui vont permettre d'augmenter la capacité de production et la productivité tout en licenciant du personnel. Au lieu d'un équipement permettant de produire 20.000 motos par an avec 300 ouvriers, supposons que notre capitaliste ait acquis un équipement ultra-moderne permettant de produire le double, 40.000 motos par an, tout en fichant le quart des ouvriers à la porte, c'est-à-dire avec 225 ouvriers. Hypothèses chiffrées : capital fixe avancé : 224 millions (au lieu de 140 précédemment), s'usant toujours en 7 ans, soit 32 millions par an, soit pour 40.000 motos une valeur transmise de 800 par moto (au lieu de 1.000 précédemment : sans en faire une **loi absolue**, il est logique de postuler que la valeur transmise par moto baisse lorsque augmente la capacité de production, car certaines dépenses d'équipement comme le terrain, le bâtiment, etc., n'augmentent pas proportionnellement à la production). Capital constant circulant avancé : la valeur des matières contenues dans chaque moto n'a aucune raison de changer : 1.200 par moto, soit pour 40.000 motos 48 millions par an ; mais comme nous conservons notre hypothèse d'une vitesse de rotation de 3 pour le capital constant circulant, il suffit au départ d'avancer 16 millions (puisque $3 \times 16 = 48$). Enfin capital variable : un quart d'ouvriers en moins signifie un quart de salaires annuels en moins et donc 1,5 million à avancer (au lieu de 2) tournant toujours 8 fois par an et transférant donc une valeur de $1,5 \times 8 = 12$ millions au produit. Résumons :

Capital fixe	Kf = 224 millions
Capital constant circulant	Kc = 16 millions
Capital variable	Kv = 1,5 million
<hr/>	
Capital total avancé	K = 241,5 millions

Par hypothèse, le capitaliste considéré est le **seul à avoir acquis cet équipement ultra-moderne**, et sa position sur le marché est encore telle qu'il n'influence pas le prix de marché (en d'autres termes, malgré l'augmentation de sa production il ne contrôle encore qu'une petite partie du marché). Les conditions **moyennes** de la branche

sont donc encore déterminées par l'ensemble des autres capitaux, et le prix de marché reste Inchangé à 4.200. Comment se décompose le prix d'une moto ? Nous avons déjà vu que par hypothèse :

$$\begin{aligned} cf &= 800 \\ cc &= 1.200 \end{aligned}$$

Les « frais de personnel » annuels représentent 12 millions pour 40 000 motos, soit 300 par moto :

$$v = 300$$

Le coût de production de l'unité est donc :

$$800 + 1.200 + 300 = 2.300$$

ce qui, à prix de marché inchangé, donne un profit de :

$$p = 4.200 - 2.300 = 1.900 \text{ par moto.}$$

Grâce à son avance technologique sur ses concurrents, notre capitaliste s'est donc assuré un **surprofit de productivité** (ou **plus-value extra**) de 700 par moto.

capital constant		capital variable	profit
fixe	circulant		
cf = 800	cc = 1.200	v = 300	p = 1.900
← coût de production = 2.300 →			
← prix de marché = 4.200 →			

Les divers paramètres deviennent :

— coût de production total :

$$Q = 2.300 \times 40.000 = 92 \text{ millions}$$

— profit total :

$$P = 1.900 \times 40.000 = 76 \text{ millions}$$

— vitesse de rotation de l'ensemble du capital :

$$r = \frac{Q}{K} = \frac{92 \text{ millions}}{241,5 \text{ millions}} = 0,38 \text{ (au lieu de } 0,40)$$

— taux de profit :

$$p' = \frac{P}{K} = \frac{76 \text{ millions}}{241,5 \text{ millions}} = 31,5 \% \text{ (au lieu de } 16 \% \text{)}$$

— taux de plus-value :

$$\text{pour un cycle : } pl' = \frac{p}{v} = \frac{1.900}{300} = 633 \% \text{ (au lieu de } 150 \% \text{)}$$

pour un an : $Pl' = 633 \% \times 8 \text{ rotations} = 5.066 \% \text{ (au lieu de } 1.200 \% \text{)}$.

Résumons : le capital qui, grâce à son investissement, a acquis une avance technique sur ses concurrents et une plus grande productivité s'assure une forte augmentation de son taux de plus-value et de son taux de profit.

Est-il devenu plus « compétitif » ? Pour conserver un taux de profit de 16 % sur un capital avancé de 241,5 millions, il lui suffirait de faire un profit total de : $241,5 \times 16 \% = 38,64$ millions, soit, pour 40.000 motos, 966 par moto. Son coût de production unitaire étant de 2.300, son prix de vente pourrait être ramené de 4.200 à : $966 + 2.300 = 3.266$, soit 934 de baisse sur les concurrents, tout en conservant un taux de profit de 16 %. S'il le fallait, il pourrait vendre à 2.950 c'est-à-dire moins cher que le coût de production du capital « moyen » examiné au début, tout en continuant à faire un bénéfice de 650 par unité. Les chiffres sont éloquentes : l'investissement « paye », et notre capitaliste d'avant-garde (qui, remarquons-le au passage, incarne les vertus chères au réformisme puisqu'il réinvestit ses bénéfices au lieu de les dépenser en spéculations, danseuses et autres turpitudes) peut se frotter les mains. Provisoirement, du moins.

Que va-t-il en effet se passer ? Les concurrents vont voir arriver ce capital agressif qui risque de leur voler marchés et bénéfices en vendant moins cher qu'eux. Les plus mous, les plus sclérosés, tous ceux qui n'auront pas réagi à temps vont se voir rapidement éliminés : faillites, fermetures, licenciements. Lorsqu'il s'agit de licencier, le capital, pour une fois, n'est pas égoïste : il ne se contente pas de mettre une partie de « ses » ouvriers à la porte grâce à ses procédés plus modernes, il réduit généralement aussi au chômage un certain nombre de prolétaires exploités par ses concurrents. Mais les plus dynamiques parmi ceux-ci vont réagir et acquérir eux aussi l'équipement ultra-moderne qui permet d'avoir une productivité accrue. Au bout d'une certaine période de guerre des prix, chambardements,

faillites, restructurations, l'ensemble de la branche va se retrouver équipé avec les nouveaux procédés : comme dit Marx, ses conditions de production auront été « révolutionnées ». Supposons pour simplifier que l'équilibre de l'offre et de la demande ait fini par être assuré par l'élimination d'un certain nombre de capitaux moins compétitifs (en général les plus petits, la modernisation de l'ensemble d'une branche s'accompagnant presque toujours d'une concentration du capital) : est-il vraisemblable d'imaginer que le prix de vente de la marchandise reste à 4.200 ? Non, car cela signifierait, en supposant que tous les capitaux de la branche aient maintenant des conditions de production et des paramètres comparables à ceux du capital que nous venons d'étudier, que l'ensemble de la branche aurait, dans notre cas, un taux de profit supérieur à 30 % alors que le taux moyen interbranches ne serait que de 16 %. Dans la réalité, une telle situation (qui se rencontre effectivement) ne peut être que provisoire, même si la concurrence et la mobilité des capitaux ne sont pas parfaites (**a fortiori** si elles l'étaient) : de nouveaux capitaux par l'odeur alléchés viendraient s'investir dans cette branche juteuse, d'où accroissement de l'offre, baisse des prix, etc., jusqu'à ce que le taux de la branche soit ramené aux alentours du taux moyen. Contrairement à ce qui se passe parfois dans les courses cyclistes, le peloton finit **toujours** par rejoindre l'échappé — précisément parce que la ronde infernale du capital est une course **sans fin** — du moins tant que le prolétariat ne sera pas venu l'interrompre les armes à la main.

Mais ces échappées continues continuellement rattrapées sont lourdes de conséquences, non seulement pour la classe ouvrière (on a compris que dans l'histoire c'est elle qui pédale), mais aussi pour le capital, dans la mesure où elles se produisent dans **toutes** les branches. D'une part, l'accroissement constant de la productivité qui en résulte a pour conséquence, dans les branches fabriquant les subsistances pour la classe ouvrière, de faire baisser la valeur de celles-ci et donc de tendre à faire baisser la valeur de la force de travail et à faire augmenter le taux de plus-value par le mécanisme de la **plus-value relative** (14). Mais surtout, cette fuite en avant dans l'investissement, cette accumulation perpétuelle, provoque l'augmentation de la composition organique du capital social, et donc la tendance à la baisse du taux de profit moyen. **Et plus les capitaux cherchent individuellement à échapper aux conséquences de cette loi en investissant, plus ils rendent collectivement son application rigoureuse et inéluctable** : « La concurrence exécute les lois internes du capital, elle les rend impérieuses pour le capital individuel ». L'avantage que le capital attendait de l'investissement **se retourne donc à la longue contre lui**, en l'obligeant à courir toujours plus vite vers la catastrophe, et à accentuer toujours davantage sa pression sur la classe ouvrière.

(14) Voir **Le Capital**, Livre 1, chapitre XII (Ed. Sociales, tome II, pp. 7 s.).

• Situation 3 — Augmentation des cadences

Revenons maintenant à la situation de départ et supposons cette fois que, toutes les autres hypothèses étant inchangées, le capital augmente les cadences de 20 %. Précisons bien ce que nous entendons par là : les cadences de travail vont augmenter de 20 %, ce qui signifie que la production annuelle de motos va augmenter dans la même proportion (24.000 motos au lieu de 20.000) ; mais nous supposerons que tout le travail est payé **aux pièces**, ce qui signifie que les dépenses annuelles de capital variable vont **elles aussi** augmenter de 20 %, les « frais de personnel » par moto fabriquée restant donc inchangés. Mais quel intérêt y aurait-il alors, pourrait-on demander, à augmenter les cadences ? Eh bien nous allons le voir.

Données chiffrées. Commençons par le capital variable : le capital variable avancé va augmenter de 20 %, passant de 2 millions à 2,4 millions ; il tournera toujours 8 fois par an, transmettant à la production annuelle une valeur de $2,4 \times 8 = 19,2$ millions, soit, pour 24.000 motos, 800 par moto (inchangé). Capital constant circulant : la valeur-matières transmise à chaque moto n'a aucune raison de changer ; mais comme le nombre de motos fabriquées augmente, le capital à avancer va augmenter dans la même proportion, et sera donc de 9,6 millions (au lieu de 8 millions) ; tournant toujours 3 fois par an, il transmettra à la production annuelle une valeur de $9,6 \times 3 = 28,8$ millions, soit toujours 1.200 par moto. Enfin le capital fixe avancé : puisqu'il s'use sur plusieurs années, la valeur avancée au départ n'a aucune raison de changer lorsque la production annuelle augmente un peu — il s'usera un peu plus vite, voilà tout. Précisons : il transmettra annuellement une valeur 20 % supérieure à ce qu'elle était précédemment, soit 24 millions par an au lieu de 20 millions, soit toujours 1.000 par moto (inchangé, car il n'y a aucune raison que cela change du seul fait de l'augmentation des cadences). L'accélération de l'usure (rappelons qu'il s'agit toujours d'une usure « en valeur » et non d'une usure « physique », qui peut ne pas coïncider avec la précédente) peut être calculée : transmettant 24 millions par an, le capital fixe avancé de 140 millions aura transmis la totalité de sa valeur en :

$$\frac{140}{24} = 5,83 \text{ années (au lieu de 7 précédemment)}$$

ou encore, sa vitesse de rotation sera :

$$r = \frac{24}{140} = 0,17$$

alors qu'elle n'était que de 0,143 dans la situation de départ. **La vitesse de rotation du capital fixe augmente donc lorsque les cadences**

augmentent ; nous allons voir que c'est important pour le capital.

Nous connaissons maintenant la totalité du capital avancé :

Capital fixe	Kf = 140 millions
Capital constant circulant	Kc = 9,6 millions
Capital variable	Kv = 2,4 millions
<hr/>	
Capital total avancé	K = 152 millions

Comment se décompose le prix du produit (le prix de marché étant toujours inchangé à 4.200) ? Comme nous venons de le voir au fur et à mesure, les différentes composantes du coût de production ne changent pas :

$$\begin{aligned} cf &= 1.000 \\ cc &= 1.200 \\ v &= 800 \end{aligned}$$

D'où : coût de production = 3.000 (inchangé)
et profit = 4.200 — 3.000 = 1.200 (inchangé lui aussi).

capital constant		capital variable	profit
fixe	circulant		
cf = 1.000	cc = 1.200	v = 800	p = 1.200

Opération donc sans aucun intérêt pour le capital ? Patience : voyons ce que deviennent les divers taux et paramètres :

— coût de production total :

$$Q = 3.000 \times 24.000 = 72 \text{ millions}$$

— profit total :

$$P = 1.200 \times 24.000 = 28,8 \text{ millions}$$

Voilà déjà un premier résultat : le profit, qui était de 24 millions, est passé à 28,8 millions, augmentant dans la même proportion que la production. Mais ce n'est pas tout :

— vitesse de rotation de l'ensemble du capital :

$$r = \frac{Q}{K} = \frac{72 \text{ millions}}{152 \text{ millions}} = 0,47 \text{ (au lieu de 0,40)}$$

— taux de profit :

$$p' = \frac{P}{K} = \frac{28,8 \text{ millions}}{152 \text{ millions}} = 18,9 \% \text{ (au lieu de 16 \%)}$$

— taux de plus-value :

$$\text{pour un cycle : } p' = \frac{p}{v} = \frac{1.200}{800} = 150 \% \text{ (inchangé)}$$

$$\text{pour un an : } P' = 150 \% \times 8 \text{ rotations} = 1.200 \% \text{ (inchangé)}$$

Résumons : l'augmentation des cadences avec augmentation proportionnelle des salaires n'a pas modifié le taux de plus-value ; mais elle a provoqué l'accélération de la vitesse de rotation du capital et l'accroissement du taux de profit.

On pourrait expliquer ce résultat à l'aide de l'image suivante : imaginons un excavateur formé d'une grande roue munie de becs ou de godets et entraînée par un moteur : chaque godet retire une certaine quantité d'un tas de terre ; si l'on augmente la vitesse de rotation de la roue, la quantité de terre retirée en une journée s'accroît, et donc le rendement de l'engin augmente. Notre tas de terre représente ici le travail gratuit ou surtravail de l'ensemble de la classe ouvrière ; la taille des godets, le taux de plus-value ; si le capital tourne plus vite, son rendement ou taux de profit augmente à taux de plus-value inchangé (on pourrait imaginer aussi que le rendement de la machine augmente alors que la vitesse de rotation ralentit : il faudrait simplement la munir pour cela de godets plus gros ; si l'on reporte à la p. 81, on verra que c'est précisément ce qui se produit dans l'hypothèse de la baisse des salaires : vitesse de rotation plus lente, mais taux de plus-value plus élevé, et donc augmentation du taux de profit. En tout cas, comme nous le verrons plus loin, le rendement final de la machine est toujours le résultat de la combinaison de ces deux variables : grosseur des godets et vitesse de la roue, taux de plus-value et vitesse de rotation du capital).

La « compétitivité » des marchandises produites s'est-elle améliorée ? **A priori** ce n'est pas évident, puisque le coût de production de chaque moto et le profit par unité sont restés inchangés. Mais rappelons-nous que ce qui compte pour le capital, c'est le **taux de profit par rapport au capital avancé**, et que ce taux a augmenté. Pour conserver un taux de profit de 16 % par rapport à un capital

avancé de 152 millions, il suffit de faire un profit total de $152 \times 16\% = 24,32$ millions, soit pour 24.000 motos, 1.013 par moto. Le coût de production unitaire étant de 3.000, le prix de vente pourrait être ramené de 4.200 à : $1.013 + 3.000 = 4.013$, soit 187 de baisse sur les concurrents, tout en conservant un taux de profit de 16 %. La compétitivité est donc effectivement améliorée. Toutefois cette amélioration est nettement plus limitée que dans les cas précédents : en effet, le capital étudié peut supporter une baisse de son bénéfice unitaire en conservant le même taux de profit, mais **son coût de production n'a pas changé** : il ne peut donc faire baisser son prix de vente au-dessous du coût de production du reste de la branche (sauf à perdre de l'argent) comme il pouvait le faire dans les deux cas précédemment étudiés.

Nous avons vu qu'une seule des fractions du capital avancé a vu sa vitesse de rotation se modifier : le capital fixe ; c'est donc cette modification qui a provoqué l'accélération de la rotation de l'ensemble du capital avancé. **L'augmentation des cadences provoque l'augmentation du taux de profit parce qu'elle provoque une rotation accélérée du capital fixe.** Voilà pourquoi, même si les salaires augmentent en proportion, le capital a intérêt à augmenter les cadences.

Inutile de dire que si les salaires n'augmentent pas, l'opération est encore plus fructueuse pour le capital, car le coût salarial par unité produite diminue. C'est en fait ce qui se passe dans la réalité, car le capital, qui paie non pas le travail effectué mais la reconstitution de la force de travail, n'augmente pas le salaire lorsqu'il augmente les cadences (mais dans l'analyse théorique nous avons intérêt à distinguer les effets d'une baisse relative du salaire par unité produite de ceux de la « pure » augmentation de l'intensité du travail, car si toutes deux concourent au même résultat, elles le font de manière différente). En reprenant les chiffres de notre exemple, si les salaires n'augmentaient pas, le capital variable par unité descendrait à 667 (au lieu de 800) et le profit par unité serait de 1.333 : pour un cycle le taux de plus-value passerait donc de 150 % à 200 % (soit pour un an : 1.600 % au lieu de 1.200 %). On a donc simultanément dans ce cas une augmentation de la vitesse de rotation du capital et une augmentation du taux de plus-value. Le profit total serait de 32 millions (au lieu de 28,8 millions) et le taux du profit passerait à 21,1 % (au lieu de 18,9 % avec augmentations des cadences et des salaires, et 16 % dans la situation de départ) ; en somme, le capital obtiendrait à peu de choses près, avec nos hypothèses chiffrées, le même résultat que dans le cas où il faisait baisser les salaires de moitié, ce qui faisait passer son taux de profit à 21,5 % (voir p. 81). **On voit donc l'énorme intérêt pour le capital d'augmenter sans cesse les cadences sans augmenter les salaires** : c'est ce qui explique l'intensification incessante et barbare du travail dans notre capitalisme soi-disant « avancé » et « civilisé ».

● Situation 4 — Introduction du travail de nuit

Examinons enfin une dernière situation. Dans tous les cas qui précèdent, nous avons supposé implicitement que les ouvriers travaillaient en une équipe de jour. Supposons maintenant qu'un des capitaux en présence décide, sans modifier en quoi que ce soit ses procédés de production et donc ses équipements, donc à productivité inchangée, d'introduire la production en continu en 3 équipes de 8 heures (ce qui revient à introduire le travail de nuit). Sur le papier, on pourrait répartir les 300 ouvriers en 3 équipes de 100, mais outre que dans la pratique cela serait techniquement irréalisable (on ne peut pas brusquement réduire des 2/3 les effectifs d'une chaîne d'assemblage), cela n'offrirait aucun intérêt pour le capitaliste. **Son intérêt est en effet d'exploiter plus de force de travail à capital égal.** Nous allons donc supposer que grâce à l'introduction du travail en continu le capital embauche 600 nouveaux ouvriers, ce qui porte l'effectif total à 900, et qu'en conséquence il fabrique maintenant le triple de motos, soit 60.000 par an.

Les « frais de personnel » annuels vont tripler, passant de 16 millions à 48 millions par an, soit, pour 60.000 motos, toujours 800 par moto (inchangé) ; la vitesse de rotation du capital variable ne changeant pas par hypothèse (8 rotations par an), cela représente une avance de capital variable de 6 millions (puisque $6 \times 8 = 48$). Les dépenses de capital constant circulant par moto n'ont aucune raison de changer non plus : 1.200 par moto, soit 72 millions par an, soit, à vitesse de rotation également inchangée (3 rotations par ans), une avance nécessaire de 24 millions (puisque $3 \times 24 = 72$). L'avance de capital variable et de capital matières (en somme de capital circulant) a donc triplé en même temps que la production annuelle — rien que de très logique. Pour le capital fixe, par contre, l'avance nécessaire au départ n'a aucune raison d'augmenter, puisqu'il s'use en plusieurs années : simplement, l'usure annuelle sera beaucoup plus grande et l'usure totale beaucoup plus rapide. La valeur transmise à chaque moto n'ayant pas de raison de changer (1.000), la valeur transmise annuellement par le capital fixe va tripler en même temps que le nombre de motos produites : elle sera donc de 60 millions par an au lieu de 20 millions précédemment. Le capital fixe de 140 millions aura transmis la totalité de sa valeur au produit en :

$$\frac{140}{60} = 2 \text{ années } 1/3$$

et sa vitesse de rotation sera :

$$r = \frac{60}{140} = 0,43$$

c'est-à-dire qu'elle aura elle aussi triplé par rapport à sa vitesse de rotation initiale. **L'introduction du travail en continu (travail posté) accroît donc fortement la vitesse de rotation du capital fixe.** Nous avons intitulé ce chapitre « Introduction du travail de nuit », mais cela concerne évidemment aussi le travail des samedis et dimanches, les jours fériés, les périodes de vacances, etc., la limite supérieure étant atteinte lorsque le capital « tourne » 365×24 heures par an. De même, cela concerne, comme Marx le montre dans le Livre I du **Capital**, **l'allongement de la journée de travail** (15), même s'il est payé en heures supplémentaires : par exemple si les ouvriers travaillent 48 heures par semaine au lieu de 40, la vitesse de rotation du capital fixe est augmentée de 20 %. D'autre part si au lieu du travail en 3×8 on avait introduit le travail en 2×8 la vitesse de rotation du capital fixe n'aurait été que doublée, etc.

Nous connaissons maintenant la totalité du capital avancé :

Capital fixe	$K_f = 140$ millions
Capital constant circulant	$K_c = 24$ millions
Capital variable	$K_v = 6$ millions

Capital total avancé $K = 170$ millions

Comment se décompose le prix du produit (le prix de vente étant toujours par hypothèse inchangé à 4.200) ? Là encore, nous avons vu que les composantes du coût unitaire ne changent pas :

$$\begin{aligned} cf &= 1.000 \\ cc &= 1.200 \\ v &= 800 \end{aligned}$$

D'où : coût de production = 3.000 (inchangé) et profit = $4.200 - 3.000 = 1.200$, inchangé.

capital constant		capital variable	profit
fixe	circulant		
cf = 1.000	cc = 1.200	v = 800	p = 1.200

(15) Voir **Le Capital**, Livre I, chapitre XV, III (ibid., pp. 86 s.).

Les divers paramètres deviennent :

— coût de production total :

$$Q = 3.000 \times 60.000 = 180 \text{ millions}$$

— profit total :

$$P = 1.200 \times 60.000 = 72 \text{ millions}$$

Le profit total a donc **triplé** en même temps que la production (et que le coût de production total). Mais l'avance initiale de capital, elle, est loin d'avoir triplé : il s'ensuit que la vitesse de rotation et le taux de profit vont fortement augmenter, alors que le taux de plus-value reste inchangé :

— vitesse de rotation de l'ensemble du capital :

$$r = \frac{Q}{K} = \frac{180 \text{ millions}}{170 \text{ millions}} = 1,06 \text{ (au lieu de } 0,40)$$

— taux de profit :

$$p' = \frac{72 \text{ millions}}{170 \text{ millions}} = 42,3 \% \text{ (au lieu de } 16 \%)$$

— taux de plus-value :

$$\text{pour un cycle : } pl' = \frac{p}{v} = \frac{1.200}{800} = 150 \% \text{ (inchangé)}$$

$$\text{pour un an : } Pl' = 150 \% \times 8 \text{ rotations} = 1.200 \% \text{ (inchangé)}$$

Résumons : sans modifier le taux de la plus-value, l'introduction du travail en continu (travail de nuit) a provoqué une forte augmentation de la vitesse de rotation du capital et par suite une forte augmentation du taux de profit.

L'image de l'excavateur à roue dont le rendement s'accroît par suite de l'accélération de la vitesse de rotation s'applique également ici. Et comme dans le cas de l'augmentation des cadences, l'**accélération de la rotation du capital a été provoquée par l'accélération de la rotation du capital fixe** qui a été permise par l'introduction du travail posté. De là la progression, dans notre capitalisme à visage soi-disant « humain », de cet autre procédé barbare d'abrutissement des travailleurs. Le capital l'introduit en premier lieu dans les branches où la lourdeur du capital investi tend à faire baisser rapidement le taux de profit, afin de contrecarrer cette tendance : sidérurgie,

pétrochimie, etc. ; mais il l'introduit aussi dans les branches les plus « modernes » comme par exemple l'informatique (pour les opérateurs faisant fonctionner les gros ordinateurs extrêmement coûteux). L'introduction du travail en continu est le plus souvent justifiée sous les prétextes techniques les plus fallacieux, alors que l'**unique** motif qui guide le capital est le **taux de profit**, comme le reconnaissait récemment en ces termes le journal anglais **The Economist** : « Le travail posté est une des clés de l'efficacité [rappelons que pour ces Messieurs il n'est d'efficacité que financière] car il permet à un capital-équipements coûteux d'être utilisé intensivement » (16).

Qu'en est-il dans ce cas de la « compétitivité » des marchandises produites ? Pour faire un taux de profit de 16 % sur un capital avancé de 170 millions, il suffit de faire un profit total de $170 \times 16 \% = 27,2$ millions, soit, pour 60.000 motos, 453 par moto. Le coût de production unitaire étant de 3.000, le prix de vente pourrait être ramené de 4.200 à : $453 + 3.000 = 3.453$, soit 747 de baisse sur les concurrents, tout en conservant un taux de profit de 16 %. La compétitivité est donc effectivement améliorée. Toutefois, comme dans le cas précédent (augmentation des cadences), cette amélioration se heurte à une limite : celle du coût de production inchangé. Il est possible de vendre avec profit beaucoup moins cher que le reste de la branche, mais non de vendre moins cher que le **coût de production** du reste de la branche. D'autre part, il est évident qu'une fois que tous les capitaux d'une branche ont introduit le travail en continu (comme c'est internationalement le cas pour la sidérurgie, la chimie, etc.) aucun ne peut plus en tirer d'avantages particuliers par rapport aux autres. Par contre, ils en tireront collectivement l'avantage, non pas d'un taux de profit supérieur au taux moyen (bien que cela puisse se produire et durer relativement en raison de la faible mobilité du capital dans ces branches « lourdes »), mais d'une méthode de résistance à la baisse du taux de profit, laquelle menace particulièrement les capitaux à composition organique élevée. Non que la méthode soit infaillible — comme le montre l'exemple déjà cité de la sidérurgie. Mais si ces branches n'appliquaient pas le travail en continu, non seulement leur taux de profit tendrait à baisser plus vite, mais il en serait de même du taux des autres branches : les capitaux à bas taux de profit n'auraient en effet d'autre solution, pour essayer de se rapprocher du taux moyen, que de tenter de vendre leurs produits plus cher, et donc de s'approprier une proportion plus grande de la plus-value commune. Le taux général de profit serait donc lui aussi plus bas. Le travail en continu contribue donc au relèvement du **taux de profit moyen** — ce qui est logique, puisque nous avons vu que ce procédé permet d'exploiter **plus** de force de travail à capital égal, ce qui, au niveau de la société, ne peut qu'accroître la masse de la plus-value extorquée

(16) *The Economist*, 1^{er} janvier 1977.

à la classe ouvrière. En somme l'introduction du travail de nuit profite non seulement aux capitaux qui l'appliquent directement, mais à l'ensemble du capital social. Voilà qui explique la progression de cette barbarie.

Synthèse et généralisation

Les résultats chiffrés des quatre situations que nous avons étudiées sont résumés dans le tableau ci-dessous, qui donne pour chacun des cas le coût de production d'une marchandise, le prix de vente auquel il est possible de descendre en conservant le taux de profit initial, le taux de plus-value, la vitesse de rotation de l'ensemble du capital et le taux de profit.

	Situation de départ	1. Baisse des salaires	2. Invest. productif	3. Augm. cadences	4. Travail de nuit
Coût de production unitaire	3.000	2.600	2.300	3.000	3.000
Prix de vente possible pour $p' = 16\%$	4.200	3.792	3.266	4.013	3.453
Taux de plus-value p' (pour un cycle)	150 %	400 %	633 %	150 %	150 %
Vitesse de rotation r	0,4	0,35	0,38	0,47	1,06
Taux de profit p'	16 %	21,5 %	31,5 %	18,9 %	42,3 %

Toutefois, les chiffres précis obtenus dans chacun des cas sont fonction des hypothèses chiffrées que nous avons arbitrairement choisies au départ. Aussi ne nous intéresserons-nous qu'à la tendance générale dont l'évolution des chiffres dans les divers cas étudiés est l'expression (étant entendu que nous avons analysé des cas « purs », mais que dans la réalité le capital combine ces diverses mesures — et bien d'autres — et que leur effet en est alors multiplié).

Dans les quatre cas, la « compétitivité » des marchandises produites est améliorée, mais ce résultat n'est pas atteint de la même manière :

— dans les deux premiers cas (baisse des salaires, accroissement de la productivité par investissement), l'amélioration de la compétitivité est due à l'accroissement du taux de plus-value « individuel », c'est-à-dire à l'**accroissement de l'exploitation**. Certes, les deux situations diffèrent en ce sens que la première implique une baisse brutale du niveau de vie des travailleurs employés par le capital considéré (qu'il s'agisse des mêmes travailleurs ou d'autres), alors que la seconde ne l'implique pas (et est même conciliable, en période faste, avec l'amélioration de leur condition matérielle) : mais toutes deux signifient qu'une proportion croissante de la richesse sociale va au capital, que la disproportion entre les deux pôles de la société s'accroît — ce qu'exprime l'augmentation du taux de plus-value.

— dans les deux derniers cas (augmentation des cadences, travail de nuit ou en continu), l'amélioration de la compétitivité est plus limitée, dans la mesure où le coût de production de chaque marchandise est inchangé ; cette amélioration est due à l'**accélération de la vitesse de rotation du capital**, qui ne fait qu'exprimer le fait qu'une même avance de capital a permis d'exploiter plus de travail vivant pendant la même période ; même si « mathématiquement » le taux de plus-value ou d'exploitation n'a pas varié, elle se traduit, comme nous l'avons vu, par l'**abrutissement accéléré des prolétaires**.

Quelle que soit la manière dont le résultat a été atteint, on remarque que, dans tous les cas, le taux de profit augmente. C'est là un **résultat général**, comme nous allons le démontrer en demandant au lecteur de faire l'effort de nous suivre dans un raisonnement mathématique simple.

En conservant les notations que nous avons utilisées jusqu'ici, nous avons vu que le prix de la marchandise peut s'exprimer par la somme :

$$cf + cc + v + p$$

La somme $(cf + cc + v)$ n'est autre que le coût de production d'une marchandise, qui est égal au coût de production annuel Q divisé par le nombre d'unités produites n . De même, le profit unitaire p est égal au profit annuel P divisé par n . D'où :

$$\text{prix de la marchandise} = \frac{Q}{n} + \frac{P}{n}$$

Mais le coût de production annuel Q est par définition le produit du capital total avancé K par la vitesse de rotation r (voir page 78) ; de même, le profit annuel P est le produit de K par le taux de profit p' . D'où :

$$\begin{aligned} \text{prix de la marchandise} &= \frac{r.K}{n} + \frac{p'.K}{n} \\ &= \frac{K(r + p')}{n} \end{aligned}$$

Convenons maintenant d'appeler :

x le prix de production (c'est-à-dire celui qui rapporte le profit au taux **moyen**)

y le prix de marché (réellement payé)

a le **taux de profit moyen** interbranches

Nous aurons :

$$\begin{aligned} y &= \frac{K(r + p')}{n} \\ \text{et } x &= \frac{K(r + a)}{n} \end{aligned}$$

Dans l'hypothèse de notre situation de départ, où le capital recueille effectivement le profit au taux moyen, nous avons bien :

$$\begin{array}{l} \text{taux de profit du capital} \\ p' = a \\ = \text{taux de profit moyen} \end{array}$$

$$\begin{array}{l} \text{prix de production} \\ x = y \\ = \text{prix de marché} \end{array}$$

Etre « plus compétitif », pour le capital, c'est, comme nous l'avons vu, faire en sorte de pouvoir vendre **moins cher** que le prix général du marché tout en recueillant le profit au **taux moyen** : autrement dit, c'est trouver le moyen d'**abaisser le prix de production** (puisque le prix de production est précisément par définition le prix qui rapporte le profit au taux moyen) **au-dessous du prix du marché**. Ou encore, en reprenant nos notations, c'est faire en sorte que :

$$\begin{aligned} x &< y \\ \text{soit : } \frac{K(r + a)}{n} &< \frac{K(r + p')}{n} \end{aligned}$$

Nous pouvons diviser les deux termes de l'inégalité par $\frac{K}{n}$ qui est une grandeur toujours positive :

$$r + a < r + p'$$

La condition posée est donc équivalente à :

$$p' > a$$

Etre « plus compétitif », c'est donc faire en sorte de réaliser un taux de profit supérieur au taux moyen.

Ce résultat confirme instantanément dans quel camp se situent en réalité tous ceux qui prétendent lutter contre le capital tout en défendant la « compétitivité » de l'économie nationale, des exportations, etc. Mais surtout, il démontre que tout gain de compétitivité est destiné à s'évanouir à peine atteint, puisqu'il est impossible de réaliser **durablement** un taux de profit supérieur au taux moyen. La « compétitivité » n'est donc qu'une des formes mystifiées par lesquelles s'exprime, dans le monde renversé de la concurrence, la soif d'amélioration du taux de profit du capital, un mythe qui fait apparaître ses lois internes comme des contraintes extérieures « naturelles », et dont le capital encourage d'ailleurs la propagation pour tenter de mieux plier la classe ouvrière à ses exigences.

Nous pouvons maintenant généraliser les divers cas étudiés en une formule simple (en conservant les mêmes notations). Pour cela, il nous faut d'abord introduire une notion nouvelle : convenons d'appeler **taux de marge** (abréviation : m') le rapport entre le profit et le coût de production pour chaque marchandise produite (pour simplifier, nous appellerons c l'ensemble du capital constant que nous avons jusqu'à présent dissocié en $cf + cc$) :

$$\text{taux de marge } m' = \frac{\text{profit}}{\text{coût de production}} = \frac{p}{c + v}$$

La valeur du taux de marge est la même si au lieu de l'exprimer pour une marchandise, on l'exprime pour l'ensemble de la production annuelle :

$$m' = \frac{p}{c + v} = \frac{n.p}{n(c+v)} = \frac{P}{Q} \quad \begin{array}{l} \text{(Profit annuel)} \\ \text{(Coût de production annuel)} \end{array}$$

Il existe une relation simple entre taux de marge, taux de profit

et vitesse de rotation du capital. En effet, cette dernière est définie par la relation :

$$r = \frac{Q}{K}$$

On voit immédiatement qu'en multipliant le taux de marge par la vitesse de rotation, on obtient :

$$r.m' = \frac{P}{Q} \cdot \frac{Q}{K} = \frac{P}{K} = p'$$

Le taux de profit est égal au taux de marge multiplié par la vitesse de rotation du capital.

Par ailleurs, nous pouvons également exprimer le taux de plus-value en fonction du taux de marge ; de la définition de ce dernier donnée plus haut, il découle en effet que :

$$p = m'(c + v)$$

D'où :

$$pl' = \frac{p}{v} = \frac{m'(c + v)}{v} = m' \cdot \frac{c}{v} + m'$$

Or le rapport c/v n'est pas pour nous une grandeur quelconque : c'est le rapport du capital constant au capital variable dans la valeur d'une marchandise, que nous pouvons appeler par commodité « composition organique de la marchandise » (et qui n'est pas, précisons-le bien, la composition organique du capital avancé, bien que les deux soient liées par une relation facile à établir). En posant donc :

$$\text{composition organique de la marchandise } g = \frac{c}{v}$$

nous avons :

$$pl' = m'.g + m' = m'(g + 1)$$

D'où :

$$m' = \frac{pl'}{g + 1}$$

Remplaçons m' par son expression dans la nouvelle expression du taux de profit ($p' = r.m'$) que nous avons établie plus haut. Il vient :

$$p' = \frac{pl'.r}{g + 1}$$

$$\text{taux de profit} = \frac{\begin{array}{c} \text{taux de} \\ \text{plus-value} \end{array} \times \begin{array}{c} \text{vitesse de rotation} \\ \text{du capital} \end{array}}{\begin{array}{c} \text{composition organique} \\ \text{de la marchandise} \end{array} + 1}$$

Cette formule englobe les quatre cas que nous avons étudiés (et bien d'autres). Elle montre que la baisse tendancielle du taux de profit moyen est la conséquence de l'augmentation de la composition organique, et que pour la combattre (ou, d'une manière plus générale, pour tenter d'améliorer le taux de profit), le capital doit :

- augmenter le numérateur, c'est-à-dire le taux de plus-value, ou la vitesse de rotation du capital, ou les deux ;
- diminuer le dénominateur, c'est-à-dire la composition organique.

Le tableau de la p. 101 résume (sans prétendre être exhaustif) quelques-uns des implications les plus évidentes de cette formule.

(A suivre.)

COMMENT AUGMENTER LE TAUX DE PROFIT ?

AUGMENTER LE
NUMERATEUR



$$p' = \frac{pl'.r}{g+1}$$



DIMINUER LE
DENOMINATEUR

augmenter
le taux
de plus-value

- diminution des salaires (travail des femmes et des enfants, importation des travailleurs immigrés, exportation de capital dans les pays à bas salaires, plans d'austérité, etc.)
- gain de productivité par investissement
- intensification du travail (cadences) sans augmentation du salaire

augmenter
la vitesse
de rotation
du capital

- intensification du travail (cadences) même si le salaire augmente en proportion
- allongement de la journée de travail
- travail en continu ou posté (travail de nuit, du dimanche, des jours fériés, etc.)
- mesures de gestion (diminution des stocks, amortissement accéléré, etc.)
- [— en dehors de la sphère de la production : accélération de la réalisation : ventes, transports, etc.]

économiser
sur le capital
fixe

- nouveaux procédés de production plus économiques (découvertes scientifiques, etc.)
- économies sur les équipements protégeant la santé et la sécurité des travailleurs (usines insalubres, machines dangereuses, etc.)
- économies sur le traitement des déchets industriels (pollution, etc.)

économiser
sur le capital
constant
circulant

- économies sur les matériaux utilisés (fabrications de mauvaise qualité, utilisation des matériaux les moins chers, etc.)
- lutte pour le contrôle des matières premières à bon marché — impérialisme

au niveau
social :
diminuer
le capital fixe

- nationalisation des branches les moins rentables (qui sortent alors de la péréquation)
- dévalorisation du capital (faillites, rachat à bas prix, etc.)
- destruction de capital fixe (guerres)

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.
£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 40 F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 4 F - 40 FB - 600 Lires - 2,50 FS
Abonnement annuel : 16 F - 160 FB - 2.400 Lires - 10 FS